

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1924

[2009/202360]

30 AVRIL 2009. — Décret modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Des dispositions modificatives
du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots "et du schéma de structure communal" sont remplacés par les mots qui suivent :

" , du schéma de structure communal et du rapport urbanistique et environnemental".

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 2, du même Code, entre les mots "des schémas" et les mots "et des plans d'aménagement" sont insérés les mots qui suivent :

" , des rapports urbanistiques et environnementaux".

Dans l'article 2, remplacer les termes "Conseil régional wallon" par les mots "Parlement wallon".

Art. 3. L'intitulé du chapitre II du titre I^{er} du Livre I^{er} du même Code est remplacé comme suit :

« CHAPITRE II. — *Des délégations et des missions déléguées par le Gouvernement* »

Art. 4. Dans l'article 3 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° le premier alinéa forme le § 1^{er};

2° l'article est complété comme suit :

« § 2. Il est institué une cellule du développement territorial, dont le siège est à Namur, chargée sous l'autorité d'un délégué général de l'exécution des décisions prioritaires du Gouvernement en matière d'aménagement du territoire et de développement territorial en matière de planification stratégique.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la cellule et en précise les missions.

§ 3. Il est institué une délégation générale aux recours, dont le siège est à Namur, chargée sous l'autorité d'un délégué général de l'instruction des recours introduits sur la base des dispositions visées au présent Code.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la délégation. »

Art. 5. Dans l'article 4 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "S'appliquent" sont remplacés par les mots qui suivent :

"Sans préjudice du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, s'appliquent";

2° au point 1o du même alinéa, entre les mots "sur un permis" et "; elle est de trente jours", sont insérés les mots qui suivent :

"ou sur une demande d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale";

3° dans le même point, entre les mots "un rapport urbanistique et environnemental," et les mots "un périmètre visé à l'article 127, § 1^{er}, 8°," sont insérés les mots qui suivent :

"un plan d'alignement,";

4° le point 6° du même alinéa est remplacé comme suit :

« 6° tout tiers intéressé peut exprimer ses observations et réclamations par télécopie, par courrier électronique lorsque la commune a défini une adresse à cet effet, par courrier ordinaire ou formulées au conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme, au collège communal ou à l'agent communal délégué à cet effet avant la clôture de l'enquête ou le jour de la séance de clôture de ladite enquête; à peine de nullité, les envois par courrier ou télécopie sont datés et signés; les envois par courrier électronique sont identifiés et datés; les réclamations et observations verbales sont recueillies sur rendez-vous par le conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme ou, à défaut, par l'agent communal délégué à cet effet, qui les consigne et les transmet au collège communal avant la clôture de l'enquête; »

Art. 6. Dans l'article 5 du même Code est inséré un quatrième alinéa, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut arrêter le montant du jeton de présence auquel ont droit le président, les vice-présidents de sections et les membres de la commission régionale. »

Art. 7. Dans l'article 11 du même Code, les mots "des plans de lotissement" sont supprimés.

Art. 8. Dans l'article 12, alinéa 1^{er}, du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° le point 1° est remplacé par le texte qui suit :

« aux communes, pour l'élaboration ou la révision en tout ou en partie d'un plan communal d'aménagement, d'un schéma de structure communal, d'un rapport urbanistique et environnemental ou d'un règlement communal d'urbanisme; »;

2° au point 2°, avant les mots "pour l'élaboration" sont insérés les mots qui suivent :

"aux communes,".

Art. 9. Dans le titre II du Livre I^{er} du même Code, est inséré un chapitre III intitulé comme suit :

« CHAPITRE III. — *Du rapport urbanistique et environnemental* »

Art. 10. Dans le chapitre III du titre II du Livre I^{er} du même Code, est inséré un article 18^{ter}, rédigé comme suit :

« Art. 18^{ter}. § 1^{er}. Le rapport urbanistique et environnemental est un document d'orientation qui exprime, pour toute partie du territoire communal qu'il couvre, les lignes directrices de l'organisation physique du territoire ainsi que les options d'aménagement et de développement durable. Lorsque les circonstances le requièrent, plusieurs communes peuvent élaborer en concertation, chacune pour ce qui la concerne, un rapport urbanistique et environnemental.

Le rapport urbanistique et environnemental est établi à l'initiative du conseil communal et est approuvé par le Gouvernement.

Le rapport urbanistique et environnemental s'inspire des options d'aménagement et de développement durable contenues dans le schéma de développement de l'espace régional et le schéma de structure communal, s'il existe.

En cas d'incompatibilité entre les options d'un schéma de structure communal et d'un rapport urbanistique et environnemental, il est fait application des dispositions du document le plus récent entré en vigueur.

Lorsque le rapport urbanistique et environnemental suggère de s'écarter, pour partie, d'un plan d'aménagement, le conseil communal peut, conformément à l'article 49bis, solliciter auprès du Gouvernement l'autorisation d'établir, pour la partie concernée, un plan communal d'aménagement en application de l'article 48, alinéa 2, ou, le cas échéant, il peut réviser le plan communal d'aménagement.

§ 2. Le contenu et la procédure d'élaboration du rapport urbanistique et environnemental sont fixés par l'article 33, §§ 2 à 7.

Lorsque le rapport urbanistique et environnemental ne constitue pas la mise en œuvre d'une zone d'aménagement communal concerté ou d'une zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel et que le conseil communal établi, compte tenu des caractéristiques des projets ou activités dont l'élaboration ou la révision constitue le cadre, et compte tenu des incidences et des zones susceptibles d'être touchées, que le rapport urbanistique et environnemental projeté n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement ou qu'il détermine l'utilisation d'une petite zone au niveau local, le conseil communal décide que le rapport urbanistique et environnemental ne doit pas faire l'objet de l'évaluation environnementale visée à l'article 33, § 2, 2°, après avis de la commission communale ou, à défaut, de la commission régionale et du conseil wallon de l'environnement pour le développement durable.

Est présumé avoir des incidences non négligeables sur l'environnement le rapport urbanistique et environnemental projeté dans le périmètre duquel se situe une zone désignée conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE ou qui vise à permettre la réalisation d'un projet soumis à étude d'incidences sur l'environnement ou encore qui concerne des zones dans lesquelles peuvent s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement au sens de la Directive 96/82/CE ou qui prévoit l'inscription de zones destinées à l'habitat, ainsi que de zones ou d'infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements.

Le rapport peut être fondé notamment sur les renseignements utiles obtenus lors d'autres évaluations environnementales effectuées précédemment.

§ 3. Le conseil communal peut abroger, en tout ou en partie, un rapport urbanistique et environnemental dans les cas qui suivent :

1o soit le périmètre est couvert par un plan d'aménagement approuvé postérieurement à l'entrée en vigueur du rapport urbanistique et environnemental ou par un permis d'urbanisation dûment approuvé;

2o soit il estime les objectifs principaux visés à l'article 33, § 2, 2°, a), dépassés.

L'article 33, §§ 2 à 6, est applicable à la décision d'abrogation du rapport urbanistique et environnemental, sauf pour ce qui concerne l'évaluation environnementale visée à l'article 33, § 2, 2°, et la déclaration environnementale visée à l'article 33, § 4.

Lorsque le rapport urbanistique et environnemental vaut périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques, l'abrogation de l'arrêté n'a pas d'effet sur le périmètre de reconnaissance.

Art. 11. L'article 19 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 19. § 1^{er}. Le Gouvernement confère force obligatoire au plan de secteur et au plan communal d'aménagement.

Les prescriptions graphiques et littérales des plans ont valeur réglementaire.

En cas de contradiction entre les prescriptions graphiques et littérales, les prescriptions graphiques l'emportent sur les prescriptions littérales.

§ 2. Le plan de secteur demeure en vigueur jusqu'au moment où un plan de secteur ou un plan communal d'aménagement lui est substitué en partie, à la suite d'une révision.

Le plan communal d'aménagement demeure en vigueur jusqu'au moment où :

1° soit un autre plan lui est substitué, en tout ou en partie, à la suite d'une révision;

2° soit jusqu'à son abrogation, en tout ou en partie, conformément à l'article 57ter.

§ 3. Les prescriptions d'un plan communal d'aménagement qui sont incompatibles avec celles d'un plan de secteur approuvé postérieurement cessent de produire leurs effets. »

Art. 12. Dans l'article 23, alinéa 1^{er} du même Code, le point 3° est supprimé.

Art. 13. Dans l'article 28 du même Code, après les mots "Art. 28.", est inséré l'intitulé qui suit :

« De la zone de services publics et d'équipements communautaires. »

Art. 14. L'article 29 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 29. La zone de loisirs est destinée à recevoir les équipements récréatifs ou touristiques, en ce compris les villages de vacances, les parcs résidentiels de week-end ou les campings touristiques au sens de l'article 2, 14°, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique ou au sens de l'article 1^{er} du décret du Conseil de la Communauté germanophone du 9 mai 1994 sur les campings et terrains de campings.

Pour autant qu'elle soit contiguë à une zone d'habitat, à une zone d'habitat à caractère rural ou à une zone d'aménagement communal concerté mise en œuvre et affectée en tout ou partie à la résidence, la zone de loisirs peut comporter de l'habitat ainsi que des activités d'artisanat, de services, des équipements socioculturels, des aménagements de services publics et d'équipements communautaires pour autant que simultanément :

1° ces activités soient complémentaires et accessoires à la destination principale de la zone visée à l'alinéa 1^{er};

2° la zone de loisirs soit située dans le périmètre d'un rapport urbanistique et environnemental approuvé préalablement par le Gouvernement. »

Art. 15. Dans l'article 30 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° après les mots "Art. 30.", est inséré l'intitulé qui suit :

« De la zone d'activité économique mixte. »;

2° à l'alinéa 1^{er}, est insérée une deuxième phrase, rédigé comme suit :

« Les petits halls de stockage y sont admis. »;

3° dans le même alinéa, la deuxième phrase, devenue troisième, est remplacée comme suit :

« Elle comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. »;

4° les alinéas 2 et 3 sont supprimés;

5° dans l'alinéa 4 devenu alinéa 2, sont supprimés les mots qui suivent :

"dans les zones d'activité économique".

Art. 16. Dans le même Code, est inséré un article 30bis rédigé comme suit :

« Art. 30bis. De la zone d'activité économique industrielle.

La zone d'activité économique industrielle est destinée aux activités à caractère industriel, en ce compris les activités liées à un processus de transformation de matières premières ou semi-finies, de conditionnement, de stockage, de logistique ou de distribution. Elles peuvent s'exercer sur plusieurs sites d'activité.

Y sont admises les entreprises de services qui leur sont auxiliaires ainsi que les activités économiques qui ne sont pas à caractère industriel et qui doivent être isolées pour des raisons d'intégration urbanistique, de mobilité, de sécurité ou de protection environnementale, sauf lorsqu'elles constituent l'accessoire d'une activité industrielle visée à l'alinéa 1^{er}.

La vente au détail y est exclue sauf lorsqu'elle constitue l'accessoire d'une activité industrielle visée à l'alinéa 1^{er}.

Elle comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant.

A titre exceptionnel, peuvent être autorisés :

1° dans les zones d'activité économique industrielle, les dépôts de déchets inertes;

2° dans les zones d'activité économique industrielle situées le long des voies d'eau navigables, les dépôts de boue de dragage.

Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exigent. Il fait partie intégrante de l'exploitation. »

Art. 17. Dans l'article 31 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° après les mots "Art. 31.", est inséré l'intitulé qui suit :

« De la zone d'activité économique spécifique. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, la deuxième phrase de l'alinéa 3 est complétée comme suit :

« , sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. »;

3° dans le § 3, alinéa 1^{er}, sont supprimés les mots qui suivent :

"dans les zones d'activité économique spécifique".

Art. 18. Dans l'article 32 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° après les mots : "Art. 32.", est inséré l'intitulé qui suit :

« De la zone d'extraction. »;

2° dans l'alinéa 3, les mots "en zone d'extraction" sont supprimés.

Art. 19. Dans l'article 33 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° après les mots "Art. 33.", est inséré l'intitulé qui suit :

« De la zone d'aménagement communal concerté. »;

2° dans le § 2, les mots "d'un rapport urbanistique et environnemental" sont remplacés par les mots qui suivent :

"du rapport urbanistique et environnemental visé à l'article 18ter";

3° dans le même paragraphe, au deuxième point, est inséré un point "h)", rédigé comme suit :

« h) une déclaration résumant les raisons pour lesquelles les autres solutions envisagées ont été sélectionnées, et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée, y compris toute difficulté rencontrée, notamment les déficiences techniques ou le manque de savoir-faire, lors de la collecte des informations requises; »;

4° dans le même deuxième point, le "h)" devient "j)";

5° dans le même paragraphe, les alinéas 2 et 3 sont supprimés;

6° dans le § 8, les mots : "mise en œuvre conformément aux §§ 2, 3 et 4, dont la mise en œuvre n'a pas encore été déterminée en application des mêmes paragraphes" sont remplacés par les mots qui suivent :

"qu'elle soit ou non mise en œuvre".

Art. 20. Dans l'article 34 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° après les mots "Art. 34." les mots "Des zones d'aménagement communal concerté à caractère industriel" sont remplacés par les mots qui suivent :

"De la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel.";

2° dans le § 1^{er}, la première phrase de l'alinéa 1^{er} est remplacée par le texte qui suit :

« La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail. »;

3° dans le même paragraphe, l'alinéa 2 est complété comme suit :

« , sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant. »;

4° dans le § 4, les mots : "mise en œuvre conformément aux §§ 1^{er} et 2 ou dont la mise en œuvre n'a pas encore été déterminée en application des mêmes paragraphes" sont remplacés par les mots qui suivent :

"qu'elle soit ou non mise en œuvre".

Art. 21. Dans l'article 35 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° entre les alinéas 3 et 4, est inséré un alinéa 4 nouveau rédigé comme suit :

« Sont admises, en tant qu'activités accessoires à l'activité agricole, les unités de biométhanisation, pour autant qu'elles utilisent principalement des effluents d'élevage et résidus de culture issus d'une ou plusieurs exploitations agricoles. »;

2° l'alinéa 4 devient l'alinéa 5;

3° dans le dernier alinéa, les mots "et aux modules de production d'électricité ou de chaleur" sont remplacés par les mots qui suivent :

", aux modules de production d'électricité ou de chaleur et aux unités de biométhanisation".

Art. 22. L'article 36, alinéa 3 du même Code, est complété comme suit :

« Les unités de valorisation énergétiques de la biomasse issue principalement des résidus d'exploitation forestière et de la première transformation du bois y sont admises en tant qu'activité accessoire à l'activité forestière ».

Art. 23. Dans l'article 39, alinéa 3, du même Code, entre les mots "plan communal d'aménagement" et "couvrant la totalité", sont insérés les mots qui suivent :

"ou d'un rapport urbanistique et environnemental".

Art. 24. Dans l'article 40 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° l'alinéa unique devient le § 1^{er};

2° l'article est complété comme suit :

« § 2. Au terme de la réalisation de l'infrastructure de communication de transport de fluide et d'énergie ou, d'initiative en cas de renoncement à réaliser l'infrastructure, le Gouvernement peut, par arrêté, abroger le périmètre ou la partie de périmètre de réservation concerné.

L'arrêté qui abroge le périmètre est publié par mention au *Moniteur belge* ».

Art. 25. Dans l'article 41 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° à l'alinéa, 1°, entre les mots "la précision" et les mots "de l'affectation des zones", sont insérés les mots qui suivent :

"ou la spécialisation";

2° au point 5° du même alinéa, entre les mots "un plan communal d'aménagement" et le mot "préalable" sont insérés les mots qui suivent :

"ou un rapport urbanistique et environnemental";

3° l'article est complété comme suit :

« Le Gouvernement peut arrêter la liste des prescriptions supplémentaires. »

Art. 26. Dans l'article 42bis du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« ou lorsqu'elle porte sur l'inscription du tracé d'une principale infrastructure de transport fluides ou d'énergie, ou du périmètre de réservation qui en tient lieu. »

2° l'alinéa 6 est remplacé comme suit :

« lorsqu'il est envisagé de faire application de l'article 44, alinéa 4, les renseignements visés par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sont joints au projet de plan. »

Art. 27. Dans l'article 43, § 1^{er} du même Code, entre les mots "étude d'incidences" et les mots ", et le soumet", sont insérés les mots suivants :

"et des éléments relatifs au périmètre de reconnaissance au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques".

Art. 28. Dans l'article 46 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° au § 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Lorsque la révision du plan de secteur vise l'inscription de zones dont l'impact, les enjeux et les incidences sont de niveau régional ou supra-régional, les dispositions qui règlent l'établissement du plan de secteur lui sont applicables. Lorsque la révision du plan de secteur vise un nouveau zonage qui constitue une réponse à des besoins dont l'impact, les enjeux et les incidences peuvent être rencontrés par un aménagement local, les dispositions du plan communal d'aménagement visé à l'article 48, alinéa 2, lui sont applicables. »;

2° dans le § 1^{er}, alinéa 2, 1°, les mots : "y déroger" sont remplacés par les mots qui suivent :

"s'en écarter";

3° dans le même alinéa, le point 2° est remplacé comme suit :

« l'inscription d'une nouvelle zone destinée à l'urbanisation ne peut prendre la forme d'une urbanisation en ruban le long de la voirie; par urbanisation en ruban, on entend l'inscription d'une zone dont la forme, par sa profondeur, sa longueur et le rapport entre ces deux éléments, ne permet que le développement d'un front bâti unique, à l'exclusion d'une composition urbanistique s'organisant autour d'un nouveau réseau viaire; »;

4° au point 3° du même alinéa, entre les mots "destinée à l'urbanisation" et les mots "en zone non destinée à l'urbanisation", sont insérés les mots qui suivent :

"ou d'une zone d'aménagement communal concerté";

5° dans le § 2, après l'alinéa 3 est inséré un alinéa 4 nouveau rédigé comme suit :

« Est présumé avoir des incidences négligeables sur l'environnement le plan de secteur révisé projeté pour inscrire en zone forestière, d'espaces verts ou naturelle, tout ou partie d'une zone désignée conformément aux Directives 79/409/CEE et 92/43/CEE. »;

6° l'alinéa 4 du même paragraphe devient l'alinéa 5.

Art. 29. L'article 47 du même Code est complété comme suit :

« Le plan communal d'aménagement est élaboré après examen du schéma de structure communal, du rapport urbanistique et environnemental ou du plan communal de mobilité, s'ils existent.

Les prescriptions visées à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, sont applicables à son élaboration. »

Art. 30. L'article 48 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 48. Le plan communal d'aménagement précise, en le complétant, le plan de secteur.

Le plan communal d'aménagement peut réviser le plan de secteur dans les cas qui suivent :

1° soit lorsqu'existent des besoins, dont l'impact, les enjeux et les incidences peuvent être rencontrés par un aménagement local, et que, le cas échéant, la compensation planologique ou alternative visée à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, est organisée à cette échelle;

2° soit lorsqu'existe un schéma de structure communal ou un rapport urbanistique et environnemental approuvé par le Gouvernement qui vise l'hypothèse et détermine le périmètre d'un projet de plan communal d'aménagement, et que, le cas échéant, la compensation planologique ou alternative visée à l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, est organisée à cette échelle. »

Art. 31. L'article 49 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 49. Pour la partie du territoire communal qu'il détermine, le plan communal d'aménagement comporte :

1° les options d'aménagement relatives à l'économie d'énergie et aux transports, aux infrastructures et aux réseaux techniques, au paysage, à l'urbanisme, à l'architecture et aux espaces verts;

2° le cas échéant, lorsqu'il révisé le plan de secteur, une carte d'affectation du territoire, établie à l'échelle de 1/10.000^e, précisant le périmètre que révisé le plan de secteur;

3° la détermination des différentes affectations du territoire et, s'il échet, les emplacements réservés aux espaces verts, aux sites nécessaires pour le maillage écologique ou pour les équipements publics ou communautaires;

4° le tracé existant ou projeté ou le périmètre de réservation qui en tient lieu du réseau des infrastructures de communication et les raccordements aux principaux réseaux existants de transport de fluides et d'énergie. »

Art. 32. Dans la section 3 du chapitre III du titre III du Livre Ier du même Code, il est inséré un article *49bis*, rédigé comme suit :

« Art. *49bis*. Le Gouvernement adopte la liste des projets de plans communaux d'aménagement visés à l'article 48, alinéa 2.

Pour chacun de ces plans communaux d'aménagement, soit d'initiative, soit à la demande du conseil ou, le cas échéant, des conseils communaux concernés, le Gouvernement autorise ensuite, par arrêté motivé, l'élaboration ou la révision du plan communal d'aménagement visé à l'article 48, alinéa 2, préalablement à l'adoption de l'avant-projet visé à l'article 50, § 2. »

Art. 33. Dans l'article 50, § 2 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, est inséré un point *10°bis*, rédigé comme suit :

« *10°bis* les compensations proposées par le Gouvernement en application de l'article 46, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, »

Art. 34. Dans l'article 51 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° au § 1^{er}, est inséré un alinéa 2 nouveau, rédigé comme suit :

« Lorsque le projet de plan communal contient les éléments relatifs au périmètre de reconnaissance, le conseil communal sollicite l'avis du fonctionnaire dirigeant au sens du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques. »;

2° au même paragraphe, l'alinéa 2 devenu l'alinéa 3, est remplacé comme suit :

« S'il y a lieu, le conseil communal déclare que le projet de plan communal d'aménagement s'écarter du plan de secteur et en motive les raisons. »;

3° le § *3bis* est supprimé.

Art. 35. L'article 54 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 54. A l'initiative de toute personne physique ou morale, privée ou publique, le Gouvernement peut, par arrêté motivé, décider l'élaboration ou la révision d'un plan communal d'aménagement qui s'écarter du plan de secteur lorsque la demande d'élaboration ou de révision du plan communal d'aménagement porte sur l'inscription d'une zone d'activité économique ou d'une zone d'activité économique spécifique ou d'une zone d'extraction.

Les dispositions visées à l'article *42bis*, alinéas 2 à 5, et 47 à 53 sont d'application. »

Art. 36. Dans l'article *57ter* du même Code, l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Art. *57ter*. Soit d'initiative ou soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, le conseil communal peut décider l'abrogation, en tout ou partie d'un plan communal d'aménagement :

1° soit lorsqu'il est approuvé avant l'adoption définitive du ou des plans de secteur incluant le périmètre de ce plan;

2° soit lorsqu'il est établi que les enjeux et les options qui avaient conduit à l'adoption du plan ont été rencontrés par la réalisation des infrastructures de communication ou de l'aménagement des zones constructibles.

Pour autant qu'elles ne s'écartent pas du plan de secteur, l'abrogation d'un plan communal d'aménagement emporte l'abrogation de l'ensemble de ses révisions, en ce compris lorsque celles-ci ont été approuvées postérieurement à l'adoption définitive du plan de secteur incluant le périmètre de ce plan. »

Art. 37. Dans l'article 58 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° entre les alinéas 1^{er} et 2, est inséré un alinéa 2 nouveau rédigé comme suit :

« Lorsque le plan de secteur, le plan communal d'aménagement ou le rapport urbanistique et environnemental vaut périmètre de reconnaissance au sens des articles 33, § 4, 44 et 52, § *3bis*, le pouvoir expropriant peut procéder à l'expropriation des immeubles dont l'acquisition est nécessaire à l'aménagement d'espaces destinés à accueillir des activités économiques, à favoriser leur implantation ou à permettre l'extension d'activités existantes. »;

2° les alinéas 2 à 5 deviennent les alinéas 3 à 6;

3° dans l'alinéa 4 nouveau le mot "lotissement" est remplacé par les mots qui suivent :

"permis de lotir ou permis d'urbanisation".

Art. 38. A l'article 70, alinéa 4, 2°, du même Code, entre les mots "permis d'urbanisme" et les mots "ou de lotir", sont insérés les mots :

" d'urbanisation".

Art. 39. Dans l'article 84 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° dans le § 1^{er}, les mots "du collège des bourgmestre et échevins" sont remplacés par les mots qui suivent :

" du collège communal, du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement.:";

2° l'alinéa 2 du § 2 est remplacé comme suit :

« Le Gouvernement arrête la liste des actes et travaux qui, en raison de leur nature ou de leur impact :

1° ne requièrent pas de permis d'urbanisme,

2° ne requièrent pas de permis d'urbanisme et requièrent une déclaration urbanistique préalable, dont le Gouvernement arrête les modalités et le contenu, adressée par envoi au collège communal;

3° requièrent un permis d'urbanisme selon les modalités visées à l'article 127, § 4, alinéa 2, 1°;

4° ne requièrent pas le concours d'un architecte. »

Art. 40. A l'article 85, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, du même Code entre les mots "permis de lotir," et les mots "des permis de bâtir", sont insérés les mots suivants : "des permis d'urbanisation,".

Art. 41. L'article 86 du même Code est abrogé et les articles 87 et 88 deviennent les articles 86 et 87.

Art. 42. L'intitulé du chapitre II du titre V du Livre I^{er} du même Code est remplacé comme suit :

« CHAPITRE II. — *Du permis d'urbanisation et du permis d'urbanisme de constructions groupées* »

Art. 43. L'intitulé de la Section 1^{ère} du chapitre II du titre V du Livre I^{er} du même Code est remplacé comme suit :

« *Section 1^{ère}. — Des actes soumis à permis d'urbanisation* »

Art. 44. L'article 89 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 88. § 1^{er}. Nul ne peut, sans un permis préalable, écrit et exprès du collège communal, du fonctionnaire délégué ou du Gouvernement, procéder à l'urbanisation d'un bien, en ce compris la promotion ou la publicité y afférente.

Par procéder à l'urbanisation d'un bien, on entend une conception urbanistique relative à ce bien et qui vise principalement la construction de bâtiments destinés, en tout ou en partie, à l'habitation ou le placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée, en tout ou en partie, à l'habitation et, le cas échéant, la construction ou l'aménagement d'espaces publics ou collectifs, d'infrastructures techniques ou de bâtiments abritant des fonctions complémentaires à l'habitat.

La mise en œuvre de l'urbanisation du bien est réalisée successivement par :

1° la division cadastrale du bien en au moins deux lots non bâtis et la vente ou la cession d'au moins un des lots ainsi formés;

2° l'octroi d'un ou plusieurs permis d'urbanisme relatif à la réalisation de construction ou d'aménagement sur les lots formés.

La division cadastrale visée est celle qui est réalisée par tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel, à l'exclusion de l'hypothèque ou de l'antichrèse.

§ 2. A la suggestion du demandeur ou d'office, l'autorité qui délivre le permis d'urbanisation peut exclure du périmètre du permis tous ou certains des lots non destinés, en tout ou en partie, à la construction d'une habitation ou au placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée, en tout en partie, pour l'habitation ou inaptes à cette destination pour une raison technique ou juridique ou encore déjà construits ou utilisés pour le placement d'une installation fixe ou mobile au sens de l'article 84, § 1^{er}, 1°, lorsqu'elle estime qu'il n'y a pas d'intérêt à imposer des prescriptions relatives à ceux-ci.

§ 3. Le permis d'urbanisation contient :

1° les options d'aménagement relatives à l'économie d'énergie et aux transports, aux infrastructures et aux réseaux techniques, au paysage, à l'urbanisme, à l'architecture et aux espaces verts;

2° l'option architecturale d'ensemble qui comprend, au moins, une représentation en trois dimensions, un plan masse qui figurent l'orientation indicative des parcelles, les zones constructibles et le gabarit des constructions ainsi que, le cas échéant, les fonctions complémentaires, les espaces publics et les constructions ou équipements publics ou communautaires;

3° des prescriptions relatives aux constructions et à leurs abords;

4° le cas échéant, le dossier technique relatif à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le bien est repris dans le périmètre d'un règlement communal d'urbanisme, d'un règlement général sur les bâtisses applicable aux zones protégées de certaines communes en matière d'urbanisme ou d'un règlement général sur les bâtisses en site rural, le permis d'urbanisation peut ne pas contenir les prescriptions visées au point 3°.

Art. 45. Il est inséré dans le chapitre II du titre I^{er} du Livre I^{er} du même Code une section 2 nouvelle intitulée comme suit :

« *Section 2. — Des actes soumis à permis d'urbanisme de constructions groupées* »

Art. 46. Il est inséré dans le même Code un article 89 nouveau rédigé comme suit :

« Art. 89. Le permis d'urbanisme de constructions groupées vise la réalisation de plusieurs bâtiments destinés, en tout ou en partie, à l'habitation, qui forment un ensemble et qui font l'objet d'une seule et même demande de permis d'urbanisme. »

Art. 47. Il est inséré dans le chapitre II du titre I^{er} du Livre I^{er} du même Code une section 3 nouvelle intitulée comme suit :

« *Section 3. — Des actes non soumis à permis d'urbanisation* »

Art. 48. Dans l'article 90 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Ne sont pas soumis à permis d'urbanisation :

1^o les actes de donation;

2^o les actes involontaires;

3^o les actes de partage pour sortir d'une indivision successorale, à la condition qu'il n'y ait pas plus de lots que de copartageants;

4^o la division d'un bien situé entre deux constructions existantes depuis au moins cinq ans, distantes l'une de l'autre de cent mètres maximum et pour autant que ce bien et ces constructions soient situés à front de voirie et du même côté d'une voie publique suffisamment équipée en eau, électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux et pour autant que les conditions du Code de l'Eau en matière d'épuration des eaux usées soient rencontrées pour le bien concerné;

5^o dans le cadre d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, la création d'un ou plusieurs lots comprenant chacun une construction affectée en tout ou en partie à l'habitation, dont au moins deux tiers des constructions ont fait l'objet de la déclaration visée à l'article 139 certifiant que les travaux sont réalisés et conformes au permis délivré ou sont vendues sur plan.

§ 2. En cas de division d'un bien qui ne fait pas l'objet d'une demande de permis d'urbanisation et dont tout ou partie des lots à former sont destinés en tout ou en partie à l'habitation, le notaire communique au collège communal et au fonctionnaire délégué, trente jours au moins avant la date prévue pour la vente publique ou la signature de l'acte, le plan de division ainsi qu'une attestation précisant la nature de l'acte et la destination de chaque lot formé qui sera mentionnée dans l'acte. »;

2^o l'alinéa 2 devient le § 3 et dans le même alinéa sont apportées les modifications qui suivent :

a) les mots "Le collège et le fonctionnaire délégué" sont remplacés par les mots qui suivent :

"Le collège communal ou le fonctionnaire délégué";

b) les mots "d'un permis de lotir ou d'urbanisme" sont remplacés par les mots qui suivent :

"d'un permis de lotir, d'un permis d'urbanisation ou d'un permis d'urbanisme";

3^o les alinéas 3, 4 et 5 forment un § 4 nouveau.

Art. 49. L'article 91 du même Code est remplacé par le texte qui suit :

« Art. 91. Pour autant qu'il contienne le dossier technique visé à l'article 88, § 3, 4^o, le permis d'urbanisation ou le permis de constructions groupées qui implique l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à cette voirie.

Le permis d'urbanisation ou le permis de constructions groupées dispense la commune de toute autre formalité légale en matière d'alignement particulier. »

Art. 50. L'intitulé de la Section 3 du chapitre II du titre V du Livre I^{er} du même Code est remplacé comme suit :

« *Section 4. — Des effets du permis d'urbanisation et du permis d'urbanisme de constructions groupées* »

Art. 51. L'article 92 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 92. A l'exception du dossier technique visé à l'article 88, § 3, 4^o, le permis d'urbanisation a valeur réglementaire.

Au jour où la construction, l'aménagement, les infrastructures ou les bâtiments visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 2 font l'objet de la déclaration visée à l'article 139 certifiant que les travaux sont réalisés et sont conformes aux permis délivrés, la valeur réglementaire des documents du permis d'urbanisation visé à l'article 88, § 3, 1^o, 2^o et 3^o, s'éteint et ces documents acquièrent, pour le lot concerné, valeur de rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 18^{ter}. ».

Art. 52. L'article 93 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 93. Préalablement à tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel ou à tout acte conférant un droit personnel de jouissance de plus de neuf ans portant sur un lot visé par un permis d'urbanisation ou un permis d'urbanisme de constructions groupées, il doit être dressé acte devant notaire de la division qui se rapporte aux lots et qui mentionne le permis ainsi que, le cas échéant, les modalités de gestion des parties communes à tout ou partie des lots.

L'acte est transcrit à la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel le bien est situé, à la diligence du notaire qui a reçu l'acte, dans les deux mois de la réception de cet acte. »

Art. 53. Dans l'article 94 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit :

« Le notaire donne connaissance des dispositions, selon le cas, du permis d'urbanisation ou du permis d'urbanisme de constructions groupées ainsi que, le cas échéant, des dispositions modificatives. Il en est fait mention dans l'acte, lequel précise également la date du permis »;

2^o l'alinéa 3 est supprimé.

Art. 54. Dans l'article 95 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1^o les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés comme suit :

« Nul ne peut procéder à la division, selon le cas, d'une partie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisation ou d'une partie bâtie d'un bien faisant l'objet d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, qui implique des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait, soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué »;

2^o dans l'alinéa 3, les mots "de lotir" et "du lotissement" sont supprimés;

3° dans l'alinéa 4, les mots "de lotir" sont supprimés et les mots "à l'article 89" sont remplacés par les mots qui suivent : "à l'article 88".

Art. 55. Dans l'article 96 du même Code, les mots "à un permis de lotir" sont remplacés par les mots qui suivent : "à un permis d'urbanisation ou à un permis d'urbanisme de constructions groupées".

Art. 56. L'intitulé de la section 4 du chapitre II du titre V du Livre I^{er} du même Code est remplacé comme suit :

« Section 5. — De la péremption du permis d'urbanisation et de la péremption ou de la prorogation du permis d'urbanisme de constructions groupées qui implique l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale »

Art. 57. L'article 98 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 98. Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie restante lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Dans les cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article 88, § 1^{er}, alinéa 4. »

Art. 58. L'article 99 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 99. Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première. »

Art. 59. L'article 100 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 100. La péremption du permis d'urbanisation s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué. »

Art. 60. L'article 101 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 101. Le permis d'urbanisme de constructions groupées qui implique l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, est périmé ou prorogé conformément à l'article 87. »

Art. 61. L'intitulé de la section 5 du chapitre II du titre V du Livre I^{er} du même Code est remplacé comme suit :

« Section 6. — De la modification du permis d'urbanisation »

Art. 62. Dans l'article 102 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "A la demande" sont remplacés par les mots qui suivent :

"Soit à l'initiative du collège communal, soit à la demande";

2° dans l'alinéa 2, les mots "des prescriptions urbanistiques du permis de lotir" sont remplacés par les mots qui suivent :

"de tout ou partie des documents contenus dans le permis d'urbanisation".

Art. 63. L'article 103 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions réglant le permis d'urbanisation sont applicables à sa modification.

Le collège communal adresse, par envoi, une copie conforme de sa demande à tous les propriétaires d'un lot. La preuve des envois est annexée à la demande. Les réclamations éventuelles sont adressées au fonctionnaire délégué, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 2. En cas d'initiative du collège communal, la demande de modification est instruite conformément à l'article 127, § 2.

§ 3. En cas de demande d'un propriétaire d'un lot et avant d'introduire la demande, celui-ci en adresse une copie conforme, par envoi, à tous les propriétaires d'un lot qui n'ont pas contresigné la demande. La preuve des envois est annexée à la demande.

Les réclamations éventuelles sont adressées au collège communal, par envoi, dans les trente jours de la réception de la copie conforme de la demande.

§ 4. Lorsque les documents contenus dans le permis d'urbanisation ont, conformément à l'article 92, acquis valeur de rapport urbanistique et environnemental, leur modification s'opère conformément à l'article 33. »

Art. 64. L'article 106 du même Code est modifié comme suit :

« Art. 106. Lorsque le demandeur a obtenu une modification du permis d'urbanisation, préalablement à tout acte déclaratif, translatif ou constitutif d'un droit réel ou à tout autre acte conférant un droit personnel de jouissance de plus de neuf ans, il doit être dressé acte devant notaire des modifications apportées au permis d'urbanisation.

L'acte qui se rapporte au lot est transcrit à la conservation des hypothèques dans l'arrondissement duquel le bien est situé, à la diligence du notaire qui a reçu l'acte, dans les deux mois de la réception de cet acte. »

Art. 65. Dans l'article 107 du même Code sont apportées les modifications qui suivent :

1° au début du § 1^{er}, avant les mots "S'il existe" sont insérés les mots qui suivent :

"Le permis est délivré par le collège communal,";

2° dans le même paragraphe, alinéa 1^{er}, le point 2°, est remplacé comme suit :

« soit un permis de lotir ou un permis d'urbanisation, non périmés »;

3° dans le même alinéa, les mots "ou lorsque actes et travaux à réaliser ne requièrent pas l'avis préalable du fonctionnaire délégué parce qu'ils sont repris sur la liste des actes et travaux arrêtée par le Gouvernement en application de l'article 84, § 2, le permis est délivré par le collège des bourgmestre et échevins, qui en transmet une expédition avec le dossier au fonctionnaire délégué le jour même de l'envoi du permis au demandeur." sont supprimés;

4° dans le même paragraphe, alinéa 2, les mots "ou d'un permis de lotir" sont remplacés par les mots qui suivent :
", d'un permis de lotir ou d'un permis d'urbanisation."

5° dans le même paragraphe, sont insérés deux nouveaux alinéas 3 et 4 rédigés comme suit :

« Le permis est délivré sans avis préalable du fonctionnaire délégué :

1° soit lorsque les actes et travaux à réaliser sont visés à l'article 84, § 1^{er}, 2°, 6°, 10° à 13°;

2° soit dans les cas qui suivent :

a) transformer une construction existante pour autant que son emprise au sol soit au maximum doublée;

b) construire ou reconstruire un volume annexe ou placer une installation, même en matériaux non durables, isolée, non destinée à l'habitation et qui forme une unité fonctionnelle avec une construction ou un ensemble de constructions existants pour autant que l'emprise au sol de l'ensemble formé soit au maximum doublée;

c) réaliser, aux abords d'une construction ou d'une installation dûment autorisée, des actes et travaux d'aménagement au sol tels que les chemins, les aires de stationnement en plein air, les modifications mineures du relief du sol, les étangs, les piscines non couvertes, les terrains de sport non couverts, les murs de clôture ou de soutènement ainsi qu'y placer des citernes ou des clôtures;

d) placer un ou plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur qui alimentent directement toute construction, installation ou tout bâtiment situé sur le même bien immobilier dont la source d'énergie est renouvelable;

e) lorsque les actes et travaux, en raison de leur nature ou de leur impact, figurent dans une liste arrêtée par le Gouvernement. Le jour même de l'envoi du permis au demandeur, le collège communal transmet le permis avec le dossier au fonctionnaire délégué par envoi. »;

6° les alinéas 3 à 5 deviennent les alinéas 5 à 7.

Art. 66. Les deux premiers alinéas de l'article 108, § 1^{er}, du Code sont remplacés comme suit :

« § 1^{er}. Le fonctionnaire délégué est tenu de vérifier que :

1° la procédure de délivrance du permis est régulière;

2° le permis est motivé;

3° le permis est conforme aux dispositions à valeur contraignante prises en vertu du Code ou, à défaut, à la dérogation accordée en application des articles 110 à 113;

4° le permis est conforme aux dispositions à valeur indicative prises en vertu du Code ou, à défaut, qu'il est dûment motivé;

5° le permis est conforme à la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes et aux plans parcellaires approuvés par le Gouvernement en application de l'article 6 de cette loi.

A défaut pour le permis de satisfaire aux points 1° à 5° de l'alinéa précédent, le fonctionnaire délégué suspend la décision du collège communal. »

Art. 67. L'alinéa 1^{er} de l'article 109 est remplacé comme suit :

« Le permis est délivré conformément à l'article 107, mais de l'avis conforme du fonctionnaire délégué :

1° lorsqu'il concerne des biens immobiliers inscrits dans un site Natura 2000 proposé ou arrêté en application de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2° lorsqu'il concerne des biens immobiliers inscrits sur la liste de sauvegarde, classés, situés dans une zone de protection visée à l'article 209 ou localisés dans un site repris à l'inventaire des sites archéologiques visé à l'article 233; dans les cas et selon les modalités arrêtés par le Gouvernement, le permis est délivré sur la base d'un certificat de patrimoine ou du procès verbal de synthèse définitif. »

Art. 68. A l'article 111, alinéa 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, les mots "conformes au plan de secteur ou existant avant l'entrée en vigueur du plan de secteur, dont l'agrandissement est projeté dans le périmètre visé à l'article 1^{er}, 5°, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques" sont supprimés.

Art. 69. Dans l'article 111, alinéa 2, du même Code, entre les mots "besoins économiques" et les mots :
", les bâtiments", sont insérés les mots qui suivent :

"ou touristiques".

Art. 70. L'article 113 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 113. Pour autant que les actes et travaux projetés soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, un permis d'urbanisme peut être octroyé en dérogation :

1° aux prescriptions d'un règlement régional d'urbanisme, d'un règlement communal d'urbanisme, d'un plan communal d'aménagement ou aux prescriptions ayant valeur réglementaire d'un permis de lotir, dans une mesure compatible avec la destination générale de la zone considérée et les options urbanistique ou architecturale;

2° à l'option architecturale d'ensemble ou aux prescriptions relatives aux constructions et à leurs abords, ayant valeur réglementaire, d'un permis d'urbanisation, dans une mesure compatible avec son option urbanistique.

Dans les mêmes conditions, un permis d'urbanisation peut être octroyé en dérogation aux prescriptions d'un règlement régional d'urbanisme, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan communal d'aménagement. »

Art. 71. L'article 114 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 114. Pour toute demande de permis qui implique l'application des dispositions de la présente section, une ou plusieurs dérogations peuvent être accordées, à titre exceptionnel, pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation visée à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3°.

Sur avis préalable du fonctionnaire délégué, le collège communal accorde toute dérogation qui porte exclusivement sur les prescriptions d'un règlement communal d'urbanisme, d'un plan communal d'aménagement ou d'un permis de lotir ainsi qu'aux prescriptions d'un permis d'urbanisation visées à l'article 88, § 3, 3°, sauf lorsque la demande porte sur des actes et travaux visés à l'article 127, § 1^{er}.

Dans les autres cas, toute dérogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué. »

Art. 72. Dans l'article 119 du même Code, les mots "recommandé à la poste" sont supprimés.

Art. 73. L'article 122 du même Code est abrogé.

Art. 74. Dans l'article 123, alinéa 1^{er}, du même Code, le chiffre "122" est omis.

Art. 75 Le titre de la section 7 du chapitre III du titre V du Livre I^{er} du même Code est remplacé comme suit :

« Section 7. — De la procédure d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement »

Art. 76. L'article 124 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 124. Les demandes de permis sont soumises à évaluation des incidences sur l'environnement conformément à la partie V du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 77. L'article 125 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 125. Pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, tout ou partie des résultats et des données obtenus lors d'une évaluation environnementale effectuée précédemment peuvent être intégrés dans l'étude d'incidences. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'étude. »

Art. 78. Dans la Section 9 du chapitre III du titre V du Livre I^{er} du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° le numéro de la section devient 8;

2° dans la section 8 nouvelle, au début de l'article 127, § 1^{er}, les mots "84, § 1^{er}, et 89" sont remplacés par les mots qui suivent :

"88, 89, 107 et 109";

3) dans le même paragraphe, le point 10° est supprimé;

4° dans le même article, § 4, alinéa 2, un point 1° est inséré, rédigé comme suit :

« 1° soixante jours lorsque les actes et travaux sont d'impact limité et que la demande ne requiert ni mesures particulières de publicité ni l'avis de la commission communale; »;

5° dans le même alinéa, les points 1° et 2° deviennent les points 2° et 3°.

Art. 79. Dans le chapitre III du titre V du Livre I^{er} du même Code, est insérée une Section 9 nouvelle contenant un article 128 nouveau remplaçant l'article 128 et rédigée comme suit :

« Section 9. — Des charges d'urbanisme

Art. 128. § 1^{er}. Le permis visé à l'article 88, 89, 107 ou 127 est refusé ou assorti de conditions s'il s'agit de bâtir ou d'urbaniser un terrain n'ayant pas d'accès à une voie suffisamment équipée en eau, en électricité, pourvue d'un revêtement solide et d'une largeur suffisante, compte tenu de la situation des lieux, et pour autant que les conditions en matière d'épuration des eaux usées du Code de l'eau ne soient pas rencontrées pour la ou les parcelles concernées.

§ 2. Sans préjudice de l'application de l'article 129^{quater}, à l'initiative du demandeur ou d'office, le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement peuvent subordonner la délivrance des permis à l'ouverture, la suppression ou la modification de voiries communales ainsi qu'aux charges qu'ils jugent utiles d'imposer au demandeur dans le respect du principe de proportionnalité.

Outre la fourniture de garanties financières nécessaires à leur exécution, les charges sont supportées par le demandeur et couvrent la réalisation ou la rénovation de voiries, d'espaces verts publics, la réalisation ou la rénovation de constructions ou d'équipements publics ou communautaires ainsi que toutes mesures favorables à l'environnement.

En outre, le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement peuvent subordonner la délivrance du permis à une déclaration par laquelle le demandeur s'engage, au moment où les travaux sont entamés, à céder à la commune ou à la Région, à titre gratuit, quitte et libre de toute charge et sans frais pour elles, la propriété de voiries, d'espaces publics, de constructions ou d'équipements publics ou communautaires.

§ 3. Lorsque la demande de permis porte sur un bien situé le long d'une voie de la Région ou de la province, l'autorité chargée d'instruire la demande la soumet à l'avis de l'administration concernée. »

Art. 80. Dans le chapitre III du titre V du Livre I^{er} du même Code, l'intitulé de la section 10 est remplacé comme suit :

« Section 10. — Des voiries communales »

Art. 81. L'article 129 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. 129. § 1^{er}. L'alignement général actuel ou futur des voiries qui fixe la limite entre le domaine public et le domaine privé jouxtant la voirie publique figure dans un plan.

L'alignement particulier actuel ou futur qui fixe la limite entre la voirie publique et un bien privé peut être arrêté par le collège communal conformément à l'article L1123-23, 6°, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

§ 2. Les voiries communales ou innommées peuvent être inscrites dans un plan d'alignement.

§ 3. Le conseil communal décide de l'élaboration du projet de plan d'alignement. A la demande du conseil communal, le collège communal élabore et soumet à enquête publique le projet de plan d'alignement.

Dès la clôture de l'enquête publique, le collège communal soumet le projet de plan d'alignement à l'avis du collège provincial. Dans les soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis, le collège provincial transmet son avis au collège communal; à défaut, son avis est réputé favorable.

Dans les cent vingt jours à dater de la clôture de l'enquête publique, le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et de l'avis du collège provincial et arrête, le cas échéant, le plan d'alignement; à défaut, le plan d'alignement est réputé refusé.

Le public en est informé suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Les dispositions relatives à l'adoption du plan d'alignement sont applicables à sa révision ou à son abrogation.

Le Gouvernement peut arrêter les formes et le contenu du plan d'alignement.

§ 4. Le plan d'alignement est arrêté sans préjudice des droits civils des tiers. Néanmoins, le plan d'alignement peut servir de titre pour les prescriptions établies par le Code civil. »

Art. 82. Dans le même Code, est inséré un article 129*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 129*bis*. § 1^{er}. Nul ne peut ouvrir, modifier ou supprimer une voirie communale sans l'accord préalable du conseil communal ou, le cas échéant, du Gouvernement.

Au sens du présent article, la modification d'une voirie communale consiste en l'élargissement ou le rétrécissement de l'espace destiné au passage du public, à l'exclusion de l'équipement des voiries. Par espace destiné au passage du public, l'on entend l'espace inclus entre les limites extérieures de la surface destinée indifféremment aux usagers, en ce compris au parage des véhicules et ses accotements.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des modifications non soumises à l'accord préalable visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, le conseil communal, le Gouvernement, le fonctionnaire délégué ou, conjointement, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué peuvent soumettre, par envoi au collège communal, une demande d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale selon la procédure suivante :

1° dans les trente jours à dater de la réception de la demande, le collège communal soumet la demande à enquête publique; dans les quinze jours à dater de la clôture de l'enquête publique, le collège communal transmet la demande et les résultats de l'enquête publique au conseil communal;

2° le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et, dans les soixante jours à dater de la réception de la demande, marque, le cas échéant, son accord sur l'ouverture, la modification ou la suppression de la voirie communale; à défaut de décision dans le délai imparti, le demandeur ou le Gouvernement peut adresser par envoi au conseil communal une lettre de rappel; à défaut de décision du conseil communal dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre de rappel, la demande est réputée refusée; le collège communal informe, par envoi, le demandeur ou l'autorité ayant soumis la demande dans les quinze jours à dater de la décision ou de l'absence de décision; le public est informé suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

3° le demandeur, l'autorité ayant soumis la demande ou tout tiers justifiant d'un intérêt peut introduire, par envoi, un recours auprès du Gouvernement dans les quinze jours à dater de la prise de connaissance de la décision ou de l'absence de décision du conseil communal, à défaut, le recours est déclaré irrecevable;

4° dans les soixante jours à dater de la réception du recours, le Gouvernement notifie sa décision, par envoi, à l'auteur du recours et au conseil communal, au demandeur et à l'autorité ayant soumis la demande; à défaut, la décision du conseil communal est confirmée; le public est informé suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

§ 3. Le dossier de demande d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale, transmis au conseil communal, comprend un schéma général du réseau des voiries dans lequel s'inscrit la demande ainsi qu'une justification de la demande eu égard aux compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics.

Sauf pour des motifs d'intérêt général, les demandes doivent tendre à assurer ou améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux.

Le Gouvernement peut préciser les formes de la demande et du recours.

§ 4. L'accord du conseil communal ou du Gouvernement ne dispense pas du permis d'urbanisme requis.

L'accord du conseil communal ou du Gouvernement est périmé dans les cinq ans de son envoi à défaut d'avoir été mis en oeuvre. Lorsqu'il a été partiellement mis en oeuvre dans les cinq ans de son envoi, l'accord du conseil communal ou du Gouvernement n'est périmé que pour la partie restante. »

Art. 83. Dans le même Code, est inséré un article 129*ter* rédigé comme suit :

« Art. 129*ter*. Par dérogation à l'article 129, § 3, alinéas 1^{er} et 2, lorsque la demande d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale visée à l'article 129*bis* implique la modification d'un plan d'alignement, le demandeur peut élaborer un projet de plan d'alignement et envoyer simultanément au collège communal la demande et le projet de plan d'alignement.

Dans ce cas, le collège communal soumet à enquête publique la demande en même temps que le projet de plan d'alignement. La durée de l'enquête publique conjointe correspond à la durée maximale qui est requise par les différentes procédures.

Par décision distincte, le conseil communal se prononce simultanément sur la demande et sur le projet de plan d'alignement.

Le délai de soixante jours visé à l'article 129*bis*, § 2, 2°, est doublé. Toutes les autres dispositions de l'article 129*bis*, § 2, sont d'application pour la demande.

Les alinéas 3 à 6 de l'article 129, § 3, restent d'application pour le projet de plan d'alignement. »

Art. 84. Dans le même Code, est inséré un article 129*quater* rédigé comme suit :

« Art. 129*quater*. Lorsque la demande de permis visée aux articles 84, 88 ou 89 porte notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, l'autorité chargée de l'instruction soumet, au stade de la complétude de la demande de permis ou à tout moment qu'elle juge utile, la demande d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communale à la procédure prévue à l'article 129*bis*.

Lorsque la demande de permis visée aux articles 84, 88 ou 89 porte notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale nécessitant une modification du plan d'alignement, l'autorité chargée de l'instruction envoie, au stade de la complétude de la demande de permis ou à tout moment qu'elle juge utile, au collège communal la demande d'ouverture, de modification ou de suppression de ladite voirie communale et le projet de plan d'alignement élaboré par le demandeur, conformément à l'article 129*ter*.

Dans ces cas, les délais d'instruction de la demande de permis sont prorogés du délai utilisé pour l'obtention de l'accord définitif relatif à la voirie communale et, le cas échéant, l'arrêté relatif au plan d'alignement.

Lorsque l'objet de la demande de permis est soumis à enquête publique, le collège communal organise une enquête publique conjointe pour la demande de permis, pour la demande relative à la voirie communale ainsi que, le cas échéant, pour le projet de plan d'alignement. La durée de l'enquête publique conjointe correspond à la durée maximale requise par les différentes procédures concernées. »

Art. 85. A l'article 136, alinéa 1^{er}, les chiffres "89" sont remplacés par les chiffres "88".

Art. 86. Dans l'article 138, alinéa 2, du même Code, les mots "ou de lotir" sont remplacés par les mots qui suivent :
", aux permis de lotir ou aux permis d'urbanisation".

Art. 87. Dans l'article 140 du même Code, sont apportées les modifications qui suivent :

1° les mots "ou de lotir" sont remplacés par les mots qui suivent :

"ou tout permis d'urbanisation";

2° les mots "à un équipement touristique", sont remplacés par les mots qui suivent :

"à un village de vacances, à un parc résidentiel de week-end ou à un camping touristique au sens de l'article 2, 14°, du décret du 18 décembre 2003 relatif aux établissements d'hébergement touristique ou au sens de l'article 1^{er} du décret du Conseil de la Communauté germanophone du 9 mai 1994 sur les campings et terrains de campings";

3° l'article est complété par les mots qui suivent :

"ou d'un rapport urbanistique et environnemental approuvé par le Gouvernement."

Art. 88. Dans l'article 151, alinéa 1^{er}, du même Code, entre les mots "permis de lotir non frappé" et les mots "de caducité", sont insérés les mots qui suivent :

"ou d'un permis d'urbanisation non frappés".

Art. 89. Dans l'article 154, alinéa 1^{er}, du Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le point 1°, les mots "exécutent le lotissement d'un terrain au sens de l'article 89" sont remplacés par les mots "procèdent à l'urbanisation d'un bien au sens de l'article 88";

2° dans le point 2°, les mots "le lotissement d'un terrain" sont remplacés par les mots "l'urbanisation d'un bien visée à l'article 88";

3° dans le point 4°, les mots "ou de lotir" sont remplacés par les mots ", des permis de lotir ou des permis d'urbanisation";

4° le point 7° est remplacé comme suit : "7° ouvrent, modifient ou suppriment une voirie communale sans l'accord visé à l'article 129bis, § 1^{er}."

Art. 90. Dans l'article 182, § 1^{er}, du même Code, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés comme suit :

« Le Gouvernement adopte la liste des sites dont la réhabilitation aux niveaux paysager et environnemental est d'intérêt régional et dont il peut décréter d'utilité publique l'expropriation visée à l'article 181.

Pour chacun de ces sites, le Gouvernement fixe, ensuite, le périmètre d'expropriation ainsi que le périmètre du site selon les modalités visées à l'article 168. »

CHAPITRE II. — Dispositions modificatives au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 91. Dans le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, sont apportées les modifications qui suivent :

1° l'alinéa 2 de l'article 92, § 5, est supprimé.

2° l'alinéa 4 de l'article 92, § 5, est supprimé.

3° le § 1^{er} de l'article 96 est remplacé comme suit :

« § 1^{er}. Lorsque le projet mixte porte notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale au sens de l'article 129bis, § 1^{er}, du CWATUP, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué le précisent dans la décision par laquelle le caractère complet et recevable de la demande est reconnu conformément à l'article 86, et soumettent la demande relative à la voirie communale à la procédure prévue à l'article 129bis, § 2, du CWATUP.

Lorsque le Gouvernement est saisi d'un recours portant sur un projet mixte visé à l'alinéa 1^{er} et constate que la procédure prévue à l'article 129bis, § 2, du CWATUP n'a pas été mise en oeuvre, le Gouvernement ou, conjointement, les administrations chargées de rédiger le rapport de synthèse soumettent la demande relative à la voirie communale à ladite procédure.

Dans ces cas, les délais visés respectivement aux articles 93, § 1^{er}, et 95, § 7, sont prorogés du délai utilisé pour l'obtention de la décision définitive relative à la voirie communale.

Par dérogation aux articles 87, alinéa 1^{er}, 3°, et 90, l'enquête publique organisée dans le cadre de la demande relative à la voirie communale porte également sur le projet mixte visé à l'alinéa 1^{er}. Par dérogation à l'article 129bis, § 2, du CWATUP, l'enquête publique organisée dans le cadre de la demande relative à la voirie communale l'est selon les modalités définies au Livre I^{er} du Code de l'Environnement. La durée de l'enquête publique conjointe correspond à la durée maximale requise par les différentes procédures concernées. »;

4° à l'article 97, alinéa 3, 3^e tiret, sont apportées les modifications qui suivent :

— le chiffre "88" est remplacé par le chiffre "87";

— entre les chiffres "127, § 3" et "131", sont insérés les chiffres qui suivent :

", 129bis, §§ 1^{er} et 3".

CHAPITRE III. — Dispositions modificatives au décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques

Art. 92. A l'article 1^{er}, 4°, du décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots ", la personne morale de droit public, la filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public désignée par le Gouvernement" sont insérés entre les mots "l'intercommunale" et "ou l'association";

2° les mots ", entre une ou plusieurs personnes morales de droit public ou filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public désignée par le Gouvernement, et une ou plusieurs communes ou intercommunales" sont insérés entre les mots "ou plusieurs communes" et "ou entre une ou plusieurs intercommunales".

Art. 93. Dans le même décret, est inséré un chapitre I^{er}ter, rédigé comme suit :

« CHAPITRE I^{er}ter. — De la modification ou de l'abrogation du périmètre

Art. I^{er}quater. Au terme de l'aménagement du périmètre, d'initiative ou sur la proposition du fonctionnaire dirigeant ou du conseil communal, le Gouvernement peut abroger ou modifier le périmètre.

L'arrêté qui abroge ou modifie le périmètre est publié par mention au *Moniteur belge*. »

Art. 94 Dans l'article 1^{er}bis du même décret, les mots "Sans préjudice de l'article 2," sont insérés avant les mots "Tout opérateur".

Art. 95. A l'article 16, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots ", aux personnes morales de droit public, aux filiales des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, désignées par le Gouvernement" sont insérés entre les mots "aux communes" et "et aux intercommunales";

2° au § 2, les mots ", la personne morale de droit public, la filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, désignée par le Gouvernement" sont insérés entre les mots "La commune" et "ou l'intercommunale".

Art. 96. Dans l'article 17, § 2, du même décret, les mots ", la personne morale de droit public, la filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, désignées par le Gouvernement" sont insérés entre les mots "La commune" et "ou l'intercommunale".

Art. 97. Dans l'article 18, § 1^{er}, du même décret, entre les mots "aux intercommunales" et les mots "et aux personnes physiques ou morales, en association" sont insérés les mots qui suivent :

", aux personnes morales de droit public, aux filiales des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, désignées par le Gouvernement".

Art. 98. Dans l'article 21, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots ", la personne morale de droit public, la filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, désignées par le Gouvernement" sont insérés entre les mots "la commune" et "ou l'intercommunale".

Art. 99. A l'article 23, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, les mots ", la personne morale de droit public, la filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, désignée par le Gouvernement" sont insérés entre les mots "la commune" et "ou l'intercommunale";

2° au § 3, alinéa 3, les mots ", la personne morale de droit public, la filiale des sociétés visées à l'article 3, § 1^{er}, 21° à 28°, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public, désignée par le Gouvernement" sont insérés entre les mots "la commune" et "ou l'intercommunale".

CHAPITRE IV. — Dispositions finales, transitoires et abrogatoires

Section 1^{re}. — Dispositions relatives au Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Art. 100. Les articles 57, alinéa 2, 104 et 126 du Code sont abrogés. Dans le chapitre III du titre V du Livre 1^{er} du même Code, la Section 8 est supprimée.

Art. 101. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du patrimoine, aux articles contenant les mots "collège des bourgmestre et échevins", ces mots sont remplacés par les mots qui suivent : "collège communal".

Art. 102. L'article 8, alinéa 1^{er}, relatif aux dispositions abrogatoires, transitoires et finales du décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine est complété par le texte qui suit : "ou un rapport urbanistique et environnemental".

Art. 103. La zone de loisirs, qu'elle soit contiguë ou non à une zone d'habitat, à une zone d'habitat à caractère rural ou à une zone d'aménagement communal concerté mise en oeuvre et affectée en tout ou partie à la résidence, peut, à titre exceptionnel, comporter de l'habitat, ainsi que des activités d'artisanat, de services, des équipements socio-culturels, des aménagements de services publics et d'équipements communautaires pour autant que, simultanément :

1° elle soit couverte par un permis d'urbanisme de constructions groupées ou un permis de lotir avant l'entrée en vigueur du présent décret;

2° les voiries et les espaces publics ou communautaires de la zone relèvent du domaine public;

3° les activités d'artisanat, de services, des équipements socio-culturels, des aménagements de services publics et d'équipements communautaires soient complémentaires et accessoires à la fonction de loisirs ou d'habitat;

4° elle soit située dans le périmètre d'un rapport urbanistique et environnemental approuvé préalablement par le Gouvernement;

5° elle figure sur la liste des zones de loisirs adoptée par le Gouvernement wallon préalablement à l'élaboration du rapport urbanistique et environnemental.

Art. 104. Dans les articles 97, alinéa 1^{er}, 102, et 105, ainsi que dans l'intitulé de la section 5 du chapitre II du titre V du Livre 1^{er} du Code, les mots "permis de lotir" sont remplacés par les mots qui suivent : "permis d'urbanisation".

Art. 105. Dans l'article 120, alinéas 4 et 5, du Code, les mots "l'administration" sont remplacés par les mots qui suivent : "la délégation générale aux recours". Ces modifications entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 3, § 3, alinéa 2.

Dans l'alinéa 7 du même article, sont insérés entre les mots "l'article 109" et les mots ", un représentant", le chiffre suivant : ", 2^o".

Art. 106. L'élaboration ou la révision d'un plan communal d'aménagement adopté provisoirement avant l'entrée en vigueur du présent décret peut poursuivre la procédure en vigueur avant cette date.

Art. 107. Lorsqu'il est établi que les enjeux et les options qui avaient conduit à l'adoption du plan ont été rencontrés par la réalisation des infrastructures de communication ou de l'aménagement des zones constructibles, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, le conseil communal peut décider l'abrogation des prescriptions urbanistiques d'un plan communal d'aménagement approuvé avant l'entrée en vigueur du présent décret. Dans ce cas, les dispositions visées à l'article 57^{ter}, alinéa 2, sont d'application.

Art. 108. Lorsque le plan d'expropriation est dressé en même temps que le plan communal d'aménagement, les acquisitions, expropriations et cessions de droits réels réalisées dans le cadre de l'arrêté d'expropriation adopté avant l'entrée en vigueur du décret demeurent soumises aux dispositions d'application avant cette date.

Art. 109. Toute demande de permis d'urbanisme, de lotir ou de modification du permis de lotir dont l'accusé de réception est antérieur à l'entrée en vigueur du présent décret poursuit son instruction sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret et tout permis d'urbanisme, de lotir ou de modification du permis de lotir octroyés, le cas échéant, se périmet sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, toute modification d'un permis de lotir non périmé octroyé sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur du présent décret, dont l'accusé de réception est postérieur à l'entrée en vigueur de dispositions relatives au permis d'urbanisation, est instruite sur la base des dispositions relatives à l'instruction de la demande de modification du permis d'urbanisation.

Dès que la construction autorisée sur la base du permis d'urbanisation octroyé fait l'objet de la déclaration visé à l'article 139 certifiant que les travaux sont réalisés et sont conformes au permis délivré, il est fait application de l'article 92, alinéa 2.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, lorsque tous les lots constructibles couverts par un permis de lotir sont construits, le collège communal constate que la valeur réglementaire des dispositions du permis de lotir est abrogée et que ces dispositions ont valeur de rapport urbanistique et environnemental.

Est abrogée la valeur réglementaire de tout plan de division contenu ou annexé à tout permis de lotir, non périmé, octroyé sur la base des dispositions d'application avant l'entrée en vigueur des dispositions relatives au permis d'urbanisation.

Les modifications apportées par le présent décret aux points 1^o et 2^o de l'alinéa 1^{er}, de l'article 154 du Code ne sont pas applicables aux permis de lotir délivrés avant l'entrée en vigueur des dispositions relatives au permis d'urbanisation ou délivrés sur la base de l'alinéa 2.

Les dispositions relatives au permis d'urbanisation et l'alinéa 3 de la présente disposition n'entrent en vigueur qu'à la date fixée par le Gouvernement.

Dans l'article 61, les mots "ou du procès-verbal de synthèse définitif" produisent leurs effets à dater du 27 février 2009.

Section 2. — Disposition relative au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 110. Le Gouvernement peut arrêter une nouvelle codification de tout ou partie des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'aménagement du territoire, l'urbanisme, le patrimoine et l'énergie.

Art. 111. Pour l'application du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, toute demande de projet mixte portant notamment sur l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale introduite avant l'entrée en vigueur du présent décret ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

Section 3. — Dispositions relatives au Livre 1^{er} du Code de l'Environnement

Art. 112. Dans l'article 49, b), du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les chiffres "80" sont remplacés par les chiffres "88".

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) Session 2008-2009.

Documents du Parlement wallon, 972 (2008-2009), n^{os} 1 à 1quinquies et 2 à 23.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1924

[2009/202360]

30. APRIL 2009 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe*

Artikel 1 - In Artikel 1 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie wird der Wortlaut "und der kommunalen Strukturschemen" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

" , des kommunalen Strukturschemas und des Städtebau- und Umweltberichts".

Art. 2 - In Artikel 2 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird zwischen den Wortlaut "der Schemen" und den Wortlaut "und Raumordnungspläne" der folgende Wortlaut eingefügt:

" , der Städtebau- und Umweltberichte".

In Artikel 2 wird der Wortlaut "Wallonischen Regionalrat" durch den Wortlaut "Wallonischen Parlament" ersetzt.

Art. 3 - Die Überschrift von Kapitel II von Titel I von Buch I desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«KAPITEL II — *Vollmächte und von der Regierung anvertraute Aufträge*»

Art. 4 - In Artikel 3 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der erste Absatz wird zum § 1;

2° Der Artikel wird wie folgt ergänzt:

«§ 2. Es wird eine Zelle für räumliche Entwicklung mit Sitz in Namur gegründet, die unter der Aufsicht eines Generalvertreters mit der Durchführung der vorrangigen Beschlüsse der Regierung in Sachen Raumordnung und räumliche Entwicklung in Sachen strategische Planung beauftragt wird:

Die Regierung erlässt die Modalitäten für die Arbeitsweise der Zelle und bestimmt deren Aufgaben.

§ 3. Es wird eine Generalvertretung für Einsprüche mit Sitz in Namur gegründet, die unter der Aufsicht eines Generalvertreters mit der Untersuchung der aufgrund der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches eingereichten Einsprüche beauftragt wird.

Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Arbeitsweise dieser Vertretung.»

Art. 5 - In Artikel 4 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "finden Anwendung" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"finden unbeschadet des Buches I des Umweltgesetzbuches Anwendung";

2° in Punkt 1° desselben Absatzes wird zwischen den Wortlaut "Genehmigung" und den Wortlaut "bezieht" der folgende Wortlaut eingefügt:

"oder auf einen Antrag auf die Eröffnung, Änderung oder Streichung eines Gemeindegewegs";

3° im selben Punkt wird zwischen den Wortlaut " , einen Städtebau- und Umweltbericht" und den Wortlaut "oder einen in Artikel 127 § 1 Absatz 1 8° erwähnten Umkreis" der folgende Wortlaut eingefügt:

"einen Fluchtlinienplan,";

4° Punkt 6° desselben Absatzes wird wie folgt ersetzt:

« 6° jeglicher Drittbetragter hat das Recht, seine Bemerkungen und Beschwerden per Fernkopie, per elektronische Post, wenn die Gemeinde zu diesem Zweck eine Anschrift festgelegt hat, per einfache Post oder durch deren Äußerung an den Raumordnungs- und Städtebauberater, das Gemeindegremium oder den zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten entweder vor dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung oder am Tag des Abschlusses der betreffenden Untersuchung einzureichen; bei Strafe der Nichtigkeit werden die Sendungen per Post oder per Fernkopie mit dem Datum versehen und unterzeichnet; die Sendungen per elektronische Post werden mit Angabe der Identität und des Datums versehen; die mündlichen Beschwerden und Bemerkungen werden auf Vereinbarung durch den Raumordnungs- Städtebauberater oder, mangels dessen, durch den zu diesem Zweck beauftragten Gemeindebediensteten aufgenommen, der sie schriftlich niederlegt und dem Gemeindegremium vor dem Abschluss der Untersuchung übermittelt;»

Art. 6 - In Artikel 5 desselben Gesetzbuches wird ein Absatz 4 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Die Regierung kann den Betrag des Anwesenheitsgelds, auf welches der Vorsitzende, die stellvertretenden Vorsitzenden der Abteilungen und die Mitglieder des Regionalausschusses Anspruch haben, festlegen.»

Art. 7 - In Artikel 11 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Parzellierungspläne" gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 12 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2° Punkt 1° wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"den Gemeinden, zur Ausarbeitung oder zur Teil- bzw. Gesamtrevision eines kommunalen Raumordnungsplans, eines kommunalen Strukturschemas, eines Städtebau- und Umweltberichts oder einer kommunalen Städtebauordnung;"

2° in Punkt 2° wird vor den Wortlaut "zur Ausarbeitung" der folgende Wortlaut eingefügt:

"den Gemeinden,"

Art. 9 - In Titel II von Buch I desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel III mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL III — *Städtebau- und Umweltbericht*»

Art. 10 - In Kapitel III von Titel II von Buch I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 18ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 18ter - § 1 - Der Städtebau- und Umweltbericht ist ein Orientierungsdokument, in dem für jedes von ihm gedecktes Gemeindegebiet die Leitlinien der physischen Gestaltung des Gebiets sowie die nachhaltigen Raumordnungs- und Entwicklungsmöglichkeiten dargestellt werden. Wenn es wegen der Umstände erforderlich ist, können mehrere Gemeinden, jede in ihrem Zuständigkeitsbereich, in gegenseitigem Einvernehmen einen Städtebau- und Umweltbericht erstellen.

Der Städtebau- und Umweltbericht wird auf Initiative des Gemeinderats erstellt und wird von der Regierung genehmigt.

Der Städtebau- und Umweltbericht lehnt sich an die Leitlinien in Sachen Raumordnung und nachhaltige Entwicklung, die in dem Entwicklungsplan des regionalen Raums und dem kommunalen Strukturschema, wenn ein solches Schema vorhanden ist, enthalten sind;

Bei Unvereinbarkeit zwischen den Leitlinien eines kommunalen Strukturschemas und eines Städtebau- und Umweltberichts finden die Bestimmungen des am letzten in Kraft getretenen Dokuments Anwendung.

Wenn der Städtebau- und Umweltbericht eine teilweise Abweichung eines kommunalen Raumordnungsplans vorschlägt, kann der Gemeinderat gemäß Artikel 49bis von der Regierung die Genehmigung beantragen, für den betroffenen Teil in Anwendung von Artikel 48, Absatz 2 einen kommunalen Raumordnungsplan zu erstellen, oder kann ggf. den kommunalen Raumordnungsplan revidieren.

§ 2 - Der Inhalt und das Verfahren zur Erstellung des Städtebau- und Umweltberichts werden in Artikel 33, §§ 2 bis 7 festgelegt.

Wenn der Städtebau- und Umweltbericht keine Erschließung eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung oder eines Gebiets für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter ist, und wenn der Gemeinderat angesichts der Eigenschaften der Projekte oder Aktivitäten, deren Ausarbeitung oder Revision den Rahmen bilden, und unter Berücksichtigung der Auswirkungen und der Gebiete, die betroffen werden könnten, feststellt, dass der geplante Städtebau- und Umweltbericht keine bedeutsamen Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, oder wenn er die Benutzung eines kleinen Gebiets auf lokaler Ebene bestimmt, beschließt der Gemeinderat nach Begutachtung durch den Kommunalausschuss, oder, mangels dessen, den Regionalausschuss, sowie nach Begutachtung durch den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung, dass keine Umweltbewertung im Sinne von Artikel 33 § 2 2° über den Städtebau- und Umweltbericht erforderlich ist.

Man geht davon aus, dass ein geplanter Städtebau- und Umweltbericht bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn er ein gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmtes Gebiet umfasst, oder wenn er dazu bestimmt ist, die Verwirklichung eines einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterworfenen Projekts zu erlauben, oder wenn er Gebiete betrifft, in denen sich Betriebe niederlassen könnten, die mit bedeutenden Risiken für Personen, Güter oder Umwelt im Sinne von der Richtlinie 96/82/EWG verbunden sind, oder wenn er die Eintragung von zu Wohnzwecken bestimmten Gebieten sowie von öffentlich genutzten Gebieten oder Infrastrukturen in der Nähe solcher Betriebe vorsieht.

Der Bericht kann unter anderem auf nützlichen Informationen beruhen, die anlässlich anderer früherer Umweltbewertungen gesammelt wurden.

§ 3 - Der Gemeinderat kann einen Städtebau- und Umweltbericht in den folgenden Fällen ganz oder teilweise außer Kraft setzen:

1° entweder wird der Umkreis durch einen nach Inkrafttreten des Städtebau- und Umweltberichts genehmigten kommunalen Raumordnungsplan oder durch eine ordnungsgemäß genehmigte Verstärkungsgenehmigung gedeckt;

2° oder er erachtet, dass die in Artikel 33, § 2, 2° a) erwähnten Hauptzielsetzungen überholt sind.

Artikel 33 §§ 2 bis 6 findet Anwendung auf den Beschluss zur Außerkraftsetzung des Städtebau- und Umweltberichts, außer für das, was die in Artikel 33 § 2 2° erwähnte Umweltbewertung und die in Artikel 33 § 4 erwähnte Umwelterklärung betrifft.

Wenn der Städtebau- und Umweltbericht als Anerkennungsgebiet im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gilt, ist die Außerkraftsetzung auf das Anerkennungsgebiet nicht wirksam.

Art. 11 - Artikel 19 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 19 - § 1 - Die Regierung verleiht dem Sektorenplan und dem kommunalen Raumordnungsplan Verbindlichkeit.

Die graphischen und buchstäblichen Vorschriften der Pläne haben verbindende Kraft.

Wenn die graphischen und buchstäblichen Vorschriften in Widerspruch stehen, sind die graphischen Vorschriften ausschlaggebend.

§ 2 - Der Sektorenplan bleibt in Kraft bis zum Zeitpunkt, an dem ein Sektorenplan oder ein kommunaler Raumordnungsplan ihn nach einer Revision teilweise ersetzt.

Der kommunale Raumordnungsplan bleibt im Kraft:

1° entweder bis ein anderer Plan infolge einer Revision ihn ganz oder teilweise ersetzt;

2° oder bis seine teilweise oder ganze Außerkraftsetzung gemäß Artikel 57ter.

§ 3 - Die Vorschriften eines kommunalen Raumordnungsplans verlieren ihre Wirkung, wenn sie mit den Vorschriften eines Sektorenplans, der zu einem späteren Zeitpunkt bewilligt worden ist, nicht vereinbar sind.

Art. 12 - In Artikel 23, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird Punkt 3° gestrichen.

Art. 13 - In Artikel 28 desselben Gesetzbuches wird nach dem Wortlaut "Art. 28" die folgende Überschrift eingefügt:

«Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen».

Art. 14 - Artikel 29 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 29 - Das Freizeitgebiet ist für die Niederlassung von Ausrüstungen für Freizeit und Touristik vorgesehen, einschließlich der Feriendörfer, der Wochenendwohnparke oder der touristischen Campings im Sinne von Artikel 2 14° des Dekrets vom 18. Dezember 2003 über die touristischen Beherbergungseinrichtungen oder im Sinne von Artikel 1 des Dekrets von 9. Mai 1994 über Camping und Campingplätze.

Sofern es an ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung, das erschlossen wird und ganz oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt ist, angrenzt, kann das Freizeitgebiet Wohnbereiche sowie Handwerks- und Dienstleistungstätigkeiten, soziokulturelle Einrichtungen, Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen enthalten, vorausgesetzt, dass gleichzeitig:

1° diese Aktivitäten im Verhältnis zur in Absatz 1 erwähnten Hauptzweckbestimmung des Gebiets einen ergänzenden und nebensächlichen Charakter haben;

2° das Freizeitgebiet in dem Umkreis eines vorher von der Regierung genehmigten Städtebau- und Umweltberichts gelegen ist.»

Art. 15 - In Artikel 30 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° nach dem Wortlaut "Art. 30 -" wird die folgende Überschrift eingefügt:

«Das gemischte Gewerbegebiet»;

2° in Absatz 1 wird ein zweiter Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die kleinen Lagerhallen werden dort zugelassen»;

3° in demselben Absatz wird der zweite Satz, der zum dritten Satz geworden ist, wie folgt ersetzt:

«Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet, außer für den Teil des Gebiets, der entlang einer für seine wirtschaftliche Entwicklung nützlichen Verkehrsinfrastruktur gelegen ist, oder wenn eine natürliche oder künstliche Vorrichtung, die in den Bereich des öffentlichen Eigentums fällt, selbst einen ausreichenden Abschirmstreifen oder eine ausreichende Abtrennvorrichtung bildet»;

4° die Absätze 2 und 3 werden gestrichen;

5° in Absatz 4, der zum Absatz 2 geworden ist, wird der folgende Wortlaut gestrichen:

"in Gewerbegebieten".

Art. 16 - Es wird ein Artikel 30*bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 30*bis* - Das industrielle Gewerbegebiet.

Das industrielle Gewerbegebiet ist für Tätigkeiten mit industriellem Charakter bestimmt, einschließlich der Tätigkeiten, die mit einem Industrieprozess in Bezug auf die Verarbeitung von Roh- oder halbfertigen Stoffen, auf die Verpackung, die Lagerung, Logistik oder den Vertrieb verbunden sind. Sie können auf mehreren Tätigkeitsgebieten stattfinden.

Zugelassen werden die zugehörigen Dienstleistungsunternehmen sowie die wirtschaftlichen Tätigkeiten ohne industriellen Charakter, die aus Gründen der städtebaulichen Integration, der Mobilität, der Sicherheit oder des Umweltschutzes abzusondern sind, außer wenn sie Nebentätigkeiten einer in Absatz 1 erwähnten industriellen Tätigkeit bilden.

Der Einzelhandel wird ausgeschlossen, außer wenn er eine Nebentätigkeit einer in Absatz 1 erwähnten industriellen Tätigkeit bildet.

Dieses Gebiet umfasst einen Abschirmstreifen oder ist mit einer Abtrennvorrichtung ausgestattet, außer für den Teil des Gebiets, der entlang einer für seine wirtschaftliche Entwicklung nützlichen Verkehrsinfrastruktur gelegen ist, oder wenn eine natürliche oder künstliche Vorrichtung, die in den Bereich des öffentlichen Eigentums fällt, selbst einen ausreichenden Abschirmstreifen oder eine ausreichende Abtrennvorrichtung bildet.

Ausnahmsweise kann das Folgende erlaubt werden:

1° in den industriellen Gewerbegebieten: die Lagerung von inerten Abfällen;

2° in den entlang den schiffbaren Wasserstraßen gelegenen industriellen Gewerbegebieten: die Lagerung von Baggerschlamm.

Die Wohnung des Betriebsleiters oder des Überwachungspersonals kann in diesem Gebiet gestattet werden, insofern dies für einen guten Betriebsablauf oder aus Sicherheitsgründen erforderlich ist. Sie gehört vollständig zum Betrieb.»

Art. 17 - In Artikel 31 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° nach dem Wortlaut "Art. 31 -" wird die folgende Überschrift eingefügt:

"Das spezifische Gewerbegebiet";

2° in § 1 wird der zweite Satz von Absatz 3 wie folgt ergänzt:

«, außer für den Teil des Gebiets, der entlang einer für seine wirtschaftliche Entwicklung nützlichen Verkehrsinfrastruktur gelegen ist, oder wenn eine natürliche oder künstliche Vorrichtung, die in den Bereich des öffentlichen Eigentums fällt, selbst einen ausreichenden Abschirmstreifen oder eine ausreichende Abtrennvorrichtung bildet»;

3° in § 3, Absatz 1 wird der folgende Wortlaut gestrichen:

"in spezifischen Gewerbegebieten".

Art. 18 - In Artikel 32 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° nach dem Wortlaut "Art. 32 -" wird die folgende Überschrift eingefügt:

"Das Abbaugebiet";

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "in Abbaugebieten" gestrichen.

Art. 19 - In Artikel 33 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° nach dem Wortlaut "Art. 33 -" wird die folgende Überschrift eingefügt:

"Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung".

2° in § 2 wird der Wortlaut "eines Städtebau- und Umweltberichts" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"des in Artikel 18*ter* erwähnten Städtebau- und Umweltberichts";

3° imselben Paragraphen wird in Punkt 2 ein Punkt "h)" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«h) eine Erklärung, in der zusammengefasst wird, aus welchen Gründen die anderen in Betracht gezogenen Lösungen ausgewählt wurden, und in der beschrieben wird, auf welche Weise die Bewertung vorgenommen wurde, einschließlich jeder bei der Sammlung der erforderlichen Informationen angetroffenen Schwierigkeit, insbesondere der technischen Schwächen und des fehlenden Fachwissens;»;

4° in demselben Punkt 2 wird "h)" zum "j)";

5° in demselben Paragraphen werden die Absätze 2 und 3 gestrichen;

6° in § 8 wird der Wortlaut "die gemäß den §§ 2, 3 und 4 verwertet werden, deren Verwertung in Anwendung derselben Paragraphen noch nicht bestimmt worden ist" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"egal ob verwertet oder nicht".

Art. 20 - In Artikel 34 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° nach dem Wortlaut "Art. 34-" wird der Wortlaut "Gebiete für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter";

2° in § 1 wird der erste Satz von Absatz 1 durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«Das Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung mit industriellem Charakter ist für die in den Artikeln 30 und 30bis erwähnten Tätigkeiten und für die bürgernahen agrar-wirtschaftlichen Aktivitäten, mit Ausnahme des Einzelhandels, bestimmt.»;

3. In demselben Paragraphen wird Absatz 2 wie folgt ergänzt:

«, außer für den Teil des Gebiets, der entlang einer für seine wirtschaftliche Entwicklung nützlichen Verkehrsinfrastruktur gelegen ist, oder wenn eine natürliche oder künstliche Vorrichtung, die in den Bereich des öffentlichen Eigentums fällt, selbst einen ausreichenden Abschirmstreifen oder eine ausreichende Abtrennvorrichtung bildet»;

4° in § 4 wird der Wortlaut "das gemäß den §§ 1 und 2 verwertet wird, oder dessen Verwertung in Anwendung derselben Paragraphen noch nicht bestimmt worden ist" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"egal ob verwertet oder nicht".

Art. 21 - In Artikel 35 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen den Absätzen 3 und 4 wird ein neuer Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Zugelassen werden als Nebentätigkeiten der landwirtschaftlichen Tätigkeit die Biogasgewinnungsanlagen, sofern sie hauptsächlich Tierzucht- und Kulturrückstände aus einem oder mehreren landwirtschaftlichen Betrieben benutzen.»;

2° Absatz 4 wird zum Absatz 5;

3° in dem letzten Absatz wird der Wortlaut "und Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze und Biogasgewinnungsanlagen".

Art. 22 - Artikel 36 Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Die Energieverwertungseinheiten der Biomasse, die hauptsächlich aus Rückständen eines Forstbetriebs und der ersten Holzverarbeitung erzeugt wird, werden als Nebentätigkeit der Forsttätigkeit zugelassen.»

Art. 23 - In Artikel 39 Absatz 3 desselben Gesetzbuches wird zwischen den Wortlaut "ein kommunaler Raumordnungsplan," und den Wortlaut "der das ganze Gebiet deckt," der folgende Wortlaut eingefügt:

"oder ein Städtebau- und Umweltbericht".

Art. 24 - In Artikel 40 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der einzige Absatz wird zum § 1;

2° der Artikel wird wie folgt ergänzt:

«§ 2 - Nach Verwirklichung der Verkehrsinfrastruktur für den Transport von Flüssigkeiten und Energie oder auf eigene Initiative im Falle des Verzichts auf die Verwirklichung der Infrastruktur kann die Regierung durch Erlass den betroffenen Umkreis oder Teil des Reserveumkreises außer Kraft setzen.

Der Erlass zur Außerkraftsetzung des Umkreises wird durch einen Vermerk im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.»

Art. 25 - In Artikel 41 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in dem Absatz, Punkt 1° wird zwischen der Wortlaut "Bezeichnung der Zweckbestimmung der Gebiete" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Genauere Festlegung oder Spezialisierung der Zweckbestimmung der Gebiete";

2° in Punkt 5° desselben Absatzes wird zwischen den Wortlaut "einen kommunalen Raumordnungsplan" und den Wortlaut "vor deren Verwertung" der folgende Wortlaut eingefügt:

"oder einen Städtebau- und Umweltbericht".

3° der Artikel wird wie folgt ergänzt:

«Die Regierung kann die Liste der zusätzlichen Vorschriften erlassen.»

Art. 26 - In Artikel 42bis desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird zwischen den Wortlaut "oder eines Abbaugebiets betrifft" und den Wortlaut "durch die Regierung beschlossen werden," der folgende Wortlaut eingefügt:

"oder wenn sie die Eintragung der Trasse einer Hauptinfrastruktur für den Flüssigkeits- oder Energietransport oder des Reserveumkreises, der sie ersetzt, betrifft".

2°. Absatz 6 wird wie folgt ersetzt:

«wenn es in Betracht gezogen wird, Artikel 44 Absatz 4 anzuwenden, werden die durch das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten erwähnten Auskünfte dem Planentwurf beigefügt.»

Art. 27 - In Artikel 43 § 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "die Umweltverträglichkeitsprüfung gegebenenfalls beigefügt wird" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"die Umweltverträglichkeitsprüfung und Elemente bezüglich des Anerkennungsumkreises im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten gegebenenfalls beigefügt werden".

Art. 28 - In Artikel 46 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird Absatz 1 wie folgt ersetzt:

«Wenn die Revision des Sektorenplans die Eintragung von Gebieten zum Zweck hat, die einen Effekt und Herausforderungen und Auswirkungen auf regionaler oder supra-regionaler Ebene haben, sind die Bestimmungen, die für die Erstellung des Sektorenplans gelten, anwendbar. Wenn die Revision des Sektorenplans eine neue Zoneneinteilung bezweckt, die auf Bedürfnisse eingeht, deren Effekt, Herausforderungen und Auswirkungen durch eine örtliche Planung gerecht werden kann, finden die Bestimmungen des in Artikel 48 Absatz 2 erwähnten kommunalen Raumordnungsplans Anwendung»;

1° in § 1 Absatz 2 1° wird der Wortlaut "abweichen davon darf nur die Eintragung" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Abweichungen sind lediglich für die folgenden Fälle erlaubt: Eintragung";

3° Im selben Absatz wird Punkt 2° wie folgt ersetzt:

«ein neues zur Verstärkung bestimmtes Gebiet darf nicht als bandartige Verstärkung am Wegenetz entlang eingetragen werden; unter bandartiger Verstärkung versteht man die Eintragung eines Gebiets dessen Gestalt, wegen der Tiefe, Länge und des Verhältnisses zwischen diesen beiden Elementen keine andere Entwicklung als eine einzige Bebauungsfront erlaubt, und eine städtebauliche Anordnung, die sich um ein neues Verkehrsnetz gliedert, ausschließt;»

4° in Punkt 3° desselben Absatzes wird zwischen dem Wortlaut "ein bestehendes, zur Verstärkung bestimmtes Gebiet" und den Wortlaut "in ein nicht zur Verstärkung bestimmtes Gebiet" der folgende Wortlaut eingefügt:

"oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumplanung".

1° in § 2 nach Absatz 3 wird ein neuer Absatz 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Man geht davon aus, dass ein geplanter Sektorenplan nach dessen Revision nicht bedeutsame Auswirkungen auf die Umwelt haben könnte, wenn er die Eintragung eines Teils oder der Gesamtheit eines gemäß den Richtlinien 79/409/EWG und 92/43/EWG bestimmten Gebiets als Forst-, Grün- oder Naturgebiet vorsieht.»

6° Absatz 4 desselben Paragraphen wird zum Absatz 5.

Art. 29 - Artikel 47 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

«Der kommunale Raumordnungsplan wird nach Untersuchung des kommunalen Strukturschemas, des Städtebau- und Umweltberichts oder des kommunalen Mobilitätsplans, wenn diese vorhanden sind, erstellt.

Die in Artikel 46 § 1 Absatz 2 erwähnten Vorschriften finden auf seine Erstellung Anwendung.»

Art. 30 - Artikel 48 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 48 - Der kommunale Raumordnungsplan gibt genauere Bestimmungen über den Sektorenplan und ergänzt ihn.

Der kommunale Raumordnungsplan kann den Sektorenplan in den folgenden Fällen revidieren:

1° entweder wenn Bedürfnisse bestehen, deren Effekt, Herausforderungen und Auswirkungen durch eine örtliche Planung gerecht werden kann, und ggf. wenn der in Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° erwähnte raumplanerische Ausgleich auf dieser Ebene organisiert wird;

2° oder wenn ein kommunales Strukturschema oder ein von der Regierung genehmigter Städtebau- und Umweltbericht vorhanden ist, das bzw. der für diesen Fall gilt und den Umkreis des Projekts eines kommunalen Raumordnungsplans bestimmt, und ggf. wenn der in Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° erwähnte raumplanerische Ausgleich auf dieser Ebene organisiert wird.»

Art. 31 - Artikel 49 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 49 - Für den Teil des Gemeindegebiets, den er bestimmt, umfasst der kommunale Raumordnungsplan folgende Punkte:

1° die raumordnerischen Zielsetzungen bezüglich der Energieeinsparung und des Transportwesens, der Infrastrukturen und technischen Netzwerke, der Landschaft, des Städtebaus, der Architektur und der Grünanlagen;

2° ggf., wenn er den Sektorenplan revidiert, eine Karte der Zweckbestimmungen des Gebiets, i.M. 1/10.000, in welcher der durch den Sektorenplan revidierte Umkreis angegeben wird;

3° die Festlegung der verschiedenen Zweckbestimmungen des Gebiets und ggf. die für Grünflächen, für die ökologische Vermaschung sowie für die öffentlichen und gemeinschaftlichen Anlagen vorbehaltenen Standorte;

2° die bereits bestehende oder geplante Trasse oder der sie ersetzende Reserveumkreis für das Netz der Verkehrsinfrastrukturen und die Anschlüsse an die Hauptnetze für den Transport von Energie und Flüssigkeiten.»

Art. 32 - In Abschnitt 3 von Kapitel III von Titel III von Buch I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 49bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 49bis - Die Regierung verabschiedet die Liste der in Artikel 48, Absatz 2 erwähnten kommunalen Raumordnungspläne.

Für jeden dieser kommunalen Raumordnungspläne genehmigt die Regierung anschließend entweder auf eigene Initiative oder auf Antrag des Gemeinderats oder ggf. der betroffenen Gemeinderäte durch begründeten Erlass vor der Annahme des in Artikel 50 § 2 erwähnten Vorentwurfs die Erstellung oder die Revision des in Artikel 48 Absatz 2 erwähnten kommunalen Raumordnungsplans»

Art. 33 - In Artikel 50 § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird ein Punkt 10°bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"10° bis. Die von der Regierung in Anwendung von Artikel 46 § 1 Absatz 2 3° vorgeschlagenen Ausgleichmaßnahmen;"

Art. 34 - In Artikel 51 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1 wird ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Wenn der Entwurf des kommunalen Raumordnungsplans Elemente bezüglich des Anerkennungsgebiets enthält, beantragt der Gemeinderat das Gutachten des leitenden Beamten im Sinne des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten.»

2° in demselben Paragraphen wird Absatz 2, der zum Absatz 3 geworden ist, wie folgt ersetzt:

«Wenn nötig erklärt der Gemeinderat, dass der Entwurf des kommunalen Raumordnungsplans Abweichungen vom Sektorenplan aufweist und gibt deren Begründungen an.»

3° Der § 3bis wird gestrichen.

Art. 35 - Artikel 54 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 54 - Auf Initiative jeglicher natürlichen oder juristischen, privat- oder öffentlich-rechtlichen Person kann die Regierung durch begründeten Erlass die Erstellung oder die Revision eines kommunalen Raumordnungsplans, der Abweichungen von dem Sektorenplan aufweist, wenn der Antrag auf eine Erstellung oder Revision des Sektorenplans die Eintragung eines Gewerbegebiets oder eines spezifischen Gewerbegebiets oder eines Abbaugebiets betrifft;

Die in Artikel 42bis, Absätze 2 bis 5, und 47 bis 53 erwähnten Bestimmungen finden Anwendung.»

Art. 36 - In Artikel 57ter desselben Gesetzbuches wird der 1. Absatz wie folgt ersetzt:

«Art. 57ter - Entweder aus Eigeninitiative oder innerhalb der ihm durch die Regierung vorgeschriebenen Frist kann der Gemeinderat die ganze oder teilweise Außerkraftsetzung eines kommunalen Raumordnungsplans beschließen:

1° entweder wenn er vor der endgültigen Annahme des bzw. der Sektorenpläne, die den Umkreis dieses Plans umfassen, genehmigt wird;

2° oder wenn es feststeht, dass die Herausforderungen und Zielsetzungen, die zur Annahme des Planes geführt hatten, durch die Verwirklichung der Verkehrsinfrastrukturen oder der Einrichtung der bebaubaren Gebiete erfüllt worden sind.

Die Außerkraftsetzung des kommunalen Raumordnungsplans hat die Außerkraftsetzung aller seiner Revisionen, soweit sie nicht vom Sektorenplan abweichen, zur Folge, einschließlich wenn diese nach der endgültigen Annahme des Sektorenplans, der den Umkreis dieses Plans umfasst, genehmigt worden sind.»

Art. 37 - In Artikel 58 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein neuer Absatz 2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Wenn der Sektorenplan, der kommunale Raumordnungsplan oder der Städtebau- und Umweltbericht aufgrund der Artikel 33 § 4 44 und 52 § 3bis als Anerkennungsgebiet gilt, kann die enteignende Instanz die Enteignung der Immobilien vornehmen, deren Erwerb für die Gestaltung von Räumen, die dazu bestimmt sind, wirtschaftliche Aktivitäten aufzunehmen, deren Ansiedlung zu begünstigen oder die Erweiterung der bestehenden wirtschaftlichen Aktivitäten zu ermöglichen, notwendig ist.»;

2° Die Absätze 2 bis 5 werden zu den Absätzen 3 bis 6;

3° in dem neuen Absatz 4 wird der Wortlaut "Erschließung" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Parzellierungs- oder Verstärkungsgenehmigung"

Art. 38 - In Artikel 70 Absatz 4 2° desselben Gesetzbuches wird zwischen den Wortlaut "Städtebau-" und den Wortlaut "oder Parzellierungsgenehmigung" der folgende Wortlaut eingefügt:

", Verstärkungs-".

Art. 39 - In Artikel 84 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2° in § 1 wird der Wortlaut "des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums" durch den folgenden Wortlaut ersetzt: ", des Gemeindegremiums, des beauftragten Beamten oder der Regierung:";

2° Absatz 2 von § 2 wird wie folgt ersetzt:

«Die Regierung verabschiedet die Liste der Handlungen und Arbeiten, für welche aufgrund ihrer Art oder ihres Effekts:

1° keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist;

2° keine Städtebaugenehmigung erforderlich ist und eine vorherige städtebauliche Erklärung, deren Modalitäten und Inhalt von der Regierung festgelegt wird und an das Gemeindegremium per Einsendung gerichtet werden muss;

3° eine Städtebaugenehmigung nach den in Artikel 127 § 4 Absatz 2 1° erwähnten Modalitäten erforderlich ist;

4° die Beteiligung eines Architekten nicht erforderlich ist.»

Art. 40 - In Artikel 85 § 1 Absatz 1 2° desselben Gesetzbuches wird zwischen den Wortlaut "Parzellierungs-," und den Wortlaut "Bau-" der folgende Wortlaut eingefügt: ", Verstärkungs-".

Art. 41 - Artikel 86 desselben Gesetzbuches wird außer Kraft gesetzt und die Artikel 87 und 88 werden zu den Artikeln 86 und 87.

Art. 42 - Die Überschrift von Kapitel II von Titel V von Buch I desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«KAPITEL II — *Verstärkungsgenehmigung und Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten*»

Art. 43 - Die Überschrift des Abschnitts 1 des Kapitels II des Titels V des Buches I desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«*Abschnitt 1 — Handlungen, die einer Verstärkungsgenehmigung bedürfen*»

Art. 44 - Artikel 89 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 88 - § 1 - Niemand darf ohne vorherige, schriftliche und ausdrückliche Genehmigung des Gemeindegremiums, des beauftragten Beamten oder der Regierung ein Gut weder verstärken, noch eine entsprechende Werbung oder Veröffentlichung davon machen.

Unter "Verstärkung eines Gutes" versteht man die stadtplanerische Gestaltung bezüglich dieses Gutes, die hauptsächlich den Bau von Gebäuden, die völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind, oder die Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen Einrichtung, die zu Wohnzwecken benutzt werden kann, und gegebenenfalls den Bau oder die Gestaltung von öffentlichen oder kollektiven Bereichen, von technischen Infrastrukturen oder von Gebäuden, in denen zusätzlich zur Bewohnung andere Funktionen ausgeübt werden, betrifft.

Die Verstärkung wird nacheinander durch folgende Vorgänge durchgeführt:

1° die katastrale Aufteilung des Gutes in mindestens zwei unbebaute Lose und den Verkauf oder die Abtretung von mindestens einem der somit entstandenen Lose;

2° die Gewährung einer oder mehrerer Städtebaugenehmigungen bezüglich der Durchführung eines Bauwerks oder einer Gestaltung auf den entstandenen Losen.

Die betreffende katastrale Aufteilung ist diejenige, die durch jede Urkunde durchgeführt wird, durch die ein dingliches Recht festgestellt, übertragen oder gebildet wird, mit Ausnahme der Hypothek oder der Antichrese.

§ 2 - Auf Vorschlag des Antragstellers oder von Amts wegen kann die Behörde, die die Verstärkungsgenehmigung ausstellt, vom Genehmigungsgebiet alle oder einige Lose ausschließen, die völlig oder teilweise nicht zum Bau einer Wohnung oder zur Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen, völlig oder teilweise zur Bewohnung geeigneten Einrichtung bestimmt sind, oder die aus technischen oder juristischen Gründen dazu nicht geeignet sind, oder für die Lose, die schon bebaut sind oder für die Aufstellung einer ortsfesten oder mobilen Einrichtung im Sinne von Artikel 84 § 1 1° schon benutzt werden, wenn ihrer Ansicht nach die Auferlegung von Vorschriften bezüglich dieser Lose nicht relevant ist.

§ 3 - Die Verstärkungsgenehmigung umfasst:

1° die raumordnerischen Zielsetzungen bezüglich der Energieeinsparung und des Transportwesens, der Infrastrukturen und technischen Netzwerke, der Landschaft, des Städtebaus, der Architektur und der Grünanlagen;

2° die architektonische Gesamtzielsetzung, die mindestens eine dreidimensionale Darstellung und einen Übersichtsplan umfasst, die die als Anhaltspunkt dienende Orientierung der Parzellen, die bebaubaren Gebiete und die Bauprofile, sowie gegebenenfalls die zusätzlichen Funktionen, die öffentlichen Bereiche und die öffentlichen oder gemeinschaftlichen Gebäude oder Anlagen darstellen;

3° Vorschriften bezüglich der Bauwerke und deren Umgebung;

4° gegebenenfalls die technische Akte bezüglich der Anlage, der Änderung oder des Abschaffens eines Gemeindeweges.

In Abweichung des Absatzes 1 und wenn das Gut im Umkreis einer kommunalen Städtebauordnung, einer für städtebauliche Schutzgebiete gewisser Gemeinden geltenden allgemeinen Bauordnung oder einer allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden liegt, braucht die Verstädterungsgenehmigung die in Punkt 3° erwähnten Vorschriften nicht zu beinhalten.»

Art. 45 - In das Kapitel II des Titels I des Buches I desselben Gesetzbuches wird ein neuer Abschnitt 2 mit folgendem Titel eingefügt:

«*Abschnitt 2* — Handlungen, die einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten bedürfen»

Art. 46 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein neuer Artikel 89 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 89 - Die Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten betrifft die Ausführung mehrerer, völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmter Gebäude, die ein Ganzes bilden und die Gegenstand ein und derselben Städtebaugenehmigung sind.»

Art. 47 - In das Kapitel II des Titels I des Buches I desselben Gesetzbuches wird ein neuer Abschnitt 3 mit folgendem Titel eingefügt:

«*Abschnitt 3* — Handlungen, die keiner Verstädterungsgenehmigung bedürfen»

Art. 48 - In Artikel 90 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird folgendermaßen ersetzt:

«§ 1 - Es bedürfen keiner Verstädterungsgenehmigung:

1° die Schenkungsverträge;

2° die unfreiwilligen Handlungen;

3° die Teilungsverträge, die zur Auflösung einer ungeteilten Erbengemeinschaft abgeschlossen werden, vorausgesetzt, dass es nicht mehr Lose als Miterben gibt;

4° die Aufteilung eines Gutes, das mindestens seit fünf Jahren zwischen zwei bestehenden Bauten liegt, die höchstens hundert Meter voneinander entfernt sind, vorausgesetzt, dieses Gut und diese Bauten befinden sich direkt am Wegenetz und auf derselben Seite einer öffentlichen Straße, die unter Berücksichtigung der Ortslage und insofern die Bedingungen des Wassergesetzbuches in Sachen Abwasserklärung für das betroffene Gut erfüllt sind, eine ausreichende Strom- und Wasserversorgung, einen festen Belag und eine ausreichende Breite hat;

5° im Rahmen einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten, die Schaffung eines oder mehrerer Lose, die jedes ein völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmtes Gebäude enthalten und von denen mindestens zwei Drittel der Gebäude Gegenstand der in Artikel 139 erwähnten Erklärung waren, in der bescheinigt wird, dass die Arbeiten ausgeführt wurden und den Vorschriften der ausgehändigten Genehmigung entsprechen, oder nach Plan verkauft werden.

§ 2 - Im Falle der Aufteilung eines Gutes, das nicht Gegenstand eines Antrags auf eine Verstädterungsgenehmigung ist und dessen zu bildenden Lose insgesamt oder zum Teil völlig oder teilweise zu Wohnzwecken bestimmt sind, übermittelt der Notar mindestens dreißig Tage vor dem für den öffentlichen Verkauf oder die Unterzeichnung des Vertrags festgelegten Termin dem Gemeindegremium und dem beauftragten Beamten den Parzellierungsplan, sowie eine Bescheinigung, in der die Art des Vertrags und die in der Vertragsurkunde enthaltene Bestimmung der Lose näher beschrieben werden.»;

2° Absatz 2 wird zum § 3 und in demselben Absatz werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) der Wortlaut "Das Kollegium und der beauftragte Beamte" wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Das Gemeindegremium oder der beauftragte Beamte";

b) der Wortlaut "keine Parzellierungs- oder Städtebaugenehmigung" wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"keine Parzellierungs-, Verstädterungs- oder Städtebaugenehmigung";

3° die Absätze 3, 4 und 5 bilden einen neuen § 4.

Art. 49 - Artikel 91 desselben Gesetzbuches wird durch den folgenden Text ersetzt:

«Art. 91 - Unter der Voraussetzung, dass die Verstädterungsgenehmigung oder die Genehmigung für gruppierte Bauten, die die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindeweges erfordert, die in Artikel 88 § 3 4° erwähnte technische Akte enthält, gilt sie als Städtebaugenehmigung für die Ausführung der Handlungen und Arbeiten bezüglich dieses Weges.

Die Verstädterungsgenehmigung oder die Genehmigung für gruppierte Bauten befreit die Gemeinde von jeder anderen gesetzlichen Formalität in Sachen besondere Fluchtlinie.»

Art. 50 - Die Überschrift des Abschnitts 3 des Kapitels II des Titels V des Buches I desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«*Abschnitt 4* — Die Auswirkungen der Verstädterungsgenehmigung und Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten»

Art. 51 - Artikel 92 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 92 - Mit Ausnahme der in Artikel 88 § 3 4° erwähnten technischen Akte, hat die Verstädterungsgenehmigung verordnende Kraft.

Am Tag, an dem der Bau, die Gestaltung, die Infrastrukturen oder die Gebäude, die in Artikel 88 § 1 Abschnitt 2 erwähnt werden, Gegenstand der in Artikel 139 erwähnten Erklärung sind, in der bescheinigt wird, dass die Arbeiten ausgeführt wurden und den Vorschriften der ausgehändigten Genehmigungen entsprechen, erlischt die verordnende Kraft der Unterlagen des in Artikel 88 § 3 1°, 2° und 3° erwähnten Verstädterungsgenehmigung und erhalten diese Unterlagen für das betroffene Los den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts im Sinne des Artikels 18ter.»

Art. 52 - Artikel 93 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 93 - Vor jeder Urkunde, mit der ein dingliches Recht festgestellt, übertragen, oder begründet wird, oder vor jeder Urkunde zur Einräumung eines persönlichen Nutznießungsrechts während mehr als neun Jahren, die sich auf ein von einer Verstärkungsgenehmigung oder Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten betroffenes Los bezieht, ist vor einem Notar eine Urkunde über die Aufteilung aufzustellen, die sich auf die Lose bezieht und in der die Genehmigung sowie gegebenenfalls die Modalitäten für die Verwaltung der mit der Gesamtheit oder einem Teil der Lose gemeinsamen Teile angegeben werden.

Die Urkunde wird auf Veranlassung des Notars, der die Urkunde getätigt hat, innerhalb von zwei Monaten nach der Beurkundung auf dem Hypothekenamt des Bezirks, in dem sich das Gut befindet, überschrieben.»

Art. 53 - In Artikel 94 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird folgendermaßen ersetzt:

«Der Notar gibt die Bestimmungen je nach Fall der Verstärkungsgenehmigung oder Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten, sowie gegebenenfalls die Abänderungsbestimmungen bekannt. Er vermerkt dies in der Urkunde, die ebenfalls das Datum der Genehmigung angibt;»

2° Absatz 3 wird gestrichen.

Art. 54 - In Artikel 95 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Die Absätze 1 und 2 werden folgendermaßen ersetzt:

«Niemand darf die Aufteilung je nach Fall eines Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Verstärkungsgenehmigung ist, oder eines bebauten Teils eines Gutes, das Gegenstand einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten ist, die städtebauliche Auflagen oder die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindeweges erfordert, vornehmen, bevor der Inhaber der Genehmigung entweder die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen ausgeführt, oder die zu ihrer Ausführung notwendigen finanziellen Garantien aufgebracht hat.

Die Erfüllung dieser Formalität wird in einer durch das Gemeindekollegium ausgestellten Bescheinigung beurkundet und per Einsendung an den Genehmigungsinhaber gerichtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet;»

2° in Absatz 3 wird der Wortlaut "Parzellierungsgenehmigung" durch den Wortlaut "Genehmigung" ersetzt und der Wortlaut "der erschlossenen Siedlung" gestrichen;

3° in Absatz 4 wird der Wortlaut "Parzellierungsgenehmigung" durch den Wortlaut "Genehmigung" ersetzt und der Wortlaut "in Artikel 89" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "in Artikel 88".

Art. 55 - In Artikel 96 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Parzellierungsgenehmigung" durch den nachstehenden Wortlaut ersetzt:

"Verstärkungsgenehmigung oder einer Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten".

Art. 56 - Die Überschrift des Abschnitts 4 des Kapitels II des Titels V des Buches I desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Abschnitt 5 — Verfall der Verstärkungsgenehmigung und Verfall oder Verlängerung der Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten, die die Eröffnung, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindeweges erfordert»

Art. 57 - Artikel 98 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 98 - Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den übrigen Teil, wenn der Inhaber die vorgeschriebenen Handlungen, Arbeiten oder Auflagen nicht ausgeführt oder die geforderten finanziellen Garantien nicht aufgebracht hat.

Innerhalb von fünf Jahren ab ihrer Einsendung verfällt die Verstärkungsgenehmigung, in der dem Inhaber keine Handlungen, Arbeiten oder Auflagen auferlegt werden, für den Teil des Gutes, der nicht Gegenstand der Eintragung einer der in Artikel 88 § 1 Absatz 4 erwähnten Handlungen war.»

Art. 58 - Artikel 99 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 99 - Ist die Ausführung der Verstärkungsgenehmigung in Phasen erlaubt, so wird in der Genehmigung der Zeitpunkt bestimmt, an dem die fünfjährige Verfallsfrist für jede andere Phase als die erste anläuft.»

Art. 59 - Artikel 100 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 100 - Der Verfall der Verstärkungsgenehmigung erfolgt von Rechts wegen.

Das Gemeindekollegium kann den Verfall in einem Protokoll feststellen, das er per Einsendung an den Genehmigungsinhaber richtet. Eine Abschrift der Einsendung wird an den beauftragten Beamten gerichtet.»

Art. 60 - Artikel 101 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 101 - Die Städtebaugenehmigung gruppierter Bauten, die die Anlage, die Änderung oder das Abschaffen eines Gemeindeweges erfordert, verfällt oder wird verlängert gemäß Artikel 87.»

Art. 61 - Die Überschrift des Abschnitts 5 des Kapitels II des Titels V des Buches I desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Abschnitt 6 — Abänderung der Verstärkungsgenehmigung»

Art. 62 - In Artikel 102 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Auf Anfrage" durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"Entweder auf Initiative des Gemeindekollegiums oder auf Antrag";

2° in Absatz 2 wird der Wortlaut "der städtebaulichen Vorschriften der Parzellierungsgenehmigung" durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"der gesamten oder eines Teils der in der Verstärkungsgenehmigung enthaltenen Urkunden".

Art. 63 - Artikel 103 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 103 - § 1 - Die Vorschriften bezüglich der Verstärkungsgenehmigung sind auf ihre Abänderung anwendbar.

Das Gemeindekollegium richtet eine gleichlautende Abschrift seines Antrags per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigefügt. Eventuelle Beanstandungen werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an den beauftragten Beamten gerichtet.

§ 2 - Im Falle einer Initiative seitens des Gemeindegremiums wird der Antrag auf Abänderung gemäß Artikel 127 § 2 eingereicht.

§ 3 - Im Falle eines Antrags seitens des Eigentümers eines Loses und bevor dieser den Antrag einreicht, richtet er eine gleichlautende Abschrift per Einsendung an alle Eigentümer eines Loses, die den Antrag nicht gegengezeichnet haben. Der Beleg der Einsendungen wird dem Antrag beigelegt.

Eventuelle Beschwerden werden innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang der gleichlautenden Abschrift des Antrags per Einsendung an das Gemeindegremium gerichtet.

§ 4 - Wenn die in der Verstädterungsgenehmigung enthaltenen Urkunden gemäß Artikel 92 den Wert eines Städtebau- und Umweltberichts erhalten haben, erfolgt deren Abänderung gemäß Artikel 33.»

Art. 64 - Art. 106 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen abgeändert:

«Art. 106 - Hat der Antragsteller eine Abänderung der Verstädterungsgenehmigung erreicht, ist vor jeder Urkunde, mit der ein dingliches Recht festgestellt, übertragen oder begründet wird, oder vor jeder Urkunde zur Einräumung eines persönlichen Nutznießungsrechts während mehr als neun Jahren vor einem Notar eine Urkunde der in der Verstädterungsgenehmigung vorgenommenen Abänderungen aufzustellen.

Die sich auf das Los beziehende Urkunde wird auf Veranlassung des Notars, der die Urkunde getätigt hat, innerhalb von zwei Monaten nach der Beurkundung auf dem Hypothekenamt des Bezirks, in dem sich das Gut befindet, überschrieben.»

Art. 65 - In Artikel 107 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° am Anfang des § 1 wird vor den Wortlaut "Wenn das Folgende" folgender Wortlaut eingefügt:

"Die Genehmigung wird vom Gemeindegremium ausgestellt,";

2° in demselben Paragraphen, Absatz 1 wird der Punkt 2° folgendermaßen ersetzt:

"oder eine noch geltende Parzellierungsgenehmigung oder Verstädterungsgenehmigung";

3° in demselben Absatz wird der Wortlaut "oder wenn die auszuführenden Handlungen und Arbeiten keiner vorherigen Genehmigung des beauftragten Beamten bedürfen, da sie auf der durch die Regierung in Anwendung von Artikel 84 § 2 verabschiedeten Liste der Handlungen und Arbeiten stehen, wird die Genehmigung durch das Bürgermeister- und Schöffenkollegium ausgehändigt, das dem beauftragten Beamten am Tag der Zustellung an den Antragsteller ein Exemplar mit der Akte zukommen lässt." gestrichen.

4° in demselben Paragraphen, Absatz 2 wird der Wortlaut "oder einer Parzellierungsgenehmigung" durch den nachstehenden Wortlaut ersetzt:

"einer Parzellierungsgenehmigung oder einer Verstädterungsgenehmigung."

5° in demselben Paragraphen werden zwei neue Absätze 3 und 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Genehmigung wird ohne das vorhergehende Gutachten des beauftragten Beamten ausgestellt:

1° entweder wenn die auszuführenden Handlungen und Arbeiten in Artikel 84 § 1 2°, 6°, 10° bis 13° erwähnt werden;

2° oder in den folgenden Fällen:

a) Änderung eines bestehenden Gebäudes, insofern dessen Grundfläche höchstens verdoppelt wird;

b) Bau oder Wiederaufbau eines Anbauvolumens oder Einrichtung einer alleinstehenden Anlage, selbst aus nicht beständigen Materialien, die nicht zu Wohnzwecken bestimmt ist und die mit einem bestehenden Gebäude oder einer bestehenden Gebäudegruppe eine funktionelle Einheit bildet, insofern die Grundfläche höchstens verdoppelt wird;

c) Durchführung in der Umgebung eines ordnungsgemäß zugelassenen Gebäudes oder einer Anlage von Einrichtungshandlungen und -arbeiten am Boden, wie beispielsweise Wege, Parkflächen im Freien, geringfügige Veränderungen des Bodenreliefs, Teiche, Freibäder, Freisportplätze, Grenz- oder Stützmauern, sowie das Aufstellen bzw. Anbringen von Tanks oder Zäunen;

d) Einrichtung eines oder mehrerer Module zur Erzeugung von Strom oder Hitze, deren Energiequelle erneuerbar ist und die alle Bauten, Anlagen oder Gebäude, die sich auf demselben Immobiliengut befinden, direkt versorgen;

e) wenn die Handlungen oder Arbeiten von ihrer Art her oder wegen ihren Auswirkungen auf der von der Regierung verabschiedeten Liste stehen. Am Tag selbst des Versands der Genehmigung an den Antragsteller übermittelt das Gemeindegremium die Genehmigung mit der Akte dem beauftragten Beamten per Einsendung.»;

6° aus den Absätzen 3 bis 5 werden die Absätze 5 bis 7.

Art. 66 - Die ersten beiden Absätze des Artikels 108 § 1 des Gesetzbuches werden folgendermaßen ersetzt:

§ 1 - «Der beauftragte Beamte ist verpflichtet, zu überprüfen:

1° dass das Verfahren zur Ausstellung der Genehmigung ordnungsgemäß verlaufen ist;

2° dass die Genehmigung begündet ist;

3° dass die Genehmigung mit den aufgrund des Gesetzbuches getroffenen zwingenden Bestimmungen, oder in Ermangelung dessen, mit der in Anwendung der Artikel 110 bis 113 gewährten Abweichung übereinstimmt;

4° dass die Genehmigung mit den aufgrund des Gesetzbuches getroffenen, als Anhaltspunkt dienenden Bestimmungen übereinstimmt, oder in Ermangelung dessen, dass sie ordnungsgemäß begründet ist;

5° dass die Genehmigung mit dem Gesetz vom 12. Juli 1956 zur Festlegung des Statuts der Autobahnen, und den Parzellierungsplänen, die durch die Regierung in Anwendung von Artikel 6 dieses Gesetzes bewilligt worden sind, übereinstimmt.

Wenn die Genehmigung nicht den Punkten 1° bis 5° des vorhergehenden Absatzes genügt, setzt der beauftragte Beamte den Beschluss des Gemeindegremiums aus.»

Art. 67 - Absatz 1 des Artikels 109 wird folgendermaßen ersetzt:

«Die Genehmigung wird gemäß Artikel 107 ausgestellt, aber nach gleichlautender Stellungnahme des beauftragten Beamten:

1° wenn sie Immobiliengüter betrifft, die in einem in Anwendung des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur vorgeschlagenen oder festgelegten Natura 2000-Gebiet verzeichnet sind;

2° wenn sie Immobiliengüter betrifft, die auf der Schutzliste verzeichnet sind, die unter Denkmalschutz stehen, die sich in einem Schutzgebiet laut Artikel 209 oder in einer Stätte, die in dem in Artikel 233 erwähnten Verzeichnis der archäologischen Stätten aufgeführt ist, befinden; in den durch die Regierung verabschiedeten Fällen und nach deren Modalitäten wird die Genehmigung auf der Grundlage einer Denkmalbescheinigung oder des endgültigen zusammenfassenden Protokolls ausgestellt.»

Art. 68 - In Artikel 111 Absatz 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird der Wortlaut "und die den Vorschriften des Sektorenplans entsprechen, oder die vor dem Inkrafttreten des Sektorenplans bestanden, deren Vergrößerung in dem in Artikel 1 5° des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten erwähnten Umkreis geplant ist" gestrichen.

Art. 69 - In Artikel 111, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird zwischen die Wortlaute "wirtschaftlichen" und "Zwecken" der Wortlaut "oder touristischen" eingefügt.

Art. 70 - Artikel 113 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 113 - Insofern die geplanten Handlungen und Arbeiten das prägende Landschaftsbild entweder beachten, oder strukturieren, oder aber neu gestalten, kann eine Städtebaugenehmigung gewährt werden in Abweichung:

1° von den Vorschriften einer regionalen Städtebauordnung, einer kommunalen Städtebauordnung, eines kommunalen Raumordnungsplans oder von den Vorschriften mit verordnender Kraft einer Parzellierungsgenehmigung, und zwar in einem Maße, das mit der allgemeinen Zweckbestimmung des betroffenen Gebiets und den städtebaulichen und architektonischen Zielsetzungen vereinbar ist;

2° von der globalen architektonischen Zielsetzung oder von den Vorschriften mit verordnender Kraft bezüglich der Bauten und ihrer Umgebung, von den Vorschriften einer Verstärkungsgenehmigung, in einem Maße, das mit ihrer städtebaulichen Zielsetzung vereinbar ist.

Unter denselben Bedingungen kann in Abweichung von den Vorschriften einer regionalen Städtebauordnung, einer kommunalen Städtebauordnung oder eines kommunalen Raumordnungsplans eine Verstärkungsgenehmigung gewährt werden.»

Art. 71 - Artikel 114 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 114 - Für jeden Genehmigungsantrag, der die Anwendung der Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts zur Folge hat, können ausnahmsweise eine oder mehrere Abweichungen bewilligt werden, insofern der Antrag vorab den besonderen, durch die Regierung festgelegten Bekanntmachungsmaßnahmen, sowie der in Artikel 4 Absatz 1 3° erwähnten Konsultierung unterworfen wird.

Auf vorhergehendes Gutachten des beauftragten Beamten gewährt das Gemeindegremium jede Abweichung, die sich ausschließlich auf die Vorschriften einer kommunalen Städtebauordnung, eines kommunalen Raumordnungsplans oder eines Parzellierungsplans, sowie auf die in Artikel 88 § 3 3° erwähnten Vorschriften einer Verstärkungsgenehmigung bezieht, außer wenn sich der Antrag auf die in Artikel 127 § 1 erwähnten Handlungen und Arbeiten bezieht.

In den anderen Fällen wird jede Abweichung von der Regierung oder dem beauftragten Beamten gewährt.»

Art. 72 - In Artikel 119 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreiben" durch den Wortlaut "per Einsendung" ersetzt.

Art. 73 - Artikel 122 desselben Gesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

Art. 74 - In Artikel 123, Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird die Ziffer "122" ausgelassen.

Art. 75 - Der Titel des Abschnitts 7 des Kapitels III des Titels V des Buches I desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Abschnitt 7 — Verfahren zur Bewertung der Auswirkungen der Projekte auf die Umwelt»

Art. 76 - Artikel 124 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 124 - Die Genehmigungsanträge unterliegen der Bewertung der Umweltverträglichkeit gemäß dem Teil V des Buches I des Umweltgesetzbuches.»

Art. 77 - Artikel 125 desselben Gesetzbuches wird folgendermaßen ersetzt:

«Art. 125 - Die Gesamtheit oder ein Teil der bei einer zuvor durchgeführten Umweltbewertung erzielten Ergebnisse und Daten können in die Umweltverträglichkeitsprüfung mit einbezogen werden, insofern sie relevant und aktuell sind. Sie werden als solche in der Umweltverträglichkeitsprüfung identifiziert.»

Art. 78 - In Abschnitt 9 des Kapitels III des Titels V des Buches I desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Nummer des Abschnitts wird zur Nummer 8;

2° in dem neuen Abschnitt 8 wird der Wortlaut "84, § 1, und 89" durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"88, 89, 107 und 109";

3° in demselben Paragraphen wird der Punkt 10° gestrichen;

4° in demselben Artikel, § 4 Absatz 2 wird ein Punkt 1° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1° sechzig Tage, wenn die Handlungen und Arbeiten einen beschränkten Effekt haben und wenn der Antrag weder besondere Bekanntmachungsmaßnahmen, noch die Begutachtung durch den Kommunalausschuss benötigt;"

5° in demselben Absatz werden die Punkte 1° und 2° zu den Punkten 2° und 3°.

Art. 79 - In das Kapitel III des Titels V des Buches I desselben Gesetzbuches wird ein neuer Abschnitt 9 eingefügt, der einen neuen Artikel 128 enthält, der den Artikel 128 mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Abschnitt 9 - Städtebauliche Auflagen

Art. 128 - § 1 - Die in Artikel 88, 89, 107 oder 127 erwähnte Genehmigung wird verweigert oder mit Bedingungen verbunden, wenn es darum geht, ein Grundstück zu bebauen oder zu verstädern, das keinen Zugang zu einem Weg hat, der ausreichend mit Wasser- und Stromversorgung ausgerüstet ist, einen festen Belag hat und breit genug ist, unter Berücksichtigung der Ortslage und insofern die Bedingungen in Sachen Abwasserklärung des Wassergesetzbuches für die betroffene(n) Parzelle(n) nicht erfüllt sind.

§ 2 - Unbeschadet der Anwendung des Artikels 129^{quater} und auf Initiative des Antragstellers oder von Amts wegen können das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte oder die Regierung die Erteilung der Genehmigungen von der Anlage, der Änderung oder dem Abschaffen eines Gemeindegeweges, sowie von den Auflagen abhängig machen, die sie als nützlich erachten, dem Antragsteller aufzuerlegen, und zwar unter Beachtung des Grundsatzes der Verhältnismäßigkeit.

Die Auflagen gehen neben der Hinterlegung der erforderlichen Garantien zu ihrer Verwirklichung zu Lasten des Antragstellers und decken die Einrichtung oder Renovierung öffentlicher Wege und Grünanlagen, die Ausführung oder Renovierung öffentlicher Gebäude oder Anlagen, sowie jede umweltfreundliche Maßnahme.

Außerdem können das Gemeindegremium, der beauftragte Beamte oder die Regierung die Erteilung der Genehmigung von einer Erklärung des Antragstellers abhängig machen, mit der dieser sich verpflichtet, ab dem Beginn der Arbeiten den Besitz von öffentlichen Wegen oder Grünanlagen, von öffentlichen oder gemeinschaftlichen Gebäuden oder Anlagen an die Gemeinde oder Region kostenlos und frei von jeglichen Verpflichtungen und Lasten für diese abzutreten.

§ 3 - Wenn sich der Genehmigungsantrag auf ein Gut bezieht, das entlang einem Weg der Region oder der Provinz liegt, unterbreitet die mit der Untersuchung des Antrags beauftragte Behörde den Antrag der betroffenen Verwaltung.»

Art. 80 - In Kapitel III von Titel V von Buch I desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Abschnitt 10 folgendermaßen ersetzt:

«*Abschnitt 10* — Die kommunalen Verkehrswege»

Art. 81 - Artikel 129 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ersetzt:

«Art. 129 - § 1 - Die jetzige oder zukünftige allgemeine Baufluchtlinie, die die Grenze zwischen dem öffentlichen Eigentum und dem privaten Eigentum bestimmt, das an die öffentliche Straße grenzt, ist in einem Plan angegeben.

Die jetzige oder zukünftige besondere Baufluchtlinie, die die Grenze zwischen der öffentlichen Straße und einem privaten Eigentum bestimmt, kann vom Gemeinderat gemäß Artikel L1123-23 6° Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung festgesetzt werden.

§ 2 - Die kommunalen oder unbenannten Verkehrswege können in einen Fluchtlinienplan eingetragen werden.

§ 3 - Der Gemeinderat entscheidet über die Erstellung des Entwurfs eines Fluchtlinienplans. Auf Antrag des Gemeinderates erstellt das Gemeindegremium den Entwurf des Fluchtlinienplans und unterzieht ihn einer öffentlichen Untersuchung.

Sobald die öffentliche Untersuchung abgeschlossen ist, legt das Gemeindegremium den Entwurf des Fluchtlinienplans dem Provinzkollegium zur Begutachtung vor. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Begutachtung übermittelt das Provinzkollegium dem Gemeindegremium sein Gutachten; in Ermangelung davon gilt sein Gutachten als günstig.

Innerhalb von einhundertzwanzig Tagen ab dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung nimmt der Gemeinderat die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung und des Gutachtens des Provinzkollegiums zur Kenntnis und verabschiedet ggf. den Fluchtlinienplan; in Ermangelung davon gilt der Fluchtlinienplan als abgelehnt.

Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung darüber informiert.

Die Bestimmungen bezüglich der Verabschiedung des Fluchtlinienplans sind auf dessen Revision oder dessen Aufhebung anwendbar.

Die Regierung kann die Formen und den Inhalt des Fluchtlinienplans bestimmen.

§ 4 - Der Fluchtlinienplan wird unbeschadet der bürgerlichen Rechte der Drittpersonen verabschiedet. Der Fluchtlinienplan kann jedoch als Urkunde für die durch das Zivilgesetzbuch festgesetzten Bestimmungen dienen.»

Art. 82 - Es wird ein Artikel 129*bis* mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 129*bis* - § 1 - Niemand darf einen kommunalen Verkehrsweg ohne die vorherige Zustimmung des Gemeinderates oder ggf. der Regierung öffnen, ändern bzw. streichen.

Im Sinne des vorliegenden Artikels besteht die Änderung eines kommunalen Verkehrsweges aus der Verbreiterung bzw. Verschmälerung des zur Durchfahrt bzw. zum Durchgang der Öffentlichkeit bestimmten Raumes, mit Ausnahme der Ausrüstung der Verkehrswege. Unter zur Durchfahrt der Öffentlichkeit bestimmtem Raum versteht man den zwischen der äußeren Grenzen der Fläche, die unterschiedslos zu den Verkehrsteilnehmer bestimmt ist, eingeschlossenen Raum, einschließlich des Parkens der Fahrzeuge und der Randstreifen.

Die Regierung kann die Liste der Änderungen bestimmen, die der in Absatz 1 erwähnten vorherigen Zustimmung nicht unterliegen.

§ 2 - Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse begründet, der Gemeinderat, der Gouverneur, der beauftragte Beamte oder der technische Beamte und der beauftragte Beamte gemeinsam können einen Antrag auf Eröffnung, Änderung bzw. Streichung eines kommunalen Verkehrsweges per Einsendung an den Gemeinderat unterbreiten, dies gemäß dem folgenden Verfahren:

1° innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Antrags unterzieht das Gemeindegremium den Antrag einer öffentlichen Untersuchung; innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung übermittelt das Gemeindegremium dem Gemeinderat den Antrag und die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung;

2° der Gemeinderat nimmt die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung zur Kenntnis und gibt ggf. innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags seine Zustimmung über die Eröffnung, die Änderung oder die Streichung des kommunalen Verkehrsweges; in Ermangelung einer Entscheidung innerhalb der gewährten Frist kann der Antragsteller oder der Gouverneur ein Erinnerungsschreiben per Einsendung an den Gemeinderat schicken; in Ermangelung eines Beschlusses des Gemeinderates innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Erinnerungsschreibens gilt der Antrag als abgelehnt; der Gemeinderat informiert den Antragsteller oder die Behörde, die den Antrag eingereicht hat, per Einsendung innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Beschluss oder dem fehlenden Beschluss; die Öffentlichkeit wird auf der Grundlage der in Artikel L 1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Wege informiert;

3° der Antragsteller, die Behörde, die den Antrag eingereicht hat, oder jede Drittperson, die ein Interesse begründet, kann einen Einspruch bei der Regierung innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Zurkenntnisnahme der Entscheidung oder der fehlenden Entscheidung des Gemeinderates per Einsendung einlegen; in Ermangelung davon wird der Einspruch für unzulässig erklärt;

4° innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang des Einspruchs stellt die Regierung dem Einspruchseinleger und dem Gemeinderat, dem Antragsteller und der Behörde, die den Antrag eingereicht hat, seinen Beschluss per Einsendung zu; in Ermangelung davon wird die Entscheidung des Gemeinderates bestätigt; die Öffentlichkeit wird auf der Grundlage der in Artikel L 1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Wege informiert

§ 3 - Die dem Gemeinderat übermittelte Akte bezüglich des Antrags auf Eröffnung, Änderung oder Streichung eines kommunalen Verkehrsweges enthält ein allgemeines Schema der Verkehrswegenetzes, in das der Antrag sich einfügt, sowie eine Begründung des Antrags im Hinblick auf die der Gemeinde in Sachen Sauberkeit, gesundheitliche Zuträglichkeit, Sicherheit, Ruhe, Benutzer- oder Anwenderfreundlichkeit und leichter Durchgang in den öffentlichen Räumen gewährten Befugnisse.

Außer bei Gründen allgemeinen Interesses müssen die Anträge darauf hinzielen, die Vermaschung der Verkehrswege zu sichern bzw. bessern, den Verkehr der schwachen Verkehrsteilnehmer zu erleichtern und die Verwendung von sanften Verkehrsmitteln zu fördern.

Die Regierung kann die Formen und den Inhalt des Antrags und des Einspruchs bestimmen.

§ 4 - Die Zustimmung des Gemeinderates oder der Regierung bewirkt keine Freistellung von der erforderlichen Städtebaugenehmigung.

Die Zustimmung des Gemeinderates oder der Regierung verfällt fünf Jahre nach deren Zustellung, falls sie nicht in die Tat umgesetzt worden ist. Wenn sie innerhalb von fünf Jahren nach deren Zustellung nur teilweise in die Tat umgesetzt worden ist, verfällt die Zustimmung des Gemeinderates oder der Regierung nur für den restlichen Teil.»

Art. 83 - Es wird ein Artikel 129^{ter} mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 129^{ter} - In Abweichung von Artikel 129 § 33 Absätze 1 und 2 kann der Antragsteller, wenn der in Artikel 129^{bis} erwähnte Antrag auf Eröffnung, Änderung oder Streichung eines kommunalen Verkehrsweges die Änderung eines Fluchtlinienplans zur Folge hat, den Entwurf eines Fluchtlinienplans erstellen und zur gleichen Zeit dem Gemeindegremium den Antrag und den Entwurf eines Fluchtlinienplans zukommen lassen.

In diesem Fall unterzieht das Gemeindegremium den Antrag zusammen mit dem Entwurf eines Fluchtlinienplans einer öffentlichen Untersuchung. Die Dauer der öffentlichen Untersuchung entspricht der maximalen Dauer, die die unterschiedlichen Verfahren erforderlich machen.

Durch einen separaten Beschluss befindet der Gemeinderat zur gleichen Zeit über den Antrag und über den Entwurf eines Fluchtlinienplans.

Die in Artikel 129^{bis}, § 2 2° erwähnte Frist von sechzig Tagen wird verdoppelt. Alle anderen Bestimmungen von Artikel 129^{bis}, § 2 sind für den Antrag anwendbar.

Die Absätze 3 bis 6 von Artikel 129 § 3 bleiben für den Entwurf eines Fluchtlinienplans anwendbar.»

Art. 84 - Es wird ein Artikel 129^{quater} mit folgendem Wortlaut in dasselbe Gesetzbuch eingefügt:

«Art. 129^{quater} - Wenn der in den Artikeln 84, 88 oder 89 erwähnte Antrag auf Genehmigung u.a. die Eröffnung, die Änderung oder die Streichung eines kommunalen Verkehrsweges betrifft, unterzieht die mit der Untersuchung beauftragte Behörde bei Vollständigkeit des Antrags auf Genehmigung oder zu jedem von ihr als nützlich betrachteten Zeitpunkt den Antrag auf Eröffnung, Änderung oder Streichung eines kommunalen Verkehrsweges dem in Artikel 129^{bis} vorgesehenen Verfahren.

Wenn der in den Artikeln 84, 88 oder 89 erwähnte Antrag auf Genehmigung u.a. die Eröffnung, die Änderung oder die Streichung eines kommunalen Verkehrsweges betrifft, die eine Änderung des Fluchtlinienplans notwendig macht, schickt die mit der Untersuchung beauftragte Behörde bei Vollständigkeit des Antrags auf Genehmigung oder zu jedem von ihr als nützlich betrachteten Zeitpunkt dem Gemeinderat den Antrag auf Eröffnung, Änderung oder Streichung des besagten kommunalen Verkehrsweges und des Entwurfs eines Fluchtlinienplans, der vom Antragsteller erstellt worden ist, gemäß Artikel 129^{ter}.

In diesen Fällen werden die Fristen für die Untersuchung des Antrags auf Genehmigung um die Frist verlängert, die für den Erhalt der endgültigen Zustimmung bezüglich des kommunalen Verkehrsweges und ggf. des Erlasses bezüglich des Fluchtlinienplans gebraucht wurde.

Wenn der Gegenstand des Antrags auf Genehmigung einer öffentlichen Untersuchung unterzogen wird, organisiert das Gemeindegremium eine gemeinsame öffentliche Untersuchung für den Antrag auf Genehmigung, für den Antrag bezüglich des kommunalen Verkehrsweges sowie ggf. für den Entwurf eines Fluchtlinienplans. Die Dauer der gemeinsamen öffentlichen Untersuchung entspricht der maximalen Dauer, die die unterschiedlichen betroffenen Verfahren erforderlich machen.»

Art. 85 - In Artikel 136 Absatz 1 wird die Zahl "89" durch die Zahl "88" ersetzt.

Art. 86 - In Artikel 138 Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "auf die Bau- oder Parzellierungsgenehmigungen" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"auf die Bau-, die Parzellierungs- oder die Verstädterungsgenehmigungen".

Art. 87 - In Artikel 140 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "oder Parzellierungsgenehmigung" wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"oder jede Verstädterungsgenehmigung";

2° der Wortlaut "für touristische Einrichtungen" wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"für ein Feriendorf, einen Wochenendwohnpark oder einen touristischen Campingplatz im Sinne von Artikel 2 14° des Dekrets vom 18. Dezember 2003 über die touristischen Beherbergungseinrichtungen oder im Sinne von Artikel 1 des Dekrets des Rates der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Mai 1994 über die Campings und Campingplätze";

3° der folgende Wortlaut zwischen das Wort "Raumordnungsplans" und das Wort "gewesen" eingefügt:

"oder eines von der Regierung genehmigten Städtebau- und Umweltberichts".

Art. 88 - In Artikel 151 Absatz 1 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "Erschließungsgenehmigung" durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Parzellierungs- oder Verstädterungsgenehmigung"

Art. 89 - In Artikel 154 Absatz 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1° wird der Wortlaut "die Erschließung eines Grundstücks im Sinne von Artikel 89 durchführen" durch den Wortlaut "die Verstädterung eines Gutes im Sinne von Artikel 88 vornehmen" ersetzt;

2° in Punkt 2° wird der Wortlaut "die Erschließung eines Grundstücks" durch den Wortlaut "die in Artikel 88 erwähnte Verstädterung eines Gutes" ersetzt;

3° in Punkt 4° wird der Wortlaut "oder Erschließungsgenehmigungen" durch den Wortlaut ", Parzellierungs- oder Verstädterungsgenehmigungen" ersetzt;

4° Punkt 7° wird wie folgt ersetzt: "7° einen kommunalen Verkehrsweg ohne die in Artikel 129^{bis}, § 1 erwähnte Zustimmung eröffnen, ändern oder streichen."

Art. 90 - In Artikel 182 § 1 desselben Gesetzbuches werden die Absätze 1 und 2 folgendermaßen ersetzt:

«Die Regierung genehmigt die Liste der Standorte, deren Sanierung in Sachen Landschaft und Umwelt von regionalem Interesse ist und deren in Artikel 181 erwähnte Enteignung von ihr als gemeinnützig angeordnet werden kann.

Für jeden dieser Standorte bestimmt die Regierung danach den Enteignungsumkreis sowie den Umkreis des Standortes gemäß den in Artikel 168 erwähnten Modalitäten.»

KAPITEL II — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 91 - Im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Absatz 2 von Artikel 92, § 5 wird gestrichen.

2° Absatz 4 von Artikel 92, § 5 wird gestrichen.

3° § 1 von Artikel 96 wird folgendermaßen ersetzt:

«§ 1 - Wenn das gemischte Projekt u.a. die Eröffnung, die Änderung oder die Streichung eines kommunalen Verkehrsweges im Sinne von Artikel 129bis, § 1 des WGRSE betrifft, geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte dies in dem Beschluss an, durch den der vollständige und zulässige Charakter des Antrags gemäß Artikel 86 anerkannt wird, und unterziehen den Antrag bezüglich des kommunalen Verkehrsweges dem in Artikel 129bis des WGRSE vorgesehenen Verfahren.

Wenn die Regierung mit einem in Absatz 1 erwähntes gemischtes Projekt betreffenden Einspruch befasst wird und feststellt, dass das in Artikel 129bis, § 2 des WGRSE vorgesehene Verfahren nicht eingehalten worden ist, unterziehen die Regierung oder die mit dem Abfassen des zusammenfassenden Berichts beauftragten Verwaltungen gemeinsam den Antrag bezüglich des kommunalen Verkehrsweges dem besagten Verfahren.

In diesen Fällen werden die in den Artikeln 93 § 1 bzw. 95, § 7 erwähnten Fristen um die Frist verlängert, die für den Erhalt der endgültigen Entscheidung bezüglich des kommunalen Verkehrsweges gebraucht wurde.

In Abweichung von den Artikeln 87 Absatz 1 3° und 90 betrifft die öffentliche Untersuchung, die im Rahmen des Antrags bezüglich des kommunalen Verkehrsweges organisiert wird, ebenfalls das in Absatz 1 erwähnte gemischte Projekt. In Abweichung von Artikel 129bis, § 2 des WGRSE wird die im Rahmen des Antrags bezüglich des kommunalen Verkehrsweges organisierte öffentliche Untersuchung gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuches bestimmten Modalitäten organisiert. Die Dauer der gemeinsamen öffentlichen Untersuchung entspricht der maximalen Dauer, die die unterschiedlichen betroffenen Verfahren erforderlich machen.»;

4° In Artikel 97 Absatz 3, Strich 3 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

— die Zahl "88" wird durch die Zahl "87" ersetzt;

— zwischen die Zahlen "127 § 3" und "131" werden folgende Zahlen eingefügt:

“, 129bis, §§ 1 und 3”.

KAPITEL III — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten*

Art. 92 - In Artikel 1 4° des Dekrets vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten werden folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "die juristische Person öffentlichen Rechts, die Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt wird" wird zwischen den Wortlaut "die Interkommunale" und den Wortlaut "die Vereinigung" eingefügt;

2° der Wortlaut "zwischen einer oder mehreren juristischen Personen öffentlichen Rechts oder einer Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt wird, und einer oder mehreren Gemeinden oder Interkommunalen" wird zwischen den Wortlaut "oder mehreren Gemeinden" und den Wortlaut "oder zwischen einer oder mehreren Interkommunalen" eingefügt.

Art. 93 - In dasselbe Dekret wird ein Kapitel *Iter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL *Iter* — *Die Abänderung oder die Aufhebung des Umkreises*

Art. 1quater - Am Ende der Einrichtung des Umkreises kann die Regierung auf Vorschlag des leitenden Beamten oder des Gemeinderates den Umkreis aufheben oder abändern.

Der den Umkreis aufhebende oder abändernde Erlass wird im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.»

Art. 94 - In Artikel 1bis desselben Dekrets wird der Wortlaut "Jeder Träger kann" durch den Wortlaut "Unbeschadet des Artikels 2 kann jeder Träger" ersetzt.

Art. 95 - Artikel 16 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in § 1 wird der Wortlaut "den juristischen Personen öffentlichen Rechts, den Tochtergesellschaften der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt werden" zwischen den Wortlaut "den Gemeinden" und den Wortlaut "und den Interkommunalen" eingefügt;

2° in § 2 wird der Wortlaut "die juristische Person öffentlichen Rechts, die Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1, 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt wird" zwischen den Wortlaut "Die Gemeinde" und den Wortlaut "oder die Interkommunale" eingefügt.

Art. 96 - In Artikel 17 § 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "die juristische Person öffentlichen Rechts, die Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt werden" zwischen den Wortlaut

"Die Gemeinde" und den Wortlaut "oder die Interkommunale" eingefügt.

Art. 97 - In Artikel 18 § 1 desselben Dekrets wird zwischen den Wortlaut "den Interkommunalen" und den Wortlaut "und den natürlichen oder juristischen Personen, in Verbindung" der folgende Wortlaut eingefügt:

“, den juristischen Personen öffentlichen Rechts, den Tochtergesellschaften der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt werden”.

Art. 98 - In Artikel 21 § 3 Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "der juristischen Person öffentlichen Rechts, der Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt werden" zwischen den Wortlaut "der Gemeinde" und den Wortlaut "oder der Interkommunale" eingefügt.

Art. 99 - Artikel 23 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in § 2 wird der Wortlaut "die Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt wird," zwischen den Wortlaut "Die Gemeinde" und den Wortlaut "oder die Interkommunale" eingefügt.

2° in § 3, Absatz 3 wird der Wortlaut "die juristische Person öffentlichen Rechts, die Tochtergesellschaft der in Artikel 3 § 1 21° bis 28° des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten Gesellschaften, die von der Regierung bestimmt wird" zwischen den Wortlaut "die Gemeinde" und den Wortlaut "oder die Interkommunale" eingefügt.

KAPITEL IV — Schluss- Übergangs- und Aufhebungsbestimmungen

Abschnitt 1 — Bestimmungen in Bezug auf das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe

Art. 100 - Die Artikel 57 Absatz 2 104 und 126 des Gesetzbuches werden aufgehoben. In Kapitel III von Titel V des Buches I desselben Gesetzbuches wird Abschnitt 8 gestrichen.

Art. 101 - Im Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird in den den Wortlaut "Bürgermeister- und Schöffenkollegium" enthaltenden Artikeln dieser Wortlaut durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Gemeindekollegium".

Art. 102 - Artikel 8 Absatz 1 bezüglich der Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen des Dekrets vom 27. November 1997 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: "oder ein Städtebau- und Umweltbericht".

Art. 103 - Das Freizeitgebiet, ob es an ein Wohngebiet, ein Wohngebiet mit ländlichem Charakter oder ein Gebiet für konzertierte kommunale Raumordnung, das ganz oder teilweise eingerichtet und zu Wohnzwecken bestimmt ist, angrenzt oder nicht, kann ausnahmsweise Wohnbereiche sowie Handwerks- und Dienstleistungstätigkeiten, sozialkulturelle Ausrüstungen, Einrichtungen für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen enthalten, wenn:

1° es gleichzeitig durch eine Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten oder durch eine Parzellierungsgenehmigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets gedeckt ist;

2° die Verkehrswege und die öffentlichen und gemeinschaftlichen Räume des Gebiets in den Bereich des öffentlichen Eigentums fallen;

3° die Handwerks- und Dienstleistungstätigkeiten, sozialkulturelle Ausrüstungen, Einrichtungen für öffentlichen Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen im Verhältnis zu dem Freizeit- oder Wohnzweck einen ergänzenden und nebensächlichen Charakter haben;

4° es im Umkreis eines vorher von der Regierung genehmigten Städtebau- und Umweltberichts liegt;

5° es auf der von der Wallonischen Regierung vor der Erstellung des Städtebau- und Umweltberichts genehmigten Liste der Freizeitgebiete steht.

Art. 104 - In den Artikeln 97 Absatz 1 102 und 105 sowie in der Überschrift des Abschnitts 5 von Kapitel II des Titels V von Buch I des Gesetzbuches wird das Wort "Erschließungsgenehmigung" bzw. "Parzellierungsgenehmigung" durch das folgende Wort ersetzt: "Verstädterungsgenehmigung".

Art. 105 - In Artikel 120 Absätze 4 und 5 des Gesetzbuches wird das Wort "Verwaltung" durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Generalvertretung für Einsprüche". Diese Abänderungen treten am Inkrafttretensdatum des in Artikel 3 § 3 Absatz 2 erwähnten Erlasses der Regierung in Kraft.

In Absatz 7 desselben Artikels wird die folgende Zahl zwischen den Wortlaut "Artikel 109" und den Wortlaut ", ein Vertreter" eingefügt: ", 2°".

Art. 106 - Die Erstellung oder die Revision eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets vorläufig angenommenen kommunalen Raumordnungsplans kann das vor diesem Datum geltende Verfahren weiterführen.

Art. 107 - Wenn es feststeht, dass die Anforderungen und die Optionen, die zur Genehmigung des Planes geführt hatten, durch die Durchführung der Kommunikationsinfrastrukturen oder die Einrichtung der bebaubaren Gebiete erfüllt worden sind, entweder aus eigener Initiative oder innerhalb der von der Regierung auferlegten Frist, kann der Gemeinderat die Aufhebung der städtebaulichen Vorschriften eines vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets genehmigten kommunalen Raumordnungsplans beschließen. In diesem Fall sind die in Artikel 57ter, Absatz 2 erwähnten Bestimmungen anwendbar.

Art. 108 - Wenn der Enteignungsplan zur gleichen Zeit wie der kommunale Raumordnungsplan erstellt wird, unterliegen die Erwerbe, Enteignungen und Abtretungen von dinglichen Rechten, die im Rahmen des vor dem Inkrafttreten des Dekrets genehmigten Enteignungserlasses vorgenommen wurden, weiterhin den vor diesem Datum anwendbaren Bestimmungen.

Art. 109 - Jeder Antrag auf eine Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung oder Genehmigung zur Abänderung einer Parzellierung, dessen Empfangsbescheinigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt worden ist, wird auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbaren Bestimmungen weiterhin untersucht und jede ggf. gewährte Städtebau- oder Parzellierungsgenehmigung oder Genehmigung zur Abänderung einer Parzellierung verfällt auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbaren Bestimmungen.

Unbeschadet des Absatzes 1 wird jede Abänderung einer auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets anwendbaren Bestimmungen gewährten, nicht verfallenen Parzellierungsgenehmigung, deren Empfangsbestätigung ein späteres Datum als das Inkrafttreten der Bestimmungen in Sachen Verstädterungsgenehmigung trägt, auf der Grundlage der Bestimmungen bezüglich der Untersuchung des Antrags auf Abänderung der Verstädterungsgenehmigung untersucht.

Sobald der auf der Grundlage der gewährten Verstärkungsgenehmigung erlaubte Bau Gegenstand der in Artikel 139 erwähnten Erklärung ist, durch die bescheinigt wird, dass die Arbeiten durchgeführt worden sind und der ausgestellten Genehmigung entsprechen, ist Artikel 92, Absatz 2 anwendbar.

Unbeschadet des Absatzes 1 wenn alle durch eine Parzellierungsgenehmigung gedeckten, bebaubaren Parzellen bebaut sind, stellt der Gemeinderat fest, dass der verordnungsmäßige Wert der Bestimmungen der Parzellierungsgenehmigung aufgehoben wird und dass diese Bestimmungen als Städtebau- und Umweltbericht gelten.

Der verordnungsmäßige Wert eines jeden Parzellierungsplans, der in jeder Parzellierungsgenehmigung enthalten oder jeder Parzellierungsgenehmigung beigefügt ist, die nicht verfallen ist und die auf der Grundlage der vor dem Inkrafttreten der Bestimmungen bezüglich der Verstärkungsgenehmigung gewährt worden ist, wird aufgehoben.

Die durch das vorliegende Dekret bei den Punkten 1° und 2° von Absatz 1 von Artikel 154 des Gesetzbuches vorgenommenen Abänderungen sind nicht auf die Parzellierungsgenehmigungen anwendbar, die vor dem Inkrafttreten der Bestimmungen bezüglich der Verstärkungsgenehmigung oder auf der Grundlage von Absatz 2 ausgestellt worden sind.

Die Bestimmungen bezüglich der Verstärkungsgenehmigung und Absatz 3 der vorliegenden Bestimmung treten erst am von der Regierung festgesetzten Datum in Kraft.

In Artikel 61 wird der Wortlaut "oder des endgültigen zusammenfassenden Protokolls" ab dem 27. Februar 2009 wirksam.

*Abschnitt 2 — Bestimmung bezüglich des Dekrets vom 11. März 1999
über die Umweltgenehmigung*

Art. 110 - Die Regierung kann eine neue Kodifizierung der Gesamtheit oder eines Teils der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Raumordnung, des Städtebaus, des Erbes und der Energie festlegen.

Art. 111 - Für die Anwendung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung werden jeder Antrag auf ein gemischtes Projekt, das u.a. die Eröffnung, die Änderung oder die Streichung eines kommunalen Verkehrsweges betrifft und vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereicht worden ist, sowie die damit verbundenen administrativen Einsprüche gemäß den am Tag des Einreichens des Antrags geltenden Regeln behandelt.

Abschnitt 3 — Bestimmungen bezüglich des Buches I des Umweltgesetzbuches

Art. 112 - In Artikel 49 *b*) von Buch I des Umweltgesetzbuches wird die Zahl "80" durch die Zahl "88" ersetzt.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 30. April 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2008-2009*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 972 (2008-2009), Nrn. 1 bis 1quinquies und 2 bis 23

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 29. April 2009

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1924

[2009/202360]

30 APRIL 2009. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium*

Artikel 1. In artikel 1, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de woorden "en het gemeentelijk structuurplan" vervangen door de woorden :

"het gemeentelijk structuurplan en het stedenbouwkundig en leefmilieverslag".

Art. 2. In artikel 2, lid 2, van hetzelfde Wetboek worden, tussen de woorden "de plannen" en "en de plannen van aanleg", volgende woorden ingevoegd :

"de stedenbouwkundige en leefmilieverslagen".

In artikel 2 worden de woorden "de Waalse Gewestraad" vervangen door de woorden "Waals Parlement".

Art. 3. Het opschrift van hoofdstuk II van titel I van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK II. — *Door de Regering overgedragen delegaties en opdrachten* »

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid vormt § 1;

2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 2. Er wordt een cel gebiedsontwikkeling opgericht met zetel te Namen, die onder het gezag van een algemene afgevaardigde belast is met de uitvoering van de prioritaire beslissingen van de Regering inzake ruimtelijke ordening en gebiedsontwikkeling inzake strategische planificatie.

De Regering legt de nadere werkingsregels van de cel vast en geeft er de opdrachten van nader aan.

§ 3. Er wordt een algemene afvaardiging voor de beroepen opgericht met zetel te Namen, die onder het gezag van een algemene afgevaardigde belast is met de behandeling van de beroepen die ingediend worden op grond van de bepalingen bedoeld in dit Wetboek.

De Regering legt de werkingsregels van de afvaardiging vast. »

Art. 5. In artikel 4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 van hetzelfde artikel worden de woorden "Volgende regels zijn van toepassing" vervangen door de volgende woorden :

"Onverminderd boek I van het Milieuwetboek zijn volgende regels van toepassing";

2° in punt 1 van hetzelfde lid worden tussen de woorden "om een vergunning" en "het bedraagt dertig dagen" volgende woorden ingevoegd :

"of een aanvraag tot opening, wijziging of opheffing van een gemeenteweg";

3° in hetzelfde punt worden tussen de woorden "een stedenbouwkundig en leefmilieverslag" en de woorden "een omtrek zoals bedoeld in artikel 127, § 1, 8°" volgende woorden ingevoegd :

"een rooiplan,";

4° punt 6° van hetzelfde lid wordt vervangen als volgt :

« 6° elke belanghebbende derde kan opmerkingen en bezwaren indienen per fax, e-mail indien de gemeente daartoe een adres heeft ingesteld, per gewoon schrijven of mondeling medegedeeld aan de adviseur ruimtelijke ordening en stedenbouw, het gemeentecollege of het gemeentelijk personeelslid dat daartoe is afgevaardigd vóór het sluiten van het onderzoek of de vervaldag van dat onderzoek; op straffe van nietigheid worden de zendingen per schrijven of fax gedagtekend en ondertekend; de zendingen per e-mail worden van identificatie en dagtekening voorzien; de bezwaren en mondelinge opmerkingen worden na afspraak opgetekend door de adviseur ruimtelijke ordening en stedenbouw of, bij ontbreken ervan, door het gemeentelijk personeelslid dat daartoe is afgevaardigd, die ze noteert en overmaakt aan het gemeentecollege voor sluiting van het onderzoek; ».

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde Wetboek wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Regering kan het bedrag van het presentiegeld waarop de afdelingsvoorzitter en -ondervoorzitters en de leden van de gemeentelijke commissie recht hebben, vastleggen. »

Art. 7. In artikel 11 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "verkavelingsplannen".

Art. 8. In artikel 12, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« aan de gemeenten, voor de gehele dan wel gedeeltelijke uitwerking of herziening van een gemeentelijk plan van aanleg, een gemeentelijk structuurplan, een stedenbouwkundig en leefmilieverslag of een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement; »;

2° in punt 2° worden voor de woorden "voor een milieueffectenrapport" volgende woorden ingevoegd :

"aan de gemeenten,".

Art. 9. In titel II van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK III. — *Stedenbouwkundig en leefmilieverslag* »

Art. 10. In hoofdstuk III van titel II van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 18^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 18^{ter}. § 1. Het stedenbouwkundig en leefmilieverslag is een beleidsdocument waarin voor elk deel van het gemeentelijk grondgebied waarop het betrekking heeft de richtsnoeren voor de feitelijke indeling van het grondgebied en de beleidskeuzes inzake inrichting en duurzame ontwikkeling uiteengezet worden. Wanneer de omstandigheden het vereisen, kunnen meerdere gemeenten in overleg, elk voor wat haar betreft, een stedenbouwkundig en leefmilieverslag opmaken.

Het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag wordt opgemaakt op initiatief van de gemeenteraad en wordt door de Regering goedgekeurd.

Het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag steunt op de beleidskeuzes inzake inrichting en duurzame ontwikkeling vervat in het gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan en, indien bestaand, het gemeentelijk structuurplan.

Indien er onverenigbaarheid is tussen de beleidskeuzes van een gemeentelijk structuurplan en een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag, worden de bepalingen van het document dat het recentst in werking is getreden, toegepast.

Indien het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag voorstelt om gedeeltelijk af te wijken van een plan van aanleg, kan de gemeenteraad, overeenkomstig artikel 49bis, van de Regering de toelating vragen om voor het betrokken gedeelte een gemeentelijk plan van aanleg op te stellen overeenkomstig artikel 48, lid 2, of, in voorkomend geval, kan hij het gemeentelijk plan van aanleg herzien.

§ 2. De inhoud en de procedure voor de opmaking van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag worden vastgesteld bij artikel 33, §§ 2 tot en met 7.

Wanneer het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag niet de ontsluiting vormt van een gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure is onderworpen of van een gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure is onderworpen, en wanneer de gemeenteraad rekening houdend met de kenmerken van de projecten of de activiteiten waarvan de opmaking of de herziening het kader vormt en rekening houdend met de effecten en de gebieden die erdoor beïnvloed kunnen worden, vaststelt dat het overwogen stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag geen niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu of wanneer hij het gebruik van een klein gebied op plaatselijk niveau vastlegt, beslist de gemeenteraad dat het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag niet het voorwerp moet uitmaken van de milieu-effectenbeoordeling waarvan sprake is in artikel 33, § 2, 2°, na advies van de gemeentelijke commissie of, bij ontstentenis, van de gewestelijke commissie en de "Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable".

Het overwogen stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag binnen de omtrek waarvan er zich een gebied bevindt dat aangewezen wordt overeenkomstig de Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG of dat beoogt de uitvoering mogelijk te maken van een project dat onderworpen is aan een milieueffectenverslag of nog dat betrekking heeft op gebieden waarin bedrijven zich kunnen vestigen die een hoog risico voor de personen, de goederen of het leefmilieu vertonen in de zin van Richtlijn 96/82/EG of dat de opnemingsbeoogt van woongebieden, alsook van gebieden of infrastructuren die in de nabijheid van dergelijke bedrijven door het publiek bezocht worden, wordt geacht niet te verwaarlozen effecten te hebben op het leefmilieu.

Het verslag kan meer bepaald berusten op de nuttige inlichtingen verkregen bij andere, voorheen verrichte milieu-effectbeoordelingen.

§ 3. De gemeenteraad kan in de hierna volgende gevallen een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag geheel of gedeeltelijk opheffen :

1° ofwel, de omtrek valt onder een plan van aanleg dat goedgekeurd is na de inwerkingtreding van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag of onder een behoorlijk goedgekeurde bebouwingsvergunning;

2° ofwel, hij acht de voornaamste doelstellingen bedoeld in artikel 33, § 2, 2°, a), voorbijgestreefd.

Artikel 33, §§ 2 tot en met 6, is van toepassing op de beslissing tot opheffing van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag, behoudens voor wat betreft de milieu-effectenbeoordeling waarvan sprake is in artikel 33, § 2, 2°, en de milieuverklaring bedoeld in artikel 33, § 4.

Indien het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag als erkenningsomtrek geldt in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid, heeft de opheffing van het besluit geen enkele uitwerking op de erkenningsomtrek. »

Art. 11. Artikel 19 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 19. § 1. De Regering verleent bindende kracht aan het gewestplan en het gemeentelijk plan van aanleg.

De grafische en de geschreven voorschriften van de plannen hebben regelgevende waarde.

Bij tegenspraak tussen de grafische en de geschreven voorschriften, hebben de grafische voorschriften voorrang op de geschreven voorschriften.

§ 2. Het gewestplan blijft in werking tot op het ogenblik waarop het gedeeltelijk vervangen wordt door een gewestplan of een gemeentelijk plan van aanleg, na een herziening.

Het gemeentelijk plan van aanleg blijft in werking tot op het ogenblik waarop :

1° ofwel het geheel of gedeeltelijk vervangen wordt door een ander plan, na een herziening;

2° ofwel tot aan de gehele of gedeeltelijke opheffing ervan, overeenkomstig artikel 57ter.

§ 3. De voorschriften van een gemeentelijk plan van aanleg die onverenigbaar zijn met die van een naderhand goedgekeurd gewestplan houden op uitwerking te hebben. »

Art. 12. In artikel 23, lid 1, van hetzelfde Wetboek vervalt punt 3°.

Art. 13. In artikel 28 van hetzelfde Wetboek wordt, na de woorden "Art. 28.", volgend opschrift ingevoegd :

"Gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen."

Art. 14. Artikel 29 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 29. Het recreatiegebied is bestemd om de recreatieve of toeristische uitrustingen op te nemen, met inbegrip van de vakantie dorpen, de weekendverblijfparken of de toeristische campings in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesvertsrekkende inrichtingen of in de zin van artikel 1 van het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 9 mei 1994 over de campings en kampeerterreinen.

Voor zover het recreatiegebied aan een woongebied, aan een woongebied met een landelijk karakter of aan een ontsloten gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure is onderworpen dat geheel of gedeeltelijk voor verblijven wordt bestemd, mag het woningen bevatten, evenals ambachtelijke activiteiten, dienstverlenende activiteiten, sociaal-culturele uitrustingen, inrichtingen voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen, voor zover :

1° die activiteiten tegelijk de voornaamste bestemming van het gebied waarvan sprake in lid 1 aanvullen en eraan ondergeschikt zijn;

2° het recreatiegebied tegelijk gelegen is in de omtrek van een vooraf door de Regering goedgekeurd stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag. »

Art. 15. In artikel 30 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden "Art. 30." wordt volgend opschrift ingevoegd :

"Gemengde bedrijfsruimte.";

2° in lid 1 wordt er een tweede volzin ingevoegd, luidend als volgt :

"De kleine opslagplaatsen worden er toegelaten.";

3° in hetzelfde lid wordt de tweede volzin, derde volzin geworden, als volgt vervangen :

« Ze bevatten een afzonderingsomtrek of -marge, behalve voor het deel van de omtrek dat langs een verkeersinfrastructuur ligt die nuttig is voor diens economische ontwikkeling of wanneer een natuurlijk of kunstmatig element dat onder het publieke domein valt, zelf een voldoende afzonderingsomtrek of -marge vormt. »;

4° leden 2 en 3 vervallen;

5° in lid 4, lid 2 geworden, vervallen volgende woorden :

"in bedrijfsruimten".

Art. 16. Er wordt in hetzelfde Wetboek een artikel *30bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *30bis*. Bedrijfsruimte met een industrieel karakter.

De bedrijfsruimte met een industrieel karakter is bestemd voor activiteiten met een industrieel karakter, met inbegrip van de activiteiten in verband met de verwerking van grondstoffen of halfafgewerkte stoffen, verpakking, opslag, logistiek of verdeling. Ze kunnen beoefend worden op meerdere bedrijfssites.

Toegelaten worden de complementaire dienstverlenende ondernemingen en de bedrijfsactiviteiten zonder industrieel karakter die afgezonderd moeten worden om redenen van stedenbouwkundige opname, mobiliteit, veiligheid of bescherming van het leefmilieu, behalve als ze een industriële activiteit zoals bedoeld in lid 1 aanvullen.

De detailverkoop is er verboden, behalve indien het een aanvulling vormt op een industriële activiteit waarvan sprake in lid 1.

Deze bedrijfsruimte bevat een afzonderingsomtrek of -marge, behalve voor het deel van de omtrek dat langs een verkeersinfrastructuur ligt die nuttig is voor diens economische ontwikkeling of wanneer een natuurlijk of kunstmatig element dat onder het publieke domein valt, zelf een voldoende afzonderingsomtrek of -marge vormt.

Uitzonderlijk kan worden toegelaten worden :

1° in de bedrijfsruimten met een industrieel karakter, de opslag van inerte afvalstoffen;

2° in de bedrijfsruimten met een industrieel karakter gelegen langs bevaarbare waterlopen, de opslag van uitgebaggerde aarde.

De woning van de uitbater of van het bewakingspersoneel kan er toegelaten worden voor zover vereist door de veiligheid of de goede werking van de onderneming. Zij maakt volledig deel uit van het bedrijf. »

Art. 17. In artikel 31 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden "Art. 31." wordt volgend opschrift ingevoegd :

"Specifieke bedrijfsruimte.";

2° § 1, tweede volzin van lid 3, wordt aangevuld als volgt :

« , behalve voor het deel van de omtrek dat langs een verkeersinfrastructuur ligt die nuttig is voor diens economische ontwikkeling of wanneer een natuurlijk of kunstmatig element dat onder het publieke domein valt, zelf een voldoende afzonderingsomtrek of -marge vormt. »;

3° in § 3, lid 1, vervallen volgende woorden :

"in specifieke bedrijfsruimten".

Art. 18. In artikel 32 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden "Art. 32." wordt volgend opschrift ingevoegd :

"Ontginningsgebied.";

2° in lid 3 vervallen de woord "in specifieke bedrijfsruimten".

Art. 19. In artikel 33 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden "Art. 33." wordt volgend opschrift ingevoegd :

« Gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is. »;

2° in § 2 worden de woorden "van een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag" vervangen door de volgende woorden :

"van het stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag bedoeld in artikel 18ter";

3° in dezelfde paragraaf wordt in het tweede punt een punt "h)" ingevoegd luidend als volgt :

"h) een verklaring waarin de redenen weergegeven worden waarom de andere overwogen oplossingen gekozen zijn, en een omschrijving van de wijze waarop de beoordeling verricht is, met inbegrip van elke gerezen moeilijkheid, onder meer de technische mankementen en het gebrek aan know-how bij de inzameling van de vereiste gegevens;"

4° in hetzelfde tweede punt wordt "h)", "j)";

5° in dezelfde paragraaf vervallen leden 2 en 3;

6° in § 8 worden de woorden "ontsloten overeenkomstig de §§ 2, 3 en 4 waarvan de ontsluiting nog niet bepaald is overeenkomstig dezelfde paragrafen" vervangen door volgende woorden :

"al dan niet ontsloten".

Art. 20. In artikel 34 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° na de woorden "Art. 34" worden de woorden "Gebieden met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is" vervangen door volgende woorden :

« Gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is. »;

2° in § 1 wordt de eerste volzin van lid 1 vervangen als volgt :

« Het gebied met een industrieel karakter waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure onderworpen is bestemd voor de activiteiten bedoeld in de artikel 30 en 30bis en de agro-economische buurtactiviteiten, de activiteiten van de detailverkoop uitgesloten. »;

3° in dezelfde paragraaf wordt lid 2 als volgt aangevuld :

« , enkel voor het deel van de omtrek die langs een verkeersinfrastructuur ligt die nuttig is voor diens economische ontwikkeling of wanneer een natuurlijk of kunstmatig element dat onder het publieke domein valt, zelf een voldoende afzonderingsomtrek of -marge vormt. »;

4° in § 4 worden de woorden : 6° "ontsloten overeenkomstig de §§ 1 en 2 of waarvan de ontsluiting nog niet bepaald is overeenkomstig dezelfde paragrafen" vervangen door volgende woorden :

"al dan niet ontsloten".

Art. 21. In artikel 35 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de leden 3 en 4 wordt er een nieuw lid 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Als activiteiten die bij de landbouwactiviteit behoren worden beschouwd, de eenheden voor biogaswinning voor zover hoofdzakelijk gebruik wordt gemaakt van dierlijke meststoffen en teeltresten afkomstig van één of meerdere landbouwbedrijven. »;

2° lid 4 wordt lid 5;

3° in het laatste lid worden de woorden "en de modules voor elektriciteit- en warmteproductie" vervangen door volgende woorden :

", de modules voor elektriciteits- en warmteproductie en de eenheden voor biogaswinning".

Art. 22. Artikel 36, lid 3, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« De eenheden voor de energievalorisering van de biomassa die hoofdzakelijk afkomstig is van de resten van het bosbeheer en van de eerste houtverwerking worden er toegelaten als aanvullende activiteit op de bosbeheersactiviteit. »

Art. 23. In artikel 39, lid 3, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "een gemeentelijk plan van aanleg" en de woorden "van toepassing" volgende woorden ingevoegd :

"of een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag".

Art. 24. In artikel 40 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het enig lid wordt § 1;

2° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« § 2. Na beëindiging van de werkzaamheden voor de aanleg van de infrastructuur voor het vervoer van vloeistoffen of energie of, op eigen initiatief als ze ervan afziet de infrastructuur aan te leggen, kan de Regering bij besluit de betrokken reserveringsomtrek of het deel ervan opheffen.

Het besluit waarbij de omtrek wordt opgeheven, wordt bij vermelding in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 25. In artikel 41 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden, tussen de woorden "een nadere bepaling" en de woorden "van de bestemming van de gebieden" volgende woorden ingevoegd :

"of een specialisering";

2° in punt 5° van hetzelfde lid worden tussen de woorden "een gemeentelijk plan van aanleg" en de woorden "voor inrichting ervan" volgende woorden ingevoegd :

"of een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag".

3° het artikel wordt aangevuld als volgt :

« De Regering kan de lijst van de bijkomende voorschriften vaststellen. »

Art. 26. In artikel 42bis van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt aangevuld als volgt :

« of indien ze betrekking heeft op de opneming van het tracé van een hoofdinfrastructuur voor het vervoer van vloeistoffen of energie, of van de vervangende reserveringsomtrek. »;

2° lid 6 wordt vervangen als volgt :

« Indien overwogen wordt artikel 44, lid 4, toe te passen, worden de gegevens bedoeld bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid bij het ontwerp-plan gevoegd. »

Art. 27. In artikel 43, § 1, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "van een effectenonderzoek" en de woorden "en onderwerpt het" volgende woorden ingevoegd :

« en van de gegevens betreffende de erkenningsomtrek in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. »

Art. 28. In artikel 46 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt lid 1 vervangen als volgt :

« Indien de herziening van het gewestplan de opnemingsomtrek van gebieden waarvan de impact, de belangen of de effecten van gewestelijke of bovengewestelijke aard zijn, gelden de bepalingen die voor de vaststelling van het gewestplan gelden. Indien de herziening van het gewestplan een nieuwe zonering beoogt die inspelt op behoeften waarvan de impact, de belangen en de effecten ingelost kunnen worden via een lokale inrichting, gelden daarvoor de bepalingen van het gemeentelijk plan van aanleg bedoeld in artikel 48, lid 2. »;

2° in § 1, lid 2, 1°, worden, in de Franse versie, de woorden : "y déroger" vervangen door de volgende woorden : "s'en écarter";

3° in hetzelfde lid wordt punt 2° vervangen als volgt :

"de opnemingsomtrek van een nieuw voor bebouwing bestemd gebied mag niet de vorm aannemen van lintbebouwing langs de weg; onder lintbebouwing wordt verstaan, de opnemingsomtrek van een gebied waarvan de vorm, door haar diepte, haar lengte en de verhouding van beide elementen enkel de ontwikkeling mogelijk maakt van een bouwlijn, waarbij een compositie van bouwwerken die op een netwerk van wegen uitgeven, uitgesloten is;"

4° in punt 3° van hetzelfde lid worden tussen de woorden "van een bestaande bebouwingsgebied" en de woorden "in een niet-bebouwingsgebied" volgende woorden ingevoegd :

"gebied waarvan de inrichting door de gemeente onderworpen is aan een overleg";

5° in § 2 wordt na lid 3 een nieuw lid 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Het herziene gewestplan dat beoogt een gebied aangewezen overeenkomstig Richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG geheel of gedeeltelijk op te nemen als bosgebied, groengebied of natuurgebied wordt geacht te verwaarlozen effecten te hebben op het leefmilieu. »;

6° lid 4 van dezelfde paragraaf wordt lid 5.

Art. 29. Artikel 47 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« Het gemeentelijk plan van aanleg wordt opgemaakt na onderzoek van het gemeentelijk structuurplan, het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag of van het gemeentelijk mobiliteitsplan, indien voorhanden.

De voorschriften bedoeld in artikel 46, § 1, lid 2, zijn van toepassing op de opmaak ervan. »

Art. 30. Artikel 48 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 48. Het gemeentelijk plan van aanleg vult het gewestplan nader aan.

Het gemeentelijk plan van aanleg kan het gewestplan herzien in de volgende gevallen :

1° ofwel indien er behoeften bestaan waarvan de impact, de belangen en de effecten ingelost kunnen worden door een plaatselijke inrichting of indien, in voorkomend geval, de planologische of alternatieve compensatie waarvan sprake in artikel 46, § 1, lid 2, 3°, op die schaal geregeld is;

2° ofwel indien er een gemeentelijk structuurplan of een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag bestaan goedgekeurd door de Regering, waarbij de hypothese beoogd wordt en de omtrek van een ontwerp van gemeentelijk plan van aanleg bepaald wordt en indien, in voorkomend geval, de planologische of alternatieve compensatie waarvan sprake in artikel 46, § 1, lid 2, 3°, op die schaal geregeld wordt. »

Art. 31. Artikel 49 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 49. Voor het deel van het gemeentelijk grondgebied dat erdoor bepaald wordt, bevat het gemeentelijk plan van aanleg :

1° de inrichtingsopties inzake energiebesparingen en vervoer, inzake infrastructuur en technische netwerken, landschap, stedenbouwkunde, architectuur en groengebieden;

2° in voorkomend geval, indien het gewestplan erdoor herzien wordt, een kaart met de bestemmingen van het grondgebied, opgemaakt op schaal 1/10.000e, waarbij de omtrek herzien bij het gewestplan, nader opgegeven wordt;

3° de bepaling van de verschillende bestemmingen van het grondgebied en, in voorkomend geval, de plaatsen voorbehouden aan de groengebieden, aan de locaties die nodig zijn voor de ecologische vermazing of voor de openbare of gemeenschappelijke voorzieningen;

4° het bestaande of overwogen tracé of de vervangende reserveringsomtrek van het netwerk van de verkeersinfrastructuren en de aansluitingen op de voornaamste bestaande netwerken voor het vervoer van vloeistoffen en energie. »

Art. 32. In afdeling 3 van hoofdstuk III van titel III van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt er een artikel *49bis* ingevoegd, luidend als volgt :

Art. *49bis*. De Regering neemt de lijst aan van de ontwerpen van gemeentelijke plannen van aanleg bedoeld in artikel 48, lid 2.

Voor elk van die gemeentelijke plannen van aanleg machtigt de Regering vervolgens op eigen initiatief of op verzoek van de gemeenteraad of, in voorkomend geval, van de betrokken gemeenteraden, bij gemotiveerd besluit, de opmaak of de herziening van het gemeentelijk plan van aanleg bedoeld in artikel 48, lid 2, voor de aanneming van het voorontwerp waarvan sprake in artikel 50, § 2. » .

Art. 33. In artikel 50, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt er een punt *10°bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"*10°bis* de compensaties voorgesteld door de Regering overeenkomstig artikel 46, § 1, lid 2, 3°".

Art. 34. In artikel 51 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt in § 1 een lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien het gemeentelijk ontwerpplan de gegevens bevat betreffende de erkenningsomtrek, wint de gemeenteraad het advies in van de leidend ambtenaar in de zin van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid. »;

2° in dezelfde paragraaf wordt lid 2, lid 3 geworden, wordt vervangen als volgt :

« Indien nodig verklaart de gemeenteraad dat het gemeentelijk ontwerp-plan van aanleg afwijkt van het gewestplan en geeft er de redenen voor op. »;

3° § 3*bis* vervalt.

Art. 35. Artikel 54 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 54. Op initiatief van iedere natuurlijke of privé- dan wel publiekrechtelijke rechtspersoon kan de Regering, bij gemotiveerd besluit, beslissen tot de opmaak of de herziening van een gemeentelijk plan van aanleg dat afwijkt van het gewestplan indien de aanvraag tot opmaak of herziening van het gemeentelijk plan van aanleg betrekking heeft op de opnemingsruimte van een bedrijfsruimte of een specifieke bedrijfsruimte of een ontginningsgebied.

De bepalingen bedoeld in artikel 42*bis*, leden 2 tot 5, en 47 tot 53 zijn van toepassing. »

Art. 36. In artikel 57*ter* van hetzelfde Wetboek wordt lid 1 vervangen als volgt :

« Art. 57*ter*. De gemeenteraad kan ofwel op eigen initiatief ofwel binnen de hem door de Regering opgelegde termijn beslissen tot de gehele of gedeeltelijke opheffing van een gemeentelijk plan van aanleg :

1° ofwel indien het goedgekeurd wordt voor de definitieve aanneming van het gewestplan of de gewestplannen met inbegrip van de omtrek van dat plan;

2° ofwel indien vaststaat dat de belangen en de opties die geleid hadden tot de aanneming van dat plan ingelost zijn door de verwezenlijking van de verkeersinfrastructuren of de aanleg van de bebouwbare gebieden.

Voor zover ze niet afwijken van het gewestplan, leidt de opheffing van een gemeentelijk plan van aanleg tot de opheffing van alle herzieningen ervan, eveneens indien laatstgenoemden goedgekeurd zijn na de definitieve aanneming van het gewestplan met inbegrip van de omtrek van dat plan. »

Art. 37. In artikel 58 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de leden 1 en 2 wordt er een nieuw lid 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Indien het gewestplan, het gemeentelijk plan van aanleg of het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag als erkenningsomtrek geldt in de zin van de artikelen 33, § 4, 44 en 52, § 3*bis*, kan de onteigenende overheid tot de onteigening overgaan van de panden waarvan de aankoop nodig is voor de aanleg van ruimten bestemd voor de opvang van de economische activiteiten, voor het begunstigen van de vestiging ervan of voor het mogelijk maken van de uitbreiding van bestaande activiteiten. »;

2° de leden 2 tot 5 worden de leden 3 tot 6;

3° in het nieuwe lid 4 wordt het woord "verkaveling" vervangen door volgende woorden :

"verkavelingsvergunning of bebouwingsvergunning".

Art. 38. In artikel 70, lid 4, 2°, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "stedenbouwkundige" en de woorden "of verkavelingsvergunning" volgende woorden ingevoegd :

", bebouwings-".

Art. 39. In artikel 84 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden "van het college van burgemeester en schepenen" vervangen door volgende woorden :

", van het gemeentecollege, de gemachtigd ambtenaar of de Regering : ";

2° lid 2 van § 2 wordt vervangen als volgt :

« De Regering bepaalt de lijst van de handelingen en werken die wegens hun aard of impact :

1° geen stedenbouwkundige vergunning vereisen;

2° geen stedenbouwkundige vergunning en een voorafgaandelijke stedenbouwkundige verklaring vereisen waarvan de Regering de nadere regels en de inhoud vastlegt, per zending op te sturen naar het gemeentecollege;

3° een stedenbouwkundige vergunning vereisen volgens de nadere regels zoals bedoeld in artikel 127, § 4, lid 2, 1°;

4° niet de medewerking van een architect vereisen. »

Art. 40. In artikel 85, § 1°, lid 1, 2°, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "verkavelingsvergunningen," en de woorden "van de bouw- en stedenbouwkundige vergunningen" volgende woorden ingevoegd : "de bebouwingsvergunningen,".

Art. 41. Artikel 86 van hetzelfde Wetboek, wordt opgeheven en de artikelen 87 en 88 worden de artikelen 86 en 87.

Art. 42. Het opschrift van hoofdstuk II van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK II. — *Bebouwingsvergunningen en stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken* »

Art. 43. Het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk II van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 1.* — *Handelingen die onderworpen zijn aan de bebouwingsvergunning* »

Art. 44. Artikel 89 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 88. § 1. Niemand kan zonder voorafgaandelijke schriftelijke en uitdrukkelijke vergunning van het gemeentecollege, van de gemachtigd ambtenaar of van de Regering, tot de bebouwing van een goed overgaan, met inbegrip van de dienovereenkomstige bevordering of reclame.

Onder het overgaan tot de bebouwing van een goed wordt een op dat goed betrekking hebbende stedenbouwkundige conceptie verstaan die hoofdzakelijk het optrekken beoogt van gebouwen die geheel of gedeeltelijk voor bewoning bestemd zijn, of de plaatsing van een vaste of verplaatsbare installatie die geheel of gedeeltelijk gebruikt kan worden voor bewoning en, in voorkomend geval, de bouw of de inrichting van openbare of gemeenschappelijke ruimten, technische infrastructuur of gebouwen waarin functies ondergebracht zijn die als aanvulling op de woonfunctie dienen.

De uitvoering van de bebouwing van het goed wordt achtereenvolgens verricht door :

1° de kadastrale opdeling van het goed in minstens twee onbebouwde kavels en de verkoop of de afstand van minstens één van de aldus gevormde kavels;

2° de toekenning van één of meerdere stedenbouwkundige vergunningen betreffende de uitvoering van het bouwwerk of de inrichting op de gevormde kavels.

De kadastrale opdeling waarvan sprake is de indeling die uitgevoerd wordt bij iedere akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht, met uitsluiting van de hypotheek of het onderpand.

§ 2. Op voorstel van de aanvrager of van ambtswege kan de overheid die de bebouwingsvergunning verstrekt van de omtrek van de vergunning uitsluiten, alle of sommige kavels die niet geheel of gedeeltelijk bestemd zijn voor het optrekken het bouwen van een woning of de plaatsing van een vaste of verplaatsbare installatie die geheel of gedeeltelijk gebruikt kan worden voor bewoning of die voor die bestemming ongeschikt zijn wegens een technische of een juridische reden of nog die reeds gebouwd of gebruikt zijn voor de plaatsing van een vaste of verplaatsbare installatie in de zin van artikel 84, § 1, 1° indien zij acht dat er geen belang is om desbetreffende voorschriften op te leggen.

§ 3. De bebouwingsvergunning bevat :

1° de inrichtingsopties inzake energiebesparingen en vervoer, inzake infrastructuur en technische netwerken, landschap, stedenbouwkunde, architectuur en groengebieden;

2° het architectonische totaalbeeld dat minstens een driedimensionele weergave bevat, alsook een overzichtsplan waarop de indicatieve oriëntatie van de percelen weergegeven zijn, de bebouwbare gebieden en het profiel van de bouwwerken en in voorkomend geval, de aanvullende functies, de openbare ruimten en de openbare of gemeenschappelijke bouwwerken of voorzieningen;

3° de voorschriften in verband met de bouwwerken en hun directe omgeving;

4° in voorkomend geval, het technisch dossier in verband met de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg.

In afwijking van lid 1 mag de bebouwingsvergunning, indien het goed opgenomen is in de omtrek van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, een algemeen reglement op de gebouwen in de beschermde gebieden van sommige gemeenten inzake stedenbouw of een algemeen reglement op gebouwen in landbouwgebieden, de voorschriften waarvan sprake in punt 3° niet bevatten. »

Art. 45. In hoofdstuk II van titel I van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt er een nieuwe afdeling 2 opgenomen, met volgend opschrift :

« *Afdeling 2.* — *Handelingen die onderworpen zijn aan de stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken* »

Art. 46. Er wordt in hetzelfde Wetboek een nieuw artikel 89 opgenomen, luidend als volgt :

« Art. 89. De stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken beoogt de uitvoering van meerdere gebouwen die geheel of gedeeltelijk voor bewoning bestemd zijn, die een geheel vormen en die het voorwerp uitmaken van één en dezelfde aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning. »

Art. 47. In hoofdstuk II van titel I van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt er een nieuwe afdeling 3 opgenomen, met volgend opschrift :

« *Afdeling 3.* — *Handelingen die niet onderworpen zijn aan de bebouwingsvergunning* »

Art. 48. In artikel 90 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Volgende handelingen zijn niet onderworpen aan de bebouwingsvergunning :

1° de schenkingsakten;

2° de onopzettelijke daden;

3° de akten van verdeling om uit een onverdeeldheid van erfrechten te treden, op voorwaarde dat er niet meer kavels dan mede-erfgenamen zijn;

4° de verdeling van een goed gelegen tussen twee bestaande bouwwerken sinds minstens vijf jaar, die maximum honderd meter van elkaar verwijderd zijn en voor zover dat goed en die bouwwerken langs de weg en aan dezelfde kant van een openbare weg gelegen zijn die voldoende toegerust is met water, elektriciteit, voorzien van een wegverharding en die voldoende breed is, rekening houdend met de ligging en voor zover de voorwaarden van het Waterwetboek inzake de zuivering van afvalwater voor het betrokken goed in acht worden genomen;

5° in het kader van een stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken de aanleg van één of meerdere kavels die elk een bouwwerk bevatten dat geheel of gedeeltelijk voor bewoning bestemd is, waarvan minstens twee derde van de bouwwerken het voorwerp hebben uitgemaakt van de verklaring bedoeld in artikel 139 waarbij bevestigd wordt dat de werken zijn uitgevoerd en dat ze overeenstemmen met de verstrekte vergunning of reeds op plan zijn verkocht.

§ 2. Bij verdeling van een goed dat niet het voorwerp uitmaakt van een aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning en waarvan alle of een deel van de te vormen kavels geheel of gedeeltelijk voor bewoning bestemd zijn, deelt de notaris het gemeentecollege en de gemachtigd ambtenaar minstens dertig dagen voor de voorziene datum voor de openbare verkoop of de ondertekening van de akte het plan van verdeling mee, evenals een verklaring waarin de aard van de handeling en de bestemming van elke gevormde kavel die in de akte vermeld zal worden, nader worden aangegeven;

2° lid 2 wordt § 3 en hetzelfde lid wordt gewijzigd als volgt :

a) de woorden "Het college en de ambtenaar" worden vervangen door volgende woorden :

"Het gemeentecollege of de gemachtigd ambtenaar";

b) de woorden "aan een stedenbouwkundige of aan een verkavelingsvergunning" worden vervangen door volgende woorden :

"aan een verkavelingsvergunning, een bebouwingsvergunning of een stedenbouwkundige vergunning";

3° de leden 3, 4 en 5 vormen een nieuwe § 4.

Art. 49. Artikel 91 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende tekst :

« Art. 91. Voor zover de stedenbouwkundige vergunning of de vergunning voor groepen van bouwwerken die de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg inhoudt het technisch dossier bevat bedoeld in artikel 88, § 3, 4°, geldt zij als stedenbouwkundige vergunning voor de uitvoering van de handelingen en werkzaamheden betreffende die weg.

De bebouwingsvergunning of de vergunning voor groepen van bouwwerken stelt de gemeente van elke andere formaliteit inzake rooilijn vrij. »

Art. 50. Het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk II van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 4.* — Gevolgen van de bebouwingsvergunning en van de stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken »

Art. 51. Artikel 92 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 92. Met uitzondering van het technisch dossier bedoeld in artikel 88, § 3, 4°, heeft de bebouwingsvergunning regelgevende waarde.

Op de dag waarop de bouw, de aanleg, de infrastructuur of de gebouwen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 2, het voorwerp uitmaken van de verklaring bedoeld in artikel 139 waarbij bevestigd wordt dat de werken uitgevoerd zijn en overeenstemmen met de verstrekte vergunningen, dooft de regelgevende waarde van de stukken van de bebouwingsvergunning bedoeld in artikel 88, § 3, 1°, 2° en 3°, uit en gelden die stukken voor de betrokken kavel als stedenbouwkundig en leefmilieuverslag in de zin van artikel 18ter. »

Art. 52. Artikel 93 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 93. Vóór elke akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht of vóór elke akte waarbij een persoonlijk genotsrecht van meer dan negen jaar toegekend wordt betreffende een kavel bedoeld bij een bebouwingsvergunning of een stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken, moet voor de notaris akte verleden worden van de verdeling die betrekking heeft op de kavels en waarin de vergunning vermeld wordt evenals, in voorkomend geval, de nadere wijze van beheer van de delen die gemeen zijn aan alle of een deel van de kavels.

De akte wordt overgeschreven op de hypotheekbewaring van het arrondissement waarin het goed gelegen is, op benaerstiging van de notaris die de akte ontvangt, binnen de twee maanden na ontvangst van die akte. »

Art. 53. In artikel 94 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen als volgt :

"De notaris geeft kennis van de bepalingen van, al naar gelang, de bebouwingsvergunning of de stedenbouwkundige vergunning voor groepen van woningen evenals van, in voorkomend geval, de wijzigingsbepalingen. Daarvan wordt in de akte melding gemaakt, evenals van de datum van de vergunning";

2° het derde lid vervalt.

Art. 54. In artikel 95 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° leden één en twee worden als volgt vervangen :

« Niemand kan tot de verdeling overgaan van, al naar gelang, een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een bebouwingsvergunning of van een deel van een goed dat het voorwerp uitmaakt van een stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken, die stedenbouwkundige lasten tot gevolg heeft, of de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg voordat de houder van de vergunning ofwel de opgelegde handelingen, werken en lasten heeft uitgevoerd ofwel de financiële waarborgen heeft verstrekt die nodig zijn voor de uitvoering ervan.

Het volbrengen van die formaliteit wordt vastgesteld in een attest verstrekt door het gemeentecollege en per zending gericht aan de houder van de vergunning. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigde ambtenaar gericht. »;

2° in lid 3 vervallen het woorddeel "verkavelings" en de woorden "van de verkaveling";

3° in lid 4 vervalt het woorddeel "verkavelings" en worden de woorden "in artikel 89" vervangen door de woorden "in artikel 88".

Art. 55. In artikel 96 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "omtrent een verkavelingsvergunning" vervangen door de volgende woorden :

"betreffende een bebouwingsvergunning of een stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken".

Art. 56. Het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk II van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 5.* — Verval van de bebouwingsvergoeding en verval of verlenging van de stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken die de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg inhoudt".

Art. 57. Artikel 98 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 98. Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het overige deel indien de houder de opgelegde handelingen, werken of lasten niet heeft uitgevoerd of de vereiste financiële waarborgen niet heeft verstrekt.

Binnen de vijf jaar na verzending ervan vervalt de bebouwingsvergunning waarbij de houder ervan handelingen, werken of lasten worden opgelegd voor het deel van het goed dat het voorwerp niet heeft uitgemaakt van de registratie van één van de handelingen bedoeld in artikel 88, § 1, lid 4. »

Art. 58. Artikel 99 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 99. Indien de uitvoering van de bebouwingsvergunning gefaseerd mag verlopen, bepaalt de vergunning het tijdstip waarop de vijfjarige vervaltermijn ingaat voor elke fase buiten de eerste. »

Art. 59. Artikel 100 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 100. De bebouwingsvergunning vervalt van rechtswege.

Het gemeentecollege kan het verval vaststellen in een proces-verbaal dat het per zending aan de houder van de vergunning richt. Een afschrift van de zending wordt aan de gemachtigd ambtenaar gericht. »

Art. 60. Artikel 101 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 101. De stedenbouwkundige vergunning voor groepen van bouwwerken die de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg inhoudt vervalt of wordt verlengd overeenkomstig artikel 87. »

Art. 61. Het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk II van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 6.* — Wijziging van de bebouwingsvergunning »

Art. 62. In artikel 102 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1° worden de woorden "op verzoek" vervangen door de volgende woorden :

", ofwel op initiatief van het gemeentecollege ofwel op verzoek";

2° in lid 2° worden de woorden "van de stedenbouwkundige voorschriften van de verkavelingsvergunning" vervangen door de volgende woorden :

"van alle of van een deel van de documenten vevat in de bebouwingsvergunning".

Art. 63. Artikel 103 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 103. § 1. De bepalingen die de bebouwingsvergunning regelen, zijn van toepassing op de wijziging ervan.

Het gemeentecollege richt per zending een eensluitend afschrift van het verzoek aan alle eigenaars van een kavel. Het bewijs van de zendingen wordt bij de aanvraag gevoegd. De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van het verzoek gericht aan de gemachtigd ambtenaar.

§ 2. Bij initiatief van het gemeentecollege wordt de wijzigingsaanvraag behandeld overeenkomstig artikel 127, § 2.

§ 3. Indien het een aanvraag betreft van een eigenaar van een kavel en alvorens het verzoek in te dienen, richt laatstgenoemde er een eensluitend afschrift van per zending aan alle kaveleigenaars die de aanvraag niet medeondertekend hebben. Het bewijs van de zendingen wordt bij het verzoek gevoegd.

De eventuele bezwaren worden per zending binnen de dertig dagen na ontvangst van het eensluitend afschrift van de aanvraag gericht aan het gemeentecollege.

§ 4. Wanneer de documenten vevat in de bebouwingsvergunning overeenkomstig artikel 92 hun geldigheid als stedenbouwkundig en leefmilieuverslag gekregen hebben, geschiedt hun wijziging overeenkomstig artikel 33. »

Art. 64. Artikel 106 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 106. Indien de aanvrager een wijziging van de bebouwingsvergunning gekregen heeft

vóór iedere akte tot aanwijzing, overdracht of oprichting van een zakelijk recht of iedere andere akte waarbij een persoonlijk genotsrecht van meer dan negen jaar wordt toegekend, dient er een akte voor notaris verleden te worden van de wijzigingen die in de bebouwingsvergunning worden aangebracht.

De akte die verband houdt met de kavel wordt overgeschreven op de hypotheekbewaring van het arrondissement waarin het goed gelegen is, op benaastiging van de notaris die de akte ontvangen heeft, binnen de twee maanden na ontvangst van die akte. »

Art. 65. In artikel 107 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° aan het begin van paragraaf 1 worden de woorden "afgegeven door het college van burgemeester en schepenen" vervangen door de woorden :

"De vergunning wordt verstrekt door het gemeentecollege," en vervallen de woorden "dat een afschrift ervan samen met het dossier naar de gemachtigde ambtenaar stuurt de dag waarop de vergunning naar de aanvrager wordt verzonden";

2° in dezelfde paragraaf wordt lid 1°, punt 2° vervangen als volgt :

"hetzij een niet-vervallen verkavelings- of bebouwingsvergunning";

3° in hetzelfde lid vervallen de woorden : "of indien het voorafgaand advies van de gemachtigde ambtenaar niet vereist is voor de uit te voeren handelingen en werken omdat ze voorkomen op de lijst die krachtens artikel 84, § 2, door de Regering is vastgesteld";

4° in dezelfde paragraaf, lid 2, worden de woorden "of een verkavelingsvergunning" vervangen door volgende woorden :

", een verkavelings- of een bebouwingsvergunning.";

5° in dezelfde paragraaf worden twee nieuwe leden, namelijk 3 en 4, ingevoegd, luidend als volgt :

« De vergunning wordt zonder voorafgaandelijk advies van de gemachtigd ambtenaar verstrekt :

1° ofwel indien de uit te voeren handelingen en werken bedoeld zijn in artikel 84, § 1, 2°, 6°, 10° tot 13°;

2° ofwel in volgende gevallen :

a) een bestaand bouwwerk ombouwen voor zover diens grondinneming hoogstens verdubbeld wordt;

b) een bijgebouw bouwen of herbouwen of een installatie plaatsen, zelfs in niet-duurzame materialen, geïsoleerd, niet bestemd voor bebouwing en die een functionele eenheid vormt met een bestaand bouwwerk of een geheel van bestaande bouwwerken voor zover de grondinneming van het opgetrokken geheel hoogstens verdubbeld is;

c) in de nabije omgeving van een bouwwerk of van een behoorlijk gemachtigde installatie, handelingen of werken uitvoeren voor de inrichting op de bodem zoals wegen, parkeerruimtes in de open lucht, geringe wijzigingen in het reliëf van de bodem, vijvers, niet overdekte zwembaden, niet overdekte sportvelden, omheiningen- of steunmuren evenals het plaatsen van reservoires of omheiningen;

d) één of meer modules plaatsen voor de productie van elektriciteit of warmte waarmee ieder bouwwerk, iedere installatie of ieder gebouw bevoorradat worden, gelegen op hetzelfde onroerend goed waarvan de energiebron hernieuwbaar is;

e) wanneer de handelingen en werken, wegens hun aard of hun impact, opgenomen zijn in een lijst vastgelegd door de Regering. De dag zelf van de verzending van de vergunning aan de aanvrager maakt het gemeentecollege de vergunning met het dossier per zending over aan de gemachtigd ambtenaar. »;

6° de leden 3 tot 4 worden de leden 5 tot 7.

Art. 66. De eerste twee leden van artikel 108, § 1, van het Wetboek worden vervangen als volgt :

« § 1. De gemachtigd ambtenaar dient na te gaan of :

1° de procedure voor het verstrekken van de vergunning regelmatig is;

2° de vergunning met redenen omkleed is;

3° de vergunning overeenstemt met de dwingende bepalingen getroffen krachtens het Wetboek of, bij ontstentenis, met de afwijking toegestaan overeenkomstig de artikelen 110 tot en met 113;

4° de vergunning overeenstemt met de bepalingen met indicatieve waarde getroffen krachtens het Wetboek of, bij ontstentenis, of ze behoorlijk met redenen omkleed is;

5° de vergunning overeenstemt met de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autowegen en de perceelsgewijze plannen goedgekeurd door de Regering overeenkomstig artikel 6 van die wet.

Indien de vergunning niet voldoet aan de punten 1 tot en met 5° van vorig lid, schort de gemachtigd ambtenaar de beslissing van het gemeentecollege op. »

Art. 67. Lid 1 van artikel 109 wordt vervangen als volgt :

« De vergunning wordt verstrekt overeenkomstig artikel 107, maar na eensluidend advies van de gemachtigd ambtenaar :

1° wanneer ze betrekking heeft op onroerende goederen opgenomen in een Natura 2000-gebied dat voor- of vastgesteld wordt overeenkomstig de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

2° wanneer ze betrekking heeft op onroerende goederen die op de beschermingslijst staan, beschermd zijn, gelegen zijn in een in artikel 209 van het Wetboek bedoeld beschermingsgebied of in een locatie opgenomen in de inventaris van de archeologische locaties bedoeld in artikel 233; in de gevallen en volgens de nadere regels vastgesteld door de Regering, wordt de vergunning verstrekt op grond van een erfgoedattest of een definitief samenvattend proces-verbaal. »

Art. 68. In artikel 111, lid 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium vervallen de woorden "die overeenstemmen met het gewestplan of die bestaan vóór de inwerkingtreding van het gewestplan en waarvan de uitbreiding gepland is in de omtrek bedoeld in artikel 1, 5°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid".

Art. 69. In artikel 111, lid 2, van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "Voor economische" en de woorden "behoefte" volgende woorden ingevoegd :

"of toeristische".

Art. 70. Artikel 113 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 113. Voor zover de geplande handelingen en werken de krachtlijnen van het landschap ofwel in acht nemen, ofwel structureren, ofwel opnieuw uittekenen, kan er een stedenbouwkundige vergunning verleend worden in afwijking van :

1° de voorschriften van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement, een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, een gemeentelijk plan van aanleg of de voorschriften met reglementaire waarde van een verkavelingsvergunning, in een mate die verenigbaar is met de algemene bestemming van het overwogen gebied en de stedenbouwkundige of architectonische opties;

2° de globale architectonische optie of de voorschriften betreffende de bouwwerken en hun nabije omgeving, met reglementaire waarde, een bebouwingsvergunning, in een mate die verenigbaar is met diens stedenbouwkundige optie.

In dezelfde voorwaarden kan er een bebouwingsvergunning verleend worden in afwijking van de voorschriften van een gewestelijk stedenbouwkundig reglement, een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement of een gemeentelijk plan van aanleg. »

Art. 71. Artikel 114 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 114. Voor elke vergunningsaanvraag die de toepassing van de bepaling van deze afdeling inhoudt, kunnen bij wijze van uitzondering één of meerdere afwijkingen worden toegekend voor zover de aanvraag vooraf onderworpen werd aan de bijzondere bekendmakingsmaatregelen bepaald door de Regering, evenals aan de inzage bedoeld in artikel 4, lid 1, 3°.

Na voorafgaandelijk advies van de gemachtigd ambtenaar verleent het gemeentecollege elke afwijking die uitsluitend betrekking heeft op de voorschriften van een gemeentelijk stedenbouwkundig reglement, een gemeentelijk plan van aanleg of een verkavelingsvergunning, evenals op de voorschriften van een bebouwingsvergunning bedoeld in artikel 88, § 3, 3°, behalve indien de aanvraag betrekking heeft op handelingen en werken zoals bedoeld in artikel 127, § 1.

In de andere gevallen wordt elke afwijking door de Regering of de gemachtigd ambtenaar toegekend. »

Art. 72. In artikel 119 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "bij ter post aangetekend schrijven" vervangen door de woorden "per zending".

Art. 73. Artikel 122 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 74. In artikel 123, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt het cijfer "122" weggelaten.

Art. 75. De titel van afdeling 7 van hoofdstuk III van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« *Afdeling 7. — Procedure voor de beoordeling van de milieueffecten van de projecten* »

Art. 76. Artikel 124 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 124. De vergunningsaanvragen worden beoordeeld op hun milieueffecten overeenkomstig deel V van Boek I van het Milieuwetboek. »

Art. 77. Artikel 125 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 125. Voorzover zij relevant en actueel zijn, kunnen de gehele of gedeeltelijke resultaten en gegevens die ingezameld werden tijdens een eerder uitgevoerde milieuevaluatie, opgenomen worden in het effectenonderzoek. Deze worden als dusdanig in het onderzoek opgenomen. »

Art. 78. In afdeling 9 van hoofdstuk III van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het nummer van de afdeling wordt 8;

2° in de nieuwe afdeling 8 worden bij het begin van artikel, § 1, de woorden "84, § 1, en 89" vervangen door volgende woorden :

"88, 89, 107 en 109";

3) in dezelfde paragraaf vervalt punt 10°;

4° in hetzelfde artikel, § 4, lid 2, wordt er een punt 1° ingevoegd, luidend als volgt :

"1° zestig dagen indien de handelingen en de werken een beperkte impact hebben en indien de aanvraag geen bijzondere bekendmakingsmaatregelen noch het advies van de gemeentecommissie vereist;";

5° in hetzelfde lid worden de punten 1° en 2° de punten 2° en 3°.

Art. 79. In hoofdstuk III van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt er een nieuwe afdeling 9 ingevoegd die een nieuw artikel 128 bevat ter vervanging van artikel 128 en luidend als volgt :

« *Afdeling 9. — Stedenbouwkundige lasten* »

Art. 128. § 1. De vergunning bedoeld in artikel 88, 89, 107 of 127 wordt geweigerd of aan voorwaarden verbonden indien er op een grond gebouwd wordt of indien een grond bebouwd wordt die geen toegang heeft tot een weg die voldoende toegerust is met water en elektriciteit, voorzien is van een wegverharding en die voldoende breed is, rekening houdend met de ligging, en voor zover voor het betrokken perceel of de betrokken percelen niet tegemoet wordt gekomen aan de voorwaarden van het Waterwetboek inzake zuivering van het afvalwater.

§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 129^{quater} kunnen het gemeentecollege, de gemachtigd ambtenaar of de Regering op initiatief van de aanvrager of van ambtswege het verstrekken van de vergunningen ondergeschikt maken aan de opening, de opheffing of de wijziging van gemeentewegen en aan de lasten die zij nuttig achten op te leggen aan de aanvrager met inachtneming van het proportionaliteitsbeginsel.

Naast het verstrekken van financiële waarborgen nodig voor de uitvoering ervan worden de lasten overgenomen door de aanvrager en dekken ze de aanleg of de hernieuwing van wegen, openbare groengebieden, de uitvoering of de renovatie van bouwwerken of openbare of gemeenschappelijke voorzieningen en alle milieuvriendelijke maatregelen.

Daarnaast kunnen het gemeentecollege, de gemachtigd ambtenaar of de Regering het verstrekken van de vergunning ondergeschikt maken aan een verklaring waarbij de aanvrager zich op het ogenblik waarop de werken aangevat worden ertoe verbindt de gemeente of het Gewest om niet, vrij en onbelast, en zonder kosten voor haar, de eigendom van wegen, openbare ruimten, bouwwerken of openbare of gemeenschappelijke voorzieningen af te staan.

§ 3. Indien de vergunningsaanvraag betrekking heeft op een goed gelegen langs een gewest- of provincieweg, legt de overheid die ermee belast is de aanvraag te behandelen het advies voor aan betrokken administratie. »

Art. 80. In hoofdstuk III van titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van afdeling 10 vervangen als volgt :

« Afdeling 10. — Gemeentewegen »

Art. 81. Artikel 129 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 129. § 1. De huidige of toekomstige algemene rooilijn van de wegen waarmee de grens vastgesteld wordt tussen het publiek domein en het privé-domein die tegen de openbare weg aan ligt, wordt in een plan opgenomen.

De huidige of toekomstige bijzondere rooilijn waarmee de grens vastgesteld wordt tussen de openbare weg en een privé-goed kan vastgelegd worden door het gemeentecollege overeenkomstig artikel L1123-23, 6°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 2. De gemeentewegen of de onbenoemde wegen kunnen opgenomen worden in een rooiplan.

§ 3. De gemeenteraad beslist het ontwerp-rooiplan op te maken. Op verzoek van de gemeenteraad wordt het ontwerp-rooiplan door het gemeentecollege opgemaakt en aan een openbaar onderzoek onderworpen.

Onmiddellijk na de sluiting van het openbaar onderzoek legt het gemeentecollege het ontwerp-rooiplan ter advies voor aan het provinciecollege. Binnen de zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om advies maakt het provinciecollege zijn advies over aan het gemeentecollege; bij ontstentenis wordt diens advies gunstig geacht.

Binnen de honderdtwintig dagen te rekenen van de sluiting van het openbaar onderzoek neemt de gemeenteraad kennis van de uitslagen van het openbaar onderzoek en van het advies van het provinciecollege en legt hij in voorkomend geval het rooiplan vast; bij ontstentenis wordt het rooiplan geweigerd geacht.

Het publiek wordt erover ingelicht op de wijzen bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

De bepalingen betreffende de aanneming van het rooiplan zijn van toepassing op de herziening of de opheffing ervan.

De Regering kan de vormen en de inhoud van het rooiplan vastleggen.

§ 4. Het rooiplan wordt vastgelegd onverminderd de burgerlijke rechten van derden. Het rooiplan kan evenwel als titel dienen voor de voorschriften vastgelegd bij het Burgerlijk Wetboek. »

Art. 82. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 129^{bis} ingevoegd, luidende :

« Art. 129^{bis}. § 1. Niemand kan een gemeenteweg openen, wijzigen of opheffen zonder het voorafgaandelijk akkoord van de gemeenteraad of, in voorkomend geval, van de Regering.

In de zin van dit artikel bestaat de wijziging van een gemeenteweg uit een verbreding of een versmalling van de ruimte voor de doorgang van het publiek, met uitsluiting van de uitrusting van de wegen. Onder ruimte voor de doorgang van het publiek wordt de ruimte verstaan tussen de buitengrenzen van de oppervlakte die op onverschillige wijze bestemd is voor de gebruikers, met inbegrip van het parkeren van de voertuigen en de berm.

De Regering kan de lijst bepalen van de wijzigingen die niet voorgelegd worden aan het voorafgaandelijk akkoord bedoeld in lid 1.

§ 2. Elke natuurlijke of rechtspersoon die een belang aantoonde, de gemeenteraad, de Regering, de gemachtigd ambtenaar of de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar samen kunnen per zending aan de gemeenteraad een aanvraag voorleggen tot opening, wijziging of opheffing van een gemeenteweg volgens volgende procedure :

1° binnen de dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag legt het gemeentecollege de aanvraag voor aan een openbaar onderzoek; binnen de vijftien dagen te rekenen van de sluiting van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege de aanvraag en de uitslagen van het openbaar onderzoek aan de gemeenteraad over;

2° de gemeenteraad neemt kennis van de uitslagen van het openbaar onderzoek en stemt, binnen de zestig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag, in voorkomend geval, in met de opening, de wijziging of de opheffing van de gemeenteweg; indien er geen beslissing getroffen is binnen de opgelegde termijn, kan de aanvrager of de Regering per zending een rappelbrief sturen aan de gemeenteraad; indien er geen beslissing is van de gemeenteraad binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de rappelbrief wordt de aanvraag geweigerd geacht; het gemeentecollege licht de aanvrager of de overheid die de aanvraag voorgelegd heeft binnen de vijftien dagen te rekenen van de beslissing of het uitblijven van de beslissing, in; het publiek wordt ingelicht volgens de wijzen bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

3° de aanvrager, de overheid die aanvraag voorgelegd heeft of elke derde die een bewijs aantoonde kan per zending een beroep indienen bij de Regering binnen de vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving van de beslissing of van het uitblijven van de beslissing van de gemeenteraad; bij ontstentenis wordt het beroep onontvankelijk verklaard;

4° binnen de zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het beroep geeft de Regering per zending kennis van zijn beslissing aan de indiener van het beroep en aan de gemeenteraad, aan de aanvrager en aan de overheid die de aanvraag heeft ingediend; bij ontstentenis wordt de beslissing van de gemeenteraad bevestigd; het publiek wordt ingelicht volgens de wijzen bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 3. Het dossier met de aanvraag tot opening, wijziging of opheffing van een gemeenteweg, overgemaakt aan de gemeenteraad, bevat een algemeen plan van het netwerk van de wegen waarin de aanvraag kadert, evenals een verantwoording van de aanvraag ten opzichte van de bevoegdheden van de gemeente inzake reinheid, gezondheid, veiligheid, rust, gebruiksvriendelijkheid en comfort van de doorgang in de openbare ruimten.

Behalve voor de redenen van algemeen nut moeten de aanvragen ertoe strekken de vermazing van de wegen in stand te houden of te verbeteren, de doorgang van de zwakke weggebruikers vlotter te maken en het gebruik van zacht verkeer aan te moedigen.

De Regering kan de vormen van de aanvraag en het beroep nader bepalen.

§ 4. Het akkoord van de gemeenteraad of de Regering stelt niet vrij van de vereiste stedenbouwkundige vergunning.

Het akkoord van de gemeenteraad of de Regering vervalt binnen de vijf jaar na zending ervan indien de vergunning niet is uitgevoerd. Indien zij gedeeltelijk is uitgevoerd binnen de vijf jaar na zending ervan, vervalt het akkoord van de gemeenteraad of de Regering enkel voor het overige deel. »

Art. 83. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 129^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 129^{ter}. In afwijking van artikel 129, § 3, leden 1 en 2, kan de aanvrager, indien de aanvraag tot opening, wijziging of opheffing van een gemeenteweg zoals bedoeld in artikel 129^{bis} de wijziging van een rooiplan inhoudt, een ontwerp-rooiplan opmaken en tegelijk de aanvraag en het ontwerp-rooiplan aan het gemeentecollege versturen.

In dat geval onderwerpt het gemeentecollege de aanvraag samen met het ontwerp-rooiplan aan een openbaar onderzoek. De duur van het gezamenlijk openbaar onderzoek stemt overeen met de maximumduur vereist door de verschillende procedures.

Met twee afzonderlijke beslissingen spreekt de gemeenteraad zich tegelijk uit over de aanvraag en over het ontwerp-rooiplan.

De termijn van zestig dagen bedoeld in artikel 129^{bis}, § 2, 2°, wordt verdubbeld. Alle andere bepalingen van artikel 129^{bis}, § 2, zijn van toepassing voor de aanvraag.

De leden 3 tot 6 van artikel 129, § 3, blijven van toepassing voor het ontwerp-rooiplan. »

Art. 84. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 129^{quater} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 129^{quater}. Indien de vergunningsaanvraag bedoeld in de artikelen 84, 88 of 89 meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg onderwerpt de overheid die met de behandeling belast is, in het stadium van de invulling van de vergunningsaanvraag of op elk ogenblik dat zij nuttig acht, de aanvraag tot opening, wijziging of opheffing van een gemeenteweg aan de procedure bedoeld in artikel 129^{bis}.

Indien de vergunningsaanvraag bedoeld in de artikelen 84, 88 of 89 meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg waarbij een wijziging van het rooiplan vereist is, zendt de overheid die met de behandeling belast is, in het stadium van de invulling van de vergunningsaanvraag of op elk ogenblik dat zij nuttig acht, de aanvraag tot opening, wijziging of opheffing van een gemeenteweg en het overeenkomstig artikel 129^{ter} door de aanvrager opgemaakte ontwerp-rooiplan aan het gemeentecollege.

In die gevallen worden de termijnen voor de behandeling van de vergunningsaanvraag verlengd met de termijn gebruikt voor het verkrijgen van de definitieve instemming betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, het rooiplanbesluit.

Indien het voorwerp van de vergunningsaanvraag aan een openbaar onderzoek onderworpen wordt, richt het gemeentecollege een gezamenlijk openbaar onderzoek in voor de vergunningsaanvraag, voor de aanvraag betreffende de gemeenteweg en, in voorkomend geval, voor het ontwerp-rooiplan. De duur van het gezamenlijk openbaar onderzoek stemt overeen met de maximumduur vereist door de verschillende procedures. »

Art. 85. In artikel 136, lid 1, worden de cijfers "89" vervangen door de cijfers "88".

Art. 86. In artikel 138, lid 2, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of verkavelingsvergunningen" vervangen door volgende woorden :

", verkavelingsvergunningen of bebouwingsvergunningen".

Art. 87. In artikel 140 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "of verkavelingsvergunning" worden vervangen door volgende woorden :

"of iedere bebouwingsvergunning";

2° de woorden "voor toeristische accommodatie" worden vervangen door volgende woorden :

« voor een vakantieoord, een week-endverblijfpark of een toeristisch kampeerterrein in de zin van artikel 2, 14°, van het decreet van 18 december 2003 betreffende de toeristische logiesverstrekende inrichtingen of in de zin van artikel 1 van het decreet van de Raad van de Duitstalige Gemeenschap van 9 mei 1994 over de campings en de kampeerterreinen. »;

3° het artikel wordt aangevuld met volgende woorden :

« of een stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag, goedgekeurd door de Regering. »

Art. 88. In artikel 151, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden, na de woorden "verkavelingsvergunning", volgende woorden ingevoegd :

"of bebouwingsvergunning".

Art. 89. In artikel 154, lid 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1° worden de woorden "een terrein in de zin van artikel 89 verkavelen" vervangen door de woorden "een goed in de zin van artikel 88 bebouwen";

2° in punt 2° worden de woorden "de verkaveling van een terrein" vervangen door de woorden "de bebouwing van een goed zoals bedoeld in artikel 88";

3° in punt 4° worden de woorden "of verkavelingsvergunningen" vervangen door de woorden ", verkavelingsvergunningen of bebouwingsvergunningen";

4° punt 7° wordt vervangen als volgt :

« 7° een gemeenteweg openen, wijzigen of opheffen zonder de instemming zoals bedoeld in artikel 129bis, § 1. »

Art. 90. In artikel 182, § 1, van hetzelfde Wetboek worden leden 1 en 2 vervangen als volgt :

« De Regering neemt de lijst aan van de locaties waarvan het herstel op landschappelijk en leefmilieuvlak van gewestelijk belang is en waarvan hij de onteigening bedoeld in artikel 181 van algemeen nut kan verklaren.

Voor elkeen van die locaties stelt de Regering vervolgens de onteigeningsomtrek en de omtrek van de locatie vast volgens de modaliteiten zoals bedoeld in artikel 168. »

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 91. Het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt gewijzigd als volgt :

1° lid 2 van artikel 92, § 5, vervalt;

2° lid 4 van artikel 92, § 5, vervalt;

3° § 1 van artikel 96 wordt vervangen als volgt :

§ 1. Indien het gemengde ontwerp meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg in de zin van artikel 129bis, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, wordt dit door de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar vermeld in de beslissing waarbij de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag erkend wordt overeenkomstig artikel 86 en wordt de aanvraag betreffende de gemeenteweg onderworpen aan de procedure zoals bepaald in artikel 129bis, § 2, van genoemd Wetboek.

Indien een beroep bij de Regering aanhangig wordt gemaakt betreffende een gemengd ontwerp zoals bedoeld in lid 1 en de Regering vaststelt dat de procedure zoals bedoeld in artikel 129bis, § 2, van genoemd Wetboek niet is uitgevoerd, onderwerpen de Regering of, tegelijk, de besturen die ermee belast zijn het samenvattend verslag neer te schrijven, de aanvraag betreffende de gemeenteweg aan bedoeld procedure.

In die gevallen worden de termijnen bedoeld in, respectievelijk, de artikelen 93, § 1, en 95, § 7, verlengd met de termijn gebruikt voor het verkrijgen van de definitieve beslissing betreffende de gemeenteweg.

In afwijking van de artikelen 87, lid 1, 3°, en 90, heeft het openbaar onderzoek ingericht in het kader van de aanvraag betreffende de gemeenteweg eveneens betrekking op het gemengde project zoals bedoeld in lid 1. In afwijking van artikel 129bis, § 2, van genoemd Wetboek wordt het openbaar onderzoek ingericht in het kader van de aanvraag betreffende de gemeenteweg ingericht volgens de nadere bepalingen omschreven in Boek I van het Milieuwetboek. De duur van het gezamenlijk openbaar onderzoek stemt overeen met de maximumduur vereist door de verschillende betrokken procedures. »;

4° in artikel 97, lid 3, derde streepje worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— het cijfer "88" wordt vervangen door het cijfer "87";

— tussen de cijfers "127, § 3" en "131" worden volgende cijfers ingevoegd :

", 129bis, §§ 1 en 3".

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid*

Art. 92. In artikel 1, 4°, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden ", de publiekrechtelijke rechtspersoon, de dochtermaatschappij van de maatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering" worden ingevoegd tussen de woorden "de intercommunale" en "of de vereniging";

2° de woorden ", tussen één of meerdere publiekrechtelijke rechtspersonen of dochtermaatschappij van de maatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering en één of meerdere gemeenten of intercommunales" worden ingevoegd tussen de woorden "of meerdere gemeenten" en "of tussen één of meerdere intercommunales".

Art. 93. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk *I*ter ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK 1ter. — *Wijziging of opheffing van de omtrek*

Art. 1^{quater}. Na beëindiging van de inrichting van de omtrek kan de Regering, op eigen initiatief of op voorstel van de leidend ambtenaar of van de gemeenteraad, de omtrek opheffen of wijzigen.

Het besluit tot opheffing of wijziging van de omtrek wordt bij vermelding in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Art. 94. In artikel 1bis van hetzelfde decreet worden de woorden "onverminderd artikel 2" ingevoegd na het woord "kan".

Art. 95. In artikel 16 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden ", de publiekrechtelijke rechtspersonen, de dochtermaatschappijen van de maatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering" ingevoegd tussen de woorden "aan de gemeenten" en "en de intercommunales";

2° in § 2 worden de woorden ", de publiekrechtelijke rechtspersoon, de dochtermaatschappij van de maatschappijen bedoeld in artikel 2, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 28° februari 12 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering" worden ingevoegd tussen de woorden "de gemeente" en "of de intercommunale".

Art. 96. In artikel 17, § 2, van hetzelfde decreet worden de woorden „, de publiekrechtelijke rechtspersoon, de dochtermaatschappij van de maatschappijen bedoeld in artikel 2, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering” worden ingevoegd tussen de woorden “de gemeente” en “of de intercommunale”.

Art. 97. In artikel 18, § 1, van hetzelfde decreet worden tussen de woorden “de intercommunales” en de woorden “en aan de natuurlijke of rechtspersonen in vereniging” volgende woorden ingevoegd :

„, de publiekrechtelijke rechtspersonen, de dochtermaatschappijen van de maatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering”.

Art. 98. In artikel 21, § 3, lid 2, van hetzelfde decreet worden de woorden „, de publiekrechtelijke rechtspersoon, de dochtermaatschappij van de maatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering” worden ingevoegd tussen de woorden “de gemeente” en “of de intercommunale”.

Art. 99. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 worden de woorden „, de publiekrechtelijke rechtspersoon, de dochtermaatschappij van de maatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering” ingevoegd tussen de woorden “de gemeente” en “of de intercommunale”.

2° in § 3, derde lid, worden de woorden „, de publiekrechtelijke rechtspersoon, de dochtermaatschappij van de maatschappijen bedoeld in artikel 3, § 1, 21° tot 28°, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder aangewezen door de Regering” ingevoegd tussen de woorden “de gemeente” en “of de intercommunale”.

HOOFDSTUK IV. — Slot-, overgangs- en opheffingsbepalingen

Afdeling 1. — Bepalingen betreffende het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium

Art. 100. De artikelen 57, lid 2, 104 en 126 van het Wetboek worden opgeheven. In hoofdstuk III van Titel V van Boek I van hetzelfde Wetboek vervalt Afdeling 8.

Art. 101. In Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium worden de artikelen die de woorden “college van burgemeester en schepenen” bevat vervangen door het woord : “gemeentecollege”.

Art. 102. Artikel 8, lid 1, betreffende de opheffings-, overgangs- en slotbepalingen van het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium wordt aangevuld met volgende tekst : “of een stedenbouwkundig en leefmilieuverslag”.

Art. 103. Het recreatiegebied, ongeacht of het al dan niet aangrenzend is aan een woongebied, aan een woongebied met een landelijk karakter of aan een ontsloten gebied waarvan de inrichting door de gemeente aan een overlegprocedure is onderworpen dat geheel of gedeeltelijk voor verblijven wordt bestemd, mag bij wijze van uitzondering woningen bevatten, evenals ambachtelijke activiteiten, dienstverlenende activiteiten, sociaal-culturele uitrustingen, inrichtingen voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen, voor zover tegelijk :

1° een stedenbouwkundige vergunning verstrekt is voor groepen van bouwwerken, of een verkavelingsvergunning, voor inwerkingtreding van dit decreet;

2° de wegen en de openbare of gemeenschappelijke ruimten van het gebied onder het publiek domein vallen;

3° de ambachtelijke, dienstverlenende activiteiten, de activiteiten van de sociaal-culturele voorzieningen, van de inrichtingen van openbare diensten en gemeenschappelijke uitrustingen elkaar aanvullen en onderworpen zijn aan de recreatie- of woonfunctie;

4° het gelegen is in de omtrek van een vooraf door de Regering goedgekeurd stedenbouwkundig en leefmilieuverslag;

5° het opgenomen is op de lijst van de recreatiegebieden aangenomen door de Waalse Regering voor opmaak van het stedenbouwkundig en leefmilieuverslag.

Art. 104. In de artikelen 97, lid 1, 102 en 105, evenals in het opschrift van Afdeling 5 van Hoofdstuk II van Titel V van Boek I van het Wetboek wordt het woord “verkavelingsvergunning” vervangen door het woord “bebouwingsvergunning”.

Art. 105. In artikel 120, leden 4 en 5, van het Wetboek worden de woorden “het bestuur” vervangen door de volgende woorden : “de algemene afvaardiging voor de beroepen”. Die wijzigingen treden in werking op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering bedoeld in artikel 3, § 3, lid 2.

In lid 7 van hetzelfde artikel worden na de woorden “artikel 109” de woorden “, 2” ingevoegd.

Art. 106. De opmaak of de herziening van een gemeentelijk plan van aanleg, voorlopig aangenomen voor de inwerkingtreding van dit decreet, kan verder worden behandeld volgens de voor die datum vigerende procedure.

Art. 107. Wanneer is vastgesteld dat de belangen en de opties die geleid hadden tot de aanneming van het plan zijn ingelost door de uitvoering van de verkeersinfrastructuren of de aanleg van de bebouwbare gebieden, kan de gemeenteraad ofwel op eigen initiatief ofwel binnen de hem door de Regering opgelegde termijn beslissen tot de opheffing van de stedenbouwkundige voorschriften van een gemeentelijk plan van aanleg goedgekeurd voor de inwerkingtreding van dit decreet. In dat geval worden de bepalingen bedoeld in artikel 57ter, tweede lid, van toepassing.

Art. 108. Wanneer het onteigeningsplan tegelijk wordt opgemaakt met het gemeentelijk plan van aanleg, blijven de aankopen, onteigeningen en afstanden van zakelijke rechten verricht in het kader van het onteigeningsbesluit aangenomen voor de inwerkingtreding van het decreet onderworpen aan de bepalingen die van toepassing waren voor die datum.

Art. 109. Elke aanvraag voor een stedenbouwkundige, een verkavelingsvergunning of een wijziging van de verkavelingsvergunning waarvan het bericht van ontvangst dateert van voor de inwerkingtreding van dit decreet, wordt verder behandeld op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor de inwerkingtreding van dit decreet en iedere toegekende stedenbouwkundige, verkavelingsvergunning of wijziging van de verkavelingsvergunning vervalt in voorkomend geval op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor de inwerkingtreding van dit decreet.

Onverminderd lid 1 wordt elke wijziging van een niet-vernietigde verkavelingsvergunning toegekend op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor de inwerkingtreding van dit decreet waarvan het bericht van ontvangst dateert van na de inwerkingtreding van de bepalingen betreffende de bebouwingsvergunning, behandeld op grond van de bepalingen betreffende de behandeling van de aanvraag tot wijziging van de bebouwingsvergunning.

Zodra het bouwwerk dat gemachtigd is op grond van de toegekende bebouwingsvergunning het voorwerp uitmaakt van de verklaring bedoeld in artikel 139 waarbij bevestigd wordt dat de werken zijn uitgevoerd en conform zijn de verstrekte vergunning, wordt artikel 92, lid 2, toegepast.

Onverminderd lid 1 stelt het gemeentecollege, wanneer alle bebouwbare kavels die onder een verkavelingsvergunning vallen, volgebouwd zijn, vast dat de regelgevende waarde van de bepalingen van de verkavelingsvergunning wordt opgeheven en dat die bepalingen gelden als stedenbouwkundig en leefmilieuvorslag.

De regelgevende waarde van elk verdelingsplan vervat in of als bijlage bij elke niet vernietigde verkavelingsvergunning die toegekend is op grond van de bepalingen die van toepassing waren voor de inwerkingtreding van de bepalingen betreffende de bebouwingsvergunning, wordt opgeheven.

De wijzigingen die bij dit decreet zijn aangebracht in de punten 1^o en 2^o van lid 1, van artikel 154 van het Wetboek zijn niet van toepassing op de verkavelingsvergunningen verstrekt voor de inwerkingtreding van de bepalingen betreffende de bebouwingsvergunning of verstrekt op grond van lid 2.

De bepalingen betreffende de bebouwingsvergunning en lid 3 van deze bepaling treden pas in werking op de door de Regering vastgestelde datum.

In artikel 61 hebben de woorden "of van het definitieve samenvattende proces-verbaal" pas uitwerking vanaf 27 februari 2009.

*Afdeling 2. — Bepaling betreffende het decreet van 11 maart 1999
betreffende de milieuvergunning*

Art. 110. De Regering kan een nieuwe codificatie vastleggen voor het geheel of een deel van de wet- en regelgevende bepalingen betreffende de ruimtelijke ordening, de stedenbouw, het erfgoed en de energie.

Art. 111. Voor de toepassing van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning worden elke aanvraag voor een gemengd project dat meer bepaald betrekking heeft op de opening, de wijziging of de opheffing van een gemeenteweg, ingediend voor de inwerkingtreding van dit decreet, evenals de administratieve beroepen die erop betrekking hebben, behandeld volgens de regels die van toepassing zijn de dag van indiening van de aanvraag.

Afdeling 3. — Bepalingen betreffende Boek 1 van het Milieuwetboek

Art. 112. In artikel 49, *b*), van Boek I van het Milieuwetboek worden de cijfers "80" vervangen door de cijfers "88". Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrustingen,
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 972 (2008-2009), nrs. 1 tot 1quinquies en 2 tot 23.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.